

EUROPE

Triple élection en Italie

III. — CINQ RÉGIONS ROUGES ?

De notre correspondant ROBERT SOLÉ

Une Italie en proie à l'agitation permanente va renouveler, le dimanche 15 juin, les conseils des quinze régions à statut ordinaire, ainsi que de nombreux conseils provinciaux et municipaux. Les « organismes autonomes » régionaux prévus dès 1947 par la Constitution n'ont, pour la plupart, vu leur aube qu'en 1970. Notre correspondant a scruté un premier bilan de cette expérience, dont les résultats, encourageants à certains égards, restent cependant modestes en raison de la mauvaise volonté du pouvoir central et du caractère parcelaire des compétences déléguées (« Le Monde » des 12 et 13 juin).

Rome. — Interrogé par un institut de sondage sur le « compromis historique » — alliance des communistes et des démocrates-chrétiens — qui provoque de furieuses passes d'armes depuis de longs mois dans les milieux dirigeants, plus de 45 % des Italiens ont avoué ne pas savoir de quel il s'agit. Si retrouvèrent-ils davantage sur l'échiquier politique de leur pays ?

Le tableau en principe est très clair : quatre partis dans la majorité (démocrates-chrétiens,

républicains, socialistes, sociaux-démocrates) et quatre forces dans l'opposition (communistes, libéraux, droite nationale, extrême gauche). Mais les choses se compliquent dès que l'on quitte le papier pour la réalité. Le débat le plus significatif n'est pas seulement interne à la majorité mais présent dans la plupart des partis qui la composent. Un conflit entre socialistes et démocrates-chrétiens peut toujours provoquer la lutte entre deux factions socialistes ou masquer un réajustement de comptes entre deux « courants » de la D.C.

Les petits partis débordent d'activité, loutés des placards publicitaires dans les journaux, tiennent des réunions publiques et de conférences de presse que les grands. Chacun sait cependant que la parole se jouera à trois : entre démocrates-chrétiens (38,8 % des voix aux élections législatives de 1972), communistes (27,2 %) et socialistes (9,8 %).

La démocratie chrétienne part perdante. Les sondages, unanimes mais incertains, lui prédisent un recul qui, sans doute, est dû à l'usure du pouvoir. Depuis trente ans, ce parti occupe en Italie une place supérieure à l'importance de son électorat : la plupart des postes du pouvoir réel — entreprises publiques, banques nationales ou caisses d'épargne — lui appartiennent. Trop d'irregularités ont été constatées pour que le parti majoritaire ne paye pas aujourd'hui ou demain son arrogant hégémonie. Divisée en six « courants » principaux, la démocratie chrétienne a retrouvé, comme à l'accoutumée, une unité de façade qui se dissolura au lendemain des élections. Pour le moment, on serre les cordes, on se range sans trop de murmures derrière M. Amintore Fanfani.

Le chef d'orchestre, insensible aux sarcasmes de la gauche, a déclaré, comme à l'accoutumée, que les élections ne seraient pas un événement, mais une simple répétition de ce qui se joue au quotidien. Les républicains, en revanche, déclarent qu'il ne faudra pas compter sur eux pour un tel retour en arrière. Pour dépeindre le fait des résultats du 15 juin.

Les élections dans les provinces et dans les municipalités de moins de cinq mille habitants ne sont pas dépourvues d'intérêt. Mais, depuis la naissance des régions, les provinces n'ont pas beaucoup de réalité et, dans les petites communes, la personnalité des notables compte souvent davantage que leur appartenance politique. C'est sur les régions et les grandes villes que se concentrent, en fait, l'attention.

Pour les régions, deux points chauds : les Marches (capitale Ancone) et la Ligurie (Gênes). Elles peuvent basculer à gauche si socialistes et communistes qui détiennent dans chacune d'elles dix-huit sièges de conseillers sur les quarante, renouvellent à un arracher deux autres. Dans la municipalité de Gênes (où l'on ne votera pas le 15 juin) a ouvert la voie : les socialistes ont faussé compagnie à leurs partenaires du centre-gauche pour s'allier aux communistes et diriger la mairie (Le Monde du 5 avril). Si les Marches et la Ligurie « tombent » à leur tour, rejoignant l'Emilie-Romagne, l'Oscoane et l'Ombrie, il faudra colorer de rouge sur les cartes de géographie une grande surface compacte s'étendant au centre et au nord du pays.

Les municipalités, les provinces et les régions. Celles qu'ils gouvernent — seuls ou avec des forces de gauche — ne se portent-elles pas mieux que les autres ? Affirmation fautive si l'on s'en tient au bilan des circonscriptions administratives (1), mais vraie en d'autres domaines et qui, en tout cas, constitue une évidence pour beaucoup d'Italiens. Contrairement au parti socialiste et bien que les sondages lui attribuent une avance équivalente, le P.C.I. reste discret. C'est un exemple de modération. Que de fois d'avance nous ne sommes entendus des dirigeants économiques lui reprocher de « ne pas jouer un véritable rôle d'opposition » ! En fait, les communistes veulent « participer » sans chasser le pouvoir existant. Le « compromis historique », a dit le député M. Deringher aux journalistes de la presse étrangère, reste notre stratégie, même s'il ne s'applique pas à ces élections administratives. Voir l'alliance avec les autres « forces populaires » du pays — de laquelle n'est exclue finalement que l'extrême droite — est le seul constant du parti communiste, le plus fort d'Europe occidentale. S'il peut la réaliser dans telle nouvelle municipalité, telle province ou région, ce sera toujours un pas de plus sur la route du pouvoir.

L'avenir incertain de M. Fanfani

Le P.C.I. s'oppose avec force à l'initiative des socialistes désireux de constituer un « axe » avec la démocratie chrétienne. Mais celle-ci ne veut ni de cet « axe » ni d'un « compromis historique » qui donnerait aux communistes, en revanche, le rôle de retour à un centrisme qui ne serait pas forcément le centre gauche. Social-démocrates et libéraux n'attendent que cela. Les républicains, en revanche, déclarent qu'il ne faudra pas compter sur eux pour un tel retour en arrière. Pour dépeindre le fait des résultats du 15 juin.

Les élections dans les provinces et dans les municipalités de moins de cinq mille habitants ne sont pas dépourvues d'intérêt. Mais, depuis la naissance des régions, les provinces n'ont pas beaucoup de réalité et, dans les petites communes, la personnalité des notables compte souvent davantage que leur appartenance politique. C'est sur les régions et les grandes villes que se concentrent, en fait, l'attention.

Pour les régions, deux points chauds : les Marches (capitale Ancone) et la Ligurie (Gênes). Elles peuvent basculer à gauche si socialistes et communistes qui détiennent dans chacune d'elles dix-huit sièges de conseillers sur les quarante, renouvellent à un arracher deux autres. Dans la municipalité de Gênes (où l'on ne votera pas le 15 juin) a ouvert la voie : les socialistes ont faussé compagnie à leurs partenaires du centre-gauche pour s'allier aux communistes et diriger la mairie (Le Monde du 5 avril). Si les Marches et la Ligurie « tombent » à leur tour, rejoignant l'Emilie-Romagne, l'Oscoane et l'Ombrie, il faudra colorer de rouge sur les cartes de géographie une grande surface compacte s'étendant au centre et au nord du pays.

ment confirmé dans ses fonctions, les sommets alors de choisir entre majorité et opposition, en ajoutant la menace de son parti avec les républicains, les sociaux-démocrates et les libéraux.

Si la démocratie chrétienne perd beaucoup de suffrages (quatre ou cinq points par exemple) et si communistes et socialistes améliorent leur score, on peut aller jusqu'à envisager la démission de M. Fanfani, auquel on reproche encore d'avoir organisé en 1974, le malheureux référendum sur le divorce. Mais ces hypothèses relèvent de la spéculation.

En revanche, on ne risque rien en affirmant que les Italiens retrouveront le 15 juin les mêmes nobles, les mêmes débats et les mêmes difficultés que la veille. Il ne suffit ni d'un nouveau chef de la police, ni d'une nouvelle loi sur l'ordre public pour que le calme revienne. On peut tout juste espérer que, la folle agitation de ces dernières semaines étant due en grande partie aux élections, la tension baissera un peu.

Si les retombées électorales ne sont pas trop fortes, l'économie devrait reprendre sa place prioritaire dans le débat national. Les syndicats, réunis le 9 juin avec le gouvernement, n'ont rien de demander — et d'obtenir à demi-mot — qu'on les associe désormais aux grands choix économiques du pays. Cette préoccupation leur permet de faire taire un tant soit peu leurs divergences internes, qui se sont brusquement révélées il y a quelques semaines.

menaçant une unification prévue aux alentours de 1977.

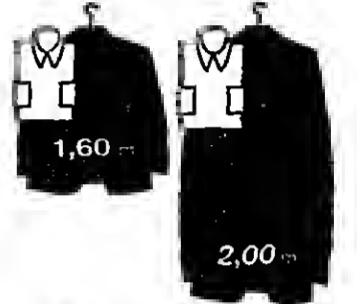
Avec ou sans M. Fanfani, représentés ou non par M. Moro, les Italiens sont sûrs de retrouver après les vacances leur activité favorite, qui n'est pas exactement politique : le football, et son indispensable complément, le « Toro Calcio ». Ce folklore s'applique-t-il encore aux citoyens de dix-huit à vingt et un ans, appelés pour la première fois à voter et dont les aspirations naturelles sont aussi peu connues que la couleur des bulletins qu'ils déposeront dimanche dans les trois urnes ?

Si les retombées électorales ne sont pas trop fortes, l'économie devrait reprendre sa place prioritaire dans le débat national. Les syndicats, réunis le 9 juin avec le gouvernement, n'ont rien de demander — et d'obtenir à demi-mot — qu'on les associe désormais aux grands choix économiques du pays. Cette préoccupation leur permet de faire taire un tant soit peu leurs divergences internes, qui se sont brusquement révélées il y a quelques semaines.

menaçant une unification prévue aux alentours de 1977.

Avec ou sans M. Fanfani, représentés ou non par M. Moro, les Italiens sont sûrs de retrouver après les vacances leur activité favorite, qui n'est pas exactement politique : le football, et son indispensable complément, le « Toro Calcio ». Ce folklore s'applique-t-il encore aux citoyens de dix-huit à vingt et un ans, appelés pour la première fois à voter et dont les aspirations naturelles sont aussi peu connues que la couleur des bulletins qu'ils déposeront dimanche dans les trois urnes ?

F I N



CAPEL
habille en long comme en large
Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Mainemontparnasse 75015-Paris, 538.73.51

« MICHEL-ANGE » NOUVELLE REVUE DE « RENCONTRES ET RÉALITÉS FRANCO-ITALIENNES »

Michel-Ange : c'est le titre choisi par « Rencontres et réalités franco-italiennes » pour sa revue dont le premier numéro vient de paraître (1). Consacrée à l'Italie, cette publication nouvelle vise à faire mieux connaître aux Français les données culturelles et intellectuelles, mais aussi économiques et scientifiques, ainsi que l'art de vivre de l'Italie d'aujourd'hui. Elle se réclame de l'Association pour la diffusion de la langue italienne (2) récemment créée sous les auspices du haut comité de la langue française. Son directeur est M. Jean-Pierre Vellut-Lavallée et son rédacteur en chef M. Marc Horwitz.

(1) 10, rue Clément-Marot, 75116 Paris. N° 1. Mai 1975. Le numéro : 7 F. Abonnement pour quatre numéros : 40 F. Enseignants et étudiants : 20 F. Moins de 15 ans : 10 F. Avec adhésion, respectivement : 70 F., 40 F. et 20 F. Entretien et soutien : 250 F. et 300 F.
(2) A.D.I.L., 117, rue de Rennes, 75006 Paris.

Les Patios de Villenoy

MAISONS INDIVIDUELLES avec jardins privés à partir de 188.000 frs

P.I.C. crédit foncier 9,67%

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

à 35 mn. de Paris Est
à 800 m. de la Gare de Meaux

Renseignements et vente sur place de 14 h. à 18 h. le Week-End

GECIMO réalisation 460.57.54

CELINE MEN

UN STYLE POUR L'ÉTÉ

Mocassins « Halifax » doublé éponge 160 F

58, Rue de Rennes - 7, Av. Victor-Hugo (Met)

Griffsolde de griffes les grands du prêt-à-porter

SOLDES

JUSQU'AU 28 JUIL
dans les 5 boutiques Griffsolde :
POUR ELLE : 1, rue de la Plaine/Nation
- 2, rue du Renard/Hôtel de Ville
- 3, rue de Lagny/Nation
POUR LUI : 3, bd Montmartre/Montmartre
- 3, rue de la Plaine/Nation

Achetez la Baie de Cavalaire.

Du Cap Lardier à l'Île du Levant, la Baie de Cavalaire appartient tout entière à 40 belles maisons. Jardin - patio - cuisine - cellier - salle à manger living avec cheminée - salle de bains - 2 ou 3 chambres prolongées par de larges terrasses. Pour un prix raisonnable (260.000 F) l'une des plus belles baies de la Méditerranée.

promoteur-construteur **OSPIU**
6, avenue Marcel Casté - 83100 Toulon

Adressez-moi la brochure des Terrasses de Cavalaire.

Nom
Prénom
Adresse

Visitez la villa modèle par RN, 559, avenue de l'Eau Blanche.

Chez Leroy, il y a de nouvelles lunettes pour tous les soleils.

Vous ne «prenez» pas le soleil à Paris comme en Bretagne, en Savoie, ou sur la côte d'Azur. Vos yeux non plus. En ville, un filtrage léger et reposant leur suffit alors qu'en montagne ou à la mer, ils ont besoin d'une plus grande protection. C'est pourquoi LEROY met à votre disposition des verres filtrants dans un grand choix de nuances, et notamment les verres dont la coloration varie en fonction de l'intensité du soleil.

LEROY vous présente aussi la nouvelle gamme de verres STUDIO 78 qui reposent et améliorent la vue. Avec une nouvelle collection de montures sélectionnées parmi les plus beaux modèles.

Cet été, les nouveaux verres filtrants LEROY vous permettront de passer d'un soleil à l'autre en toute tranquillité pour vos yeux. Et la collection de montures solaires LEROY, de suivre la mode sans rien changer à votre style.

LEROY

L'Opticien de Paris 104 Champs Elysées.

(45) 11 bd du Palais (119) 127 1g Saint-Antoine
(51) 27 bd Saint-Michel (125) 156 rue de Lyon
(67) 147 rue de Rennes (177) 5 place des Terres
(97) 18 bd Haussmann (187) 50 bd Barbès

دكان النحل

EUROPE

سك انزل العمل

Belgique

Après le revirement du Rassemblement wallon M. Tindemans obtient la confiance de la Chambre à une large majorité

De notre correspondant

Bruxelles. — La bataille engagée par le Rassemblement wallon contre le gouvernement s'est terminée le jeudi 13 juin à la Chambre par un revirement spectaculaire : douze des treize députés du parti ont voté la confiance à M. Tindemans, qui a obtenu ainsi une majorité très confortable : 113 voix contre 92 et 3 abstentions. Au Sénat, le cabinet s'est imposé par 102 voix contre 67 et 3 abstentions.

Un sénateur de l'opposition, M. Pesson, ancien ministre socialiste, s'est étonné du changement d'attitude du Rassemblement wallon et de l'abandon des libéraux bruxellois, demandant ironiquement au premier ministre : « Quel miracle avez-vous vu dans le Rassemblement wallon et au parti libéral ? ». Le sénateur libéral bruxellois répondit à réplique : « C'est un mystère ! », au vit plaisir des sénateurs.

En fait, les compensations obtenues par les uns et les autres sont mieux connues. Le conseil du 13 juin. Le Rassemblement wallon s'est entendu promettre une régionalisation accélérée, et les libéraux de Bruxelles un crédit de 200 millions de francs (22 millions de F. F.) pour le conseil d'agglomération, ainsi que l'autorisation pour ce même conseil de prélever une taxe sur les bureaux

d'un montant de 300 millions de francs (33 millions de F. F.). Dans les milieux politiques, on brocardait jeudi M. Tindemans en murmurant « qu'à raison de 165 millions de francs belges pour une voix il avait bien payé les libéraux bruxellois ».

À la Chambre, quelques réticences se sont manifestées avant le vote au sein du Rassemblement wallon. M. Fernand Massart, député de Namur, visiblement embarrassé, a expliqué son vote d'une manière assez pittoresque : « Dans ma vie, j'ai souvent pris des risques. J'en prends à nouveau aujourd'hui comme membre de la commission des finances. J'espère ne pas être piégé, car en dehors d'ici je ne resterai plus que mon vieux fusil ».

Trois textes ont été déposés : deux d'entre eux, signés de MM. Brochez (socialiste) et Olters (F.D.F.), exprimaient la défiance. Un passage à l'ordre du jour, déposé au nom de la majorité, a été retenu pour le vote. Le résultat du scrutin a été longuement applaudi par la majorité tandis que M. Pesson (F.D.F.) criait : « Vive l'Europe, vive la France ! ». — P.D.V.

Finlande

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE SEPTEMBRE Il sera difficile de réaliser un front de la gauche

De notre correspondant

Helsinki. — Trois des quatre principaux partis — sur dix formations représentées au Parlement finlandais — ont tenu leur congrès, de la mi-mai à la mi-juin, à quelques mois des élections législatives anticipées qui auront lieu les 21 et 22 septembre prochains.

Le parti social-démocrate, qui a tenu son trentième congrès du 5 au 8 juin à Jyväskylä, a voté à l'unanimité à sa présidence M. Kalevi Sorsa, l'actuel premier ministre, et choisi pour le remplacer un secrétaire général M. Vilho Stenroos, le jeune ministre de l'Éducation nationale.

M. Rafael Paasio qui remplace M. Sorsa a souhaité se retirer à soixante-trois ans, mais il reste au bureau politique. Il pourra ainsi surveiller un parti qu'il a sorti en douze ans du ghetto politique où l'avait maintenu la malédiction de Moscou et qui devient la première formation du pays (25,5 % des voix aux élections de 1972, cinquante-cinq des deux cents députés, quelque cent mille membres). Les sociaux-démocrates ont quadrillé les postes de décision dans l'administration, les organismes publics, les universités, les conseils de surveillance des entreprises publiques. Ils ont la majorité à la confédération ouvrière SAK. De plus, l'action patiente et la diplomatie de M. Paasio ont forgé une unité dont ne jouissent guère les autres groupements politiques.

M. Sorsa pourra donc atténuer plus aisément les querelles dissidentes qui se manifestent dans tout parti. Il continuera sans doute à exercer les fonctions de premier ministre, si les élections lui sont favorables, et laissera à M. Stenroos le soin de maintenir l'unité du parti. Le nouveau secrétaire général a suffisamment d'ancienneté auprès des « jeunes tiges », dont il était il n'y a pas si longtemps, mais il ne risque guère de verser dans le gauchisme.

La position-clé du Parti du centre

Les limites de la coopération sont clairement définies dans le programme : « Dans la politique salariale, le P.C. exige que soit rejetée toute tentative de créer un mécanisme de discussion de politique de revenus qui réduise les possibilités de lutte du mouvement syndical et de ses membres. » Il s'agit d'une concession majeure aux thèses de M. Simonsalo. Le programme demande aussi l'amélioration des conditions de logement et des prix plus strictement surveillés, la nationalisation des grandes banques et des entreprises industrielles. De plus, le P.C. exige la dénationalisation des accords avec le Marché commun.

Le Parti du centre, troisième formation du pays avec ses 25 députés, n'a aucune majorité n'est actuellement possible sans lui, ni à gauche ni à droite. Il a eu la chance de ne pas avoir à tenir de congrès avant les élections anticipées. Le président avait eu lieu en 1974. Il n'a donc pas eu à étaler ses divisions et les rivalités entre le président du parti, M. Johannes Lindholm, et M. Ahti Karjalainen, le ministre des affaires étrangères. Selon les sondages, il pourrait bien être le principal bénéficiaire des transferts de voix aux élections de septembre.

Le parti conservateur, quatrième formation avec ses trente-trois députés, soigneusement maintenu dans l'opposition par les autres forces politiques, avait, lui, tenu son congrès entre le 23 et le 25 mai. M. Harri Holkeri, son jeune président, a été réélu à l'unanimité. Ses thèses, « Une patrie indépendante, un homme libre », reste suffisamment vague pour satisfaire toutes les chapelles qui existent en son sein. Les positions de M. Holkeri marquent le succès d'une ligne moyenne.

L'année dernière, un groupe de dissidents avait quitté le parti conservateur. Ils refusèrent d'accepter que le mandat du président de la République soit, par une loi spéciale, à nouveau prolongé sans élections. Or tel sera le cas, de toute évidence, en 1976, puisque même les conservateurs ont accepté la proposition faite à ce sujet par les sociaux-démocrates en avril dernier. Ainsi M. Kekkonen, élu la

première fois à la présidence en 1956, pourra, si sa santé le lui permet, tenir les rênes de l'État jusqu'en 1984. Pour M. Holkeri, une telle reconduction traduit la volonté des conservateurs de soutenir la politique étrangère menée par M. Kekkonen en particulier, à l'égard de l'U.R.S.S.

La consultation de septembre ne modifiera sans doute guère la structure du gouvernement : le cabinet pourra être à nouveau de centre-gauche (social-démocrates, centristes, suédois et libéraux). Les communistes pourraient revenir au gouvernement s'ils bénéficiaient d'une grande poussée. Mais l'austérité nécessaire en cette période de difficultés économiques ne les incitera sans doute pas à partager les responsabilités du pouvoir. Le front uni de la gauche n'est sans doute pas pour demain en Finlande.

(PUBLICITÉ)

PIERRE ROBILIARD : « Air Inter me permet de travailler avec efficacité »

Grâce à l'avion, ce directeur commercial et ses collaborateurs visitent leurs grossistes en équipement automobile dans le minimum de temps, avec le minimum de fatigue, donc avec une efficacité maximum.



M. Pierre ROBILIARD, directeur de la division « Remplacement Automobile » de la société du Ferodo.

— Monsieur, vous êtes directeur de la division « Remplacement Automobile France » pour la société du Ferodo, en quel exactement consistant vos fonctions ?
— Je vendis à un réseau de grossistes, qui fournit à son tour une clientèle de garages, toutes les pièces détachées d'automobiles que notre société fabrique.
— De quelles pièces détachées s'agit-il ?
— Nous fabriquons les embrayages Verio, les garnitures de freins Ferodo, les appareils de chauffage et les capteurs de sécurité Sofica.
— Votre réseau de grossistes doit être important ?
— Oui, il est composé de 250 sociétés, ce qui représente 300 points de ventes, car certaines sociétés ont plusieurs succursales. Ce réseau est établi à Strasbourg, à Nice, à Grenoble, à Montpellier, à Nantes, bref, à travers toute la France, et bien sûr à Paris.
— Ce qui vous oblige à prendre souvent l'avion ?
— Naturellement, car il me paraît indispensable d'avoir des contacts personnels sur place avec la clientèle, soit pour régler certaines questions de distribution, soit pour mieux sentir les difficultés qui peuvent surgir. Dans un cas comme dans l'autre, je saute toujours dans un avion.
— Voyez-vous encore d'autres raisons de vous déplacer ?
— J'allais encore vous citer les réunions locales que nous organisons pour les garages pour leur présenter nos produits — à Lille, à Brest, à Toulouse par exemple — réunions que je tiens à animer personnellement dans la mesure du possible.
— Dans ces cas-là, vos voyages doivent être très brèves ?
— Oui, les réunions ont généralement lieu à 20 heures. Je pars par le vol d'Air Inter en fin d'après-midi et le reprends le premier

avion du matin, ce qui me permet d'être de retour à mon bureau à une heure quasiment normale.
— A quelle fréquence voyagez-vous ?
— Tant moi que mes chefs des ventes, on nous voit une fois par semaine sur les lignes d'Air Inter. L'avion est donc pour nous un instrument de travail précieux.
— Quelle est, à votre avis, sa qualité première ?
— L'efficacité.
— Qu'entendez-vous par là ?
— Air Inter me permet de me déplacer dans le minimum de temps avec le minimum de fatigue en faisant le maximum de choses. Je pars très souvent pour la journée, ce qui n'est pas possible à partir d'une certaine distance par un autre moyen de transport. Comme le durée moyenne de mes entretiens avec les clients dépasse rarement le demi-jour, je peux, grâce à l'avion, voir deux clients dans la même journée. Je suis un habitué des vols décollant tôt le matin et repartant tard le soir.
— Somme toute, vous êtes l'homme d'affaires pour lequel Air Inter a tenu à réserver ses vols « rouges » ?
— Vous avez raison, ces vols me conviennent tout à fait. J'ai dû prendre en tout et pour tout un vol « bleu », et sans le savoir, en plus.
— Dans l'avion, êtes-vous un passager qui profite du paysage ?
— Je considère plutôt l'avion sous son angle fonctionnel. Je voyage comme dans un fauteuil. En avion, je me sens toujours en totale sécurité.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• TROIS SPOLICIERES ONT ÉTÉ TUÉES, le 12 juin, à Córdoba, par huit guérilleros de gauche. Douze mille ouvriers sont actuellement en grève, dans cette ville, pour appuyer des revendications de salaires. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.J.)

Brazil

• LES PRÉSIDENTS GEISEL (BRÉSIL) ET BORDABERRY (URUGUAY) se sont rencontrés le 12 juin, à la frontière de ce pays. Ils ont signé un « traité d'amitié » entre les deux États. — (A.F.P.)

Cambodge

• UNE DÉLÉGATION CAMBODGIENNE dirigée par M. Khieu Samphan, vice-président du conseil, s'entretient depuis mercredi 11 juin à Hanoï avec les dirigeants nord-vietnamiens, écrit jeudi le journal nippon Yomiuri. Si l'information est vraie, c'est la première fois depuis la prise du pouvoir des révolutionnaires à Phnom-Penh qu'une délégation officielle khmère se rend à l'étranger. — (A.P.)

Colombie

• L'ÉTAT D'URGENCE a été proclamé le 12 juin dans les trois départements de Valle-del-Cauca, de l'ouest, et d'Atlántico et Antioquia, au nord de la Colombie. Ces départements avaient connu des manifestations étudiantes et des grèves. Selon le ministre de l'Intérieur, M. Reyes, cette mesure pourrait être étendue à d'autres régions qui connaissent actuellement des désordres. L'état d'urgence avait été en vigueur en Colombie presque sans interruption depuis 1948 et n'avait été levé que le 26 décembre 1973. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

• M. HAROLD WILSON a pour suivi, jeudi 12 juin, le remaniement de son cabinet : M. Michael Mescher, sous-

secrétaire d'État à l'Industrie, passe au ministère de la santé et de la sécurité sociale ; M. Gerald Kaufman quitte le sous-secrétariat d'État au département de l'éducation et des sciences et prend le poste de M. Mescher ; Mlle Joan Lester devient sous-secrétaire d'État au département de l'éducation et des sciences. Le ministère de l'Industrie est le plus touché par le remaniement : son titulaire, M. Woodwood Benn a été déplacé au ministère de l'énergie et M. Beith, secrétaire d'État, a été tiré au cours de la campagne pour le référendum à la suite de ses critiques de l'attitude gouvernementale. — (A.F.P.)

• LE RESULTAT DÉFINITIF DU RÉFÉRENDUM du 5 juin sur le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a été publié : le « oui » l'emporte avec 68,9 % des suffrages exprimés contre 31,1 % de « non ». — (A.F.P.)

Timor

• LA RADIO PORTUGAISE a déclaré, jeudi 12 juin, que les troupes indonésiennes auraient été mises à des incidents à la frontière de Timor, lie dont la partie orientale demeure placée sous la juridiction de Lisbonne. Le délégué indonésien au comité de décolonisation de l'ONU, réuni actuellement à Lisbonne, a déclaré que ces informations étaient « complètement ridicules ». — (Reuters)

Vietnam du Sud

• M. PHAM VAN BA, ambassadeur, chef de la mission permanente du G.R.P. en France, va prochainement quitter son poste et gagner Saigon, indique une source sud-vietnamienne à Paris. M. Mérlion, ambassadeur de France à Saigon, vient de son côté de rentrer à Paris. Aucun accord n'a encore été conclu entre les deux capitales en vue d'un nouvel échange d'ambassadeurs.

actuellement C.I.P. construit pour vous

- La Résidence Edelweiss-Plaisance : du studio au 3 pièces-duplex. Prix fermes et définitifs. A deux pas de la Nation. 58 rue de Montreuil.
- La Résidence Bougival-Malmaison : du studio au 5 pièces. Prix fermes et définitifs. Face à la Seine, dans un parc boisé avec piscine. 24 rue Yvan Tourgueneff.
- Le Daily : studios, 2 et 4 pièces dans un petit immeuble de grand luxe - avec jardin et vue sur la Seine. 12 bis rue Daily.
- La Résidence des Fontaines : du studio au 4 pièces. Prix fermes et définitifs. 2 petits immeubles de grand luxe, à 15 mn de Paris-Montparnasse 2 à 10 rue des Fontaines.

• PARIS 11^e • BOUGIVAL • ST-CLOUD • SEVRES •

C.I.P. 21/23 av. Pierre 1^{er} de Serbie - 75116 Paris - Tél. 720.49.70 +

Je désire recevoir une documentation complète sans engagement de ma part, sur le ou les programmes suivants.
 PARIS 11^e BOUGIVAL ST-CLOUD SEVRES
 (cochez la case correspondante)

nom _____
 adresse _____
 Tél. _____

au départ de Charles de Gaulle (Roissy)

vols quotidiens vers:
 BORDEAUX (dép. 19h55)
 TOULOUSE (dép. 9h20)
 LYON (dép. 9h00-12h45-20h15)
 MARSEILLE (dép. 8h45-20h00)

les autres vols Air Inter sont assurés au départ d'Orly-Ouest

AIR INTER PARIS
 Renseignements : Tél. : 583.21.21
 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

200
CAPEL
 Griffolsold
 et avalaire

mettes
JY

EUROPE

Grèce

Réactions mitigées des partis à la demande d'association à la C.E.E.

De notre correspondant

Athènes. — Dans un message à la nation télévisé, le premier ministre, M. Karamanlis, a exposé la portée de la demande d'adhésion présentée le jeudi 12 juin par Athènes à la C.E.E. (le Monde du 13 juin). Il a fait valoir les avantages dont bénéficiera le pays sur les plans politique et économique. Une fois membre à part entière, la Grèce pourra plus facilement se détacher des anciennes tentatives et aura la possibilité d'assurer sa sécurité extérieure tout en entraînant profondément les institutions démocratiques. Mais il faudra quelques années de patientes efforts pour parvenir à cette intégration souhaitée par la majorité du peuple grec, a déclaré encore M. Karamanlis.

Les réactions des partis de l'opposition ont été mitigées. Pour l'Union du centre, dont la vocation européenne est depuis longtemps affirmée, la demande d'association est justifiée.

Le PASOK, présidé par M. André Papandréou, réaffirme son hostilité à la politique d'association avec l'Europe des monopoles, qui relève à ses yeux d'un processus d'autodestruction et conduit à une nouvelle forme de servitude économique et politique. En effet, selon le PASOK, la C.E.E. demeure sous le contrôle indirect des Américains.

L'EDA et le parti communiste dit de l'intérieur s'interrogent avec inquiétude sur les conséquences qu'aura l'association pour les travailleurs grecs.

Le parti communiste orthodoxe exprime une fois de plus son opposition et estime que les travailleurs grecs seront « les premières victimes des monopoles européens ». En outre, les communistes estiment que, par le biais de la Communauté européenne, la Grèce se trouvera un peu plus engagée aux côtés de l'OTAN et des Etats-Unis. — M. M.

Espagne

Le ministre du Mouvement national meurt dans un accident d'auto

Madrid (A.F.P., A.P., U.P.J.). — M. Herrero Tejedor, secrétaire général et ministre du Mouvement national espagnol — parti officiel et tuteur de associations politiques — est décédé, le jeudi 12 juin, dans un accident de la route qui s'est produit à une centaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale. Ancien procureur à la Cour suprême, M. Tejedor, âgé de cinquante-quatre ans, avait été ministre de la justice. Il était devenu responsable du *Movimiento* lors du dernier remaniement ministériel du 5 mars 1975.

A Madrid, d'autre part, l'écrivain Alfonso Sastre, récemment libéré sous caution après plus de huit mois d'emprisonnement, a déclaré que M. José Antonio Garmendia avait quitté, au début de cette semaine, l'infirmerie de Carabanchel, où il était détenu, pour être transféré à Burgos. Cette information semble indiquer que le conseil de guerre qui doit juger

deux Basques passibles de la peine de mort — dont M. Garmendia — se réunira très prochainement.

Dans un communiqué publié le 13 juin, le parti socialiste français appelle à « participer, le moment venu, à tous mouvements qui seraient décidés pour sauver de la mort les accusés des procès qui vont s'ouvrir en Espagne ».

A Bruxelles, M. Ludwig Fellermaier, dirigeant socialiste du Parlement européen a posé des conditions à un accord entre l'Espagne et le Marché commun : liberté de la presse, libre développement des partis politiques et des activités syndicales et la tenue d'élections libres.

Enfin, l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16* a publié, le 12 juin, les résultats d'un sondage : 61 % des personnes interrogées estiment que le prince Juan Carlos est bien préparé pour assumer ses futures fonctions de chef de l'Etat.

Portugal

< DANS LA PERSPECTIVE D'UNE DÉMOCRATIE PLURALISTE >

La Commission de Bruxelles

se prononce pour une « aide massive » à Lisbonne

« une aide financière massive considérable » au Portugal. D'après les informations non officielles dont on dispose, cette aide qui serait accordée sous forme de prêts à taux d'intérêt modéré pourrait être de l'ordre de 1 milliard d'U.C. (5,8 milliards de francs environ) à répartir sur les six prochaines années.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission souhaite que la Communauté marque, « par une attitude politique résolue », sa volonté d'apporter son soutien au Portugal. Elle propose aux Etats membres, a expliqué jeudi aux journalistes M. Simonet, son vice-président de prendre « une initiative de grande portée » en accordant

des exportations agricoles et industrielles vers le Marché commun. Les nouvelles concessions porteraient notamment sur les papiers et sur les vins de qualité, mais excluraient cependant deux produits d'exportation très importants pour les Portugais : les conserves de tomates et les conserves de sardines. Des dispositions visant à améliorer la situation des travailleurs portugais émigrés sont également envisagées.

Pour un appui spectaculaire

Mais la plus importante des mesures proposées concerne l'aide financière. La commission propose en premier lieu la négociation d'un protocole financier comparable à ceux existant dans les accords d'association conclus par la C.E.E. avec la Grèce et la Turquie.

La Commission est consciente cependant que la conclusion d'un tel protocole ne pourra être menée à son terme avant un délai assez long. Constatant que la situation économique « s'est gravement détériorée depuis 1974 et que ces derniers mois cette situation s'est aggravée d'une façon impressionnante » (à titre d'exemple, la Commission note qu'il y avait 180 000 chômeurs en décembre 1974, 195 000 en

janvier 1975, que les estimations pour mars indiquent 220 000 chômeurs et les prévisions pour juin, 270 000) la Commission recommande l'octroi immédiat d'une aide financière d'urgence.

Elle fait valoir que la normalisation sur le plan politique et économique vivement souhaitée par les gouvernements de la Communauté — « exige que la dégradation de la situation économique soit rapidement enrégulée, ce qui ne peut être envisagé sans une aide à la fois massive et rapide ». Elle estime que « l'appui de l'Europe à la démocratie portugaise doit se manifester de façon spectaculaire ». De ce fait, si la Commission propose effectivement que cette aide pour les six années à venir atteigne un milliard d'unités de compte, ce serait là un soutien bien plus considérable que celui prévu au faveur de la Grèce et de la Turquie (l'aide financière de la C.E.E. à la Turquie, sur cinq ans, a été fixée à 350 millions d'unités de compte).

La Commission ne veut pas passer de conditions politiques à cette aide. Elle souhaiterait cependant conclure avec les Portugais ce que M. Simonet a appelé un « pacte de fait ». Cette aide de pacis de fait est exprimée de la façon suivante dans la note soumise aux Etats membres : « La Commission est d'avis qu'une aide d'urgence doit être accordée au Portugal dans la perspective de la consolidation d'une démocratie pluraliste, et il est de l'intérêt de la Communauté de donner un soutien efficace au Portugal à cette fin. Si le Portugal venait à ne plus rechercher cet objectif ou si celui-ci devenait inatteignable, tous les arguments avancés en faveur de cette aide perdraient leur validité ».

PHILIPPE LEMAITRE

LA RÉOUVERTURE DE « REPUBLICA » EST RETARDÉE

La réouverture des locaux du journal *Republica*, d'abord annoncée pour la fin de cette semaine, a été repoussée au mardi 16 juin, a indiqué le Copcon. L'organisme de coordination des forces de sécurité portugaises a fait valoir que les forces de l'ordre étaient indisponibles pour assurer la protection des lieux, en raison de la convocation, pour le 12 juin à Lisbonne, d'une manifestation du M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat, maoïste).

Les typographes de *Republica* ont publié un communiqué dans lequel ils réclament à nouveau le droit d'étudier le contenu du journal et accusent les journalistes socialistes de « proscrire » l'information au bénéfice d'un parti politique.

Le commandant Correia Jenuino, ministre de l'information, a déclaré le 12 juin que des commissions étudient actuellement la possibilité de réduire le nombre des journaux paraissant au Portugal. Il a ajouté que la nationalisation de plusieurs stations de radio était à l'étude.

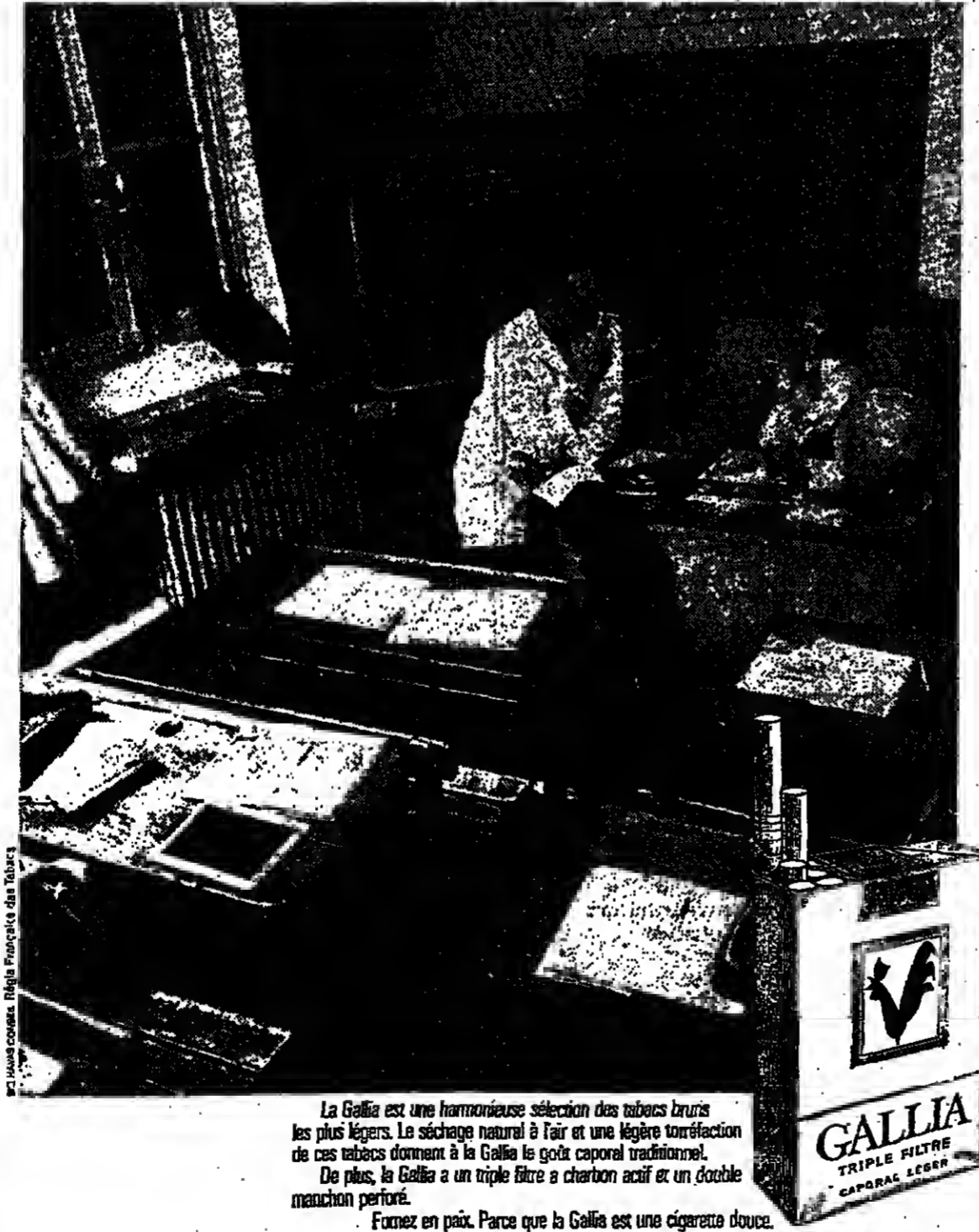
D'autre part, un conflit entre un groupe d'employés et la hiérarchie catholique, s'exacerbe à Radio-Renascença. Le conseil de gestion de l'entreprise — qui est la propriété de l'épiscopat — a fait couper les liaisons téléphoniques et a demandé à la compagnie du gaz et de l'électricité d'interrompre la fourniture d'énergie aux studios et à l'imprimerie du conseil des membres du conseil de gestion a déclaré que l'occupation, le 27 mai, de la station catholique par une commission de travailleurs avait amené les relations entre l'Église et l'Etat à un point proche de la rupture.

Une campagne a été lancée dans les réactions des journaux portugais afin de susciter le boycott des agences France-Presse et Reuters qui, à la demande du conseil de gestion de Radio-Renascença, avaient cessé de transmettre leur service aux studios de la station. L'affaire de Radio-Renascença avait commencé dès la fin d'avril 1974, alors que l'épiscopat s'était opposé à la diffusion de reportages sur les faits à Lisbonne de M.M. Mario Soares et Alvaro Cunhal, après la chute de M. Marcello Caetano. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.J.)

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

QUAND ON FUME UNE GALLIA, ON A LA PAIX.



La Gallia est une harmonieuse sélection des tabacs bruns les plus légers. Le séchage naturel à l'air et une légère torréfaction de ces tabacs donnent à la Gallia le goût caporal traditionnel. De plus, la Gallia a un triple filtre à charbon actif et un double manchon perforé.

Fumez en paix. Parce que la Gallia est une cigarette douce.

Gallia. Une brune légère triple filtre.

L'extrême gauche française s'inquiète de la situation

La situation politique au Portugal suscite des divergences entre les différents courants de pensée de l'extrême gauche et, parfois à l'intérieur de certains d'entre eux. Rien de comparable toutefois à la polémique qui, sur le même sujet, divise la gauche traditionnelle.

Les attaques contre d'autres formations sont rares dans la presse « révolutionnaire » : tout au plus peut-on relever ici une critique de *Combat ouvrier* contre *Lutte ouvrière* (dont il est issu), à une réplique de *Rouge* aux marxistes-léninistes de l'«*Unité rouge*», qui ont eux-mêmes vitupéré *Lutte ouvrière*.

Si les détractes des militants d'extrême gauche portugais du M.R.P.P. avec le M.F.A. (*le Monde* du 30 mai) ont scandalisé l'ensemble de leurs amis politiques, les réactions des autres restent fort diverses sur la plupart des autres sujets.

Les maoïstes, toujours très prompts à dénoncer le « social-fascisme » des partis communistes « révisionnistes », ont pris dès le début la défense du parti socialiste portugais, dont l'attitude est jugée « positive » par l'«*Unité rouge*», et « fort différente de celle d'un Mitterrand, qui, au même moment, relance l'action commune avec les révisionnistes en France ». Les marxistes-léninistes de l'«*Unité rouge*» ont même été jusqu'à comparer la non-parution de *Porticus libéré* à celle de *Republica*, en estimant qu'il s'agissait de la même forme de censure.

Les trotskistes sont beaucoup plus nuancés. La Ligue communiste révolutionnaire estime que les travailleurs de *Republica* ne doivent voir leur droit de grève limité en aucune façon, mais les amis de M. Krivine désapprouvent (*le Monde* du 7 juin) la façon dont ce droit a été défendu en la circonstance. L'Organisation communiste internationaliste (trotskiste) a pour sa part protesté contre la non-parution de *Republica* et appelé les organisations ouvrières françaises à la solidarité avec le quotidien d'inspiration socialiste. Dans une récente note à usage interne, l'un des dirigeants de P.O.C.I., M. Charles Berg, de retour de Lisbonne, réclame même, à la suite de cet incident, la constitution d'un «*gouvernement Mario Soares*».

Dès le début de l'affaire *Republica*, *Lutte ouvrière* a insisté sur l'ambiguïté de certaines positions du journal portugais. « D'autres organisations, parmi lesquelles le P.S.U. et Révolution, interrompent surtout sur l'évolution politique rétrograde du Portugal. Les ambiguïtés du Mouvement des forces armées, notamment, ne leur semblent pas toutes levées. M. Maurice Najman, mem-

bre de la direction politique nationale du P.S.U., qui s'est rendu à Lisbonne, redoute que ne se développent dans le M.F.A. des tendances «*bonapartistes* », du fait de son hostilité croissante à l'égard des partis politiques en général.

Révolution intègre un des récents éditoriaux du journal qui porte son nom : « La stalinisation ? », mais, s'il est le seul mouvement avec l'O.C.I. à prononcer ce mot, il répond plutôt par la négative et semble croire bien davantage qu'une «*déclaration militaire-communiste* », la victoire au moins provisoire du réformisme.

Lutte ouvrière, de son côté, est préoccupé par « la nature bourgeoise du M.F.A. ». Mlle Arlette Lagulier relève que « toute la politique du P.C.P. depuis un an a été en alignement sans réserve sur le M.F.A. » et n'exclut pas que les communistes se retrouvent écartés, avec les autres partis, du gouvernement portugais.

Selon les trotskistes de P.O.C.I., l'attitude du M.F.A. vis-à-vis des partis politiques est « réactionnaire » et va à l'encontre des libertés démocratiques. Les maoïstes, cependant, ayant appris que le parti communiste portugais (marxiste-léniniste) allait renforcer ses liens avec le M.F.A., estiment maintenant, après avoir dénoncé « le coup de force » de ce dernier contre le M.R.P.P., que l'institutionnalisation du Mouvement des forces armées peut être souhaitable.

Les anarchistes, enfin, parlent à propos du P.C.P. et du M.F.A. de véritable «*fascisation* ». C'est cette interrogation sur la véritable nature du pouvoir militaire portugais qui plus que les querelles du P.C.P. et du P.S.U. domine la réflexion actuelle de l'extrême-gauche française. Pour une part, elle demeure encore sans réponse.

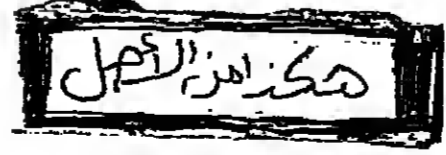
(Publié)

FRONTIÈRE
LES CAHIERS
DU CERES

Le numéro 23 vient de paraître en vente dans les kiosques du dimanche :

- Le PORTUGAL : promesses et périls d'une révolution
- EDUCATION SOCIALISTE : contre les marchands d'Hoby
- IX^e Colloque du CERES

Abonnement annuel : 80 F
Editions Jacques Mandrin, 5, rue Feytaud, 75003 Paris



مكافئ العمل

AMÉRIQUES

Venezuela

L'opposition accuse le gouvernement d'envisager une nationalisation incomplète de l'industrie pétrolière

De notre envoyé spécial

Caracas. — Le débat sur le projet de loi réservant à l'Etat vénézuélien l'industrie et le commerce des hydrocarbures vient de s'ouvrir à la Chambre des députés. Lors de son accession à la présidence en mars 1974, M. Carlos Andrés Pérez avait annoncé l'intention du gouvernement d'action démocratique de faire rétroceder à l'Etat des concessions accordées jusqu'en 1980 aux compagnies étrangères, et de nationaliser leurs investissements. Bien que les seules concessions — parmi lesquelles la Shell et la Croble (filiale de la Exxon) — dont les actifs sont évalués à plus de 1,5 milliard de dollars, n'aient publiquement manifesté aucune objection, le chef de l'Etat s'est conduit avec une prudence extrême dans cette affaire.

Il a, tout d'abord, désigné une commission composée de trente-six membres, représentant les partis politiques et les organisations nationales, syndicales, professionnelles, etc. La commission est chargée d'établir un rapport sur l'état de l'industrie pétrolière ainsi qu'un projet de loi. Approuvé à l'unanimité — avec toutefois quelques réserves de la Fedecamaras, la puissante centrale patronale — ce projet a été soumis au président au mois de décembre. Il n'y aurait sans doute pas eu de débat politique si M. Pérez n'avait, avant d'envoyer le texte au Congrès, personnellement pris la responsabilité d'y introduire une modification qui a déjà provoqué une vive polémique.

Il s'agit de l'article 5, qui permet de conclure, après l'établissement de l'industrie pétrolière, des « accords d'association avec des entreprises privées ». Ces accords, précisés l'article contesté, devront être soumis à l'approbation du Congrès. Bien que l'opposition ne soit pas hostile au principe des sociétés mixtes (joint ventures), les socialistes du COPEI, au pouvoir jusqu'à l'année dernière, le Mouvement vers le socialisme (MAS) et les autres adversaires du gouvernement, ont fait savoir avant le débat à la Chambre des députés, qu'ils s'opposent à ce projet qui, selon eux, réduit considérablement la portée de la nationalisation.

Les dirigeants de l'action démocratique, qui affirment-ils, auraient souhaité voir s'établir un large consensus autour d'une décision intéressante pour le pays, reprochant aux sociaux-chrétiens d'en faire une question de parti au lieu de s'opposer pour s'opposer. Ces derniers répliquent que si le gouvernement avait sincèrement voulu un accord général, il se tenait qu'à lui d'envoyer tel quel au Congrès le projet de la commission. Le fait est que la participation des citoyens au travail de la commission a été très modeste, et que M. Valentín Hernández, ministre des mines et des hydrocarbures, n'a pratiquement pas dit mot.

Les opposants, qui s'estiment bernés, soupçonnent, en outre, le gouvernement de cacher ses véritables intentions quant à l'avenir immédiat de l'industrie. Des conversations ayant eu lieu avec les compagnies concessionnaires, ils craignent — ou font semblant de craindre — que le président Pérez n'ait négocié avec elles la nationalisation du pétrole comme il avait auparavant négocié, avec U.S. Steel et la Bethlehem Steel, la nationalisation du fer. On sait que les filiales de ces deux compagnies au Venezuela, Orinoco Mining et Iron Mines, y sont demeurées avec un statut des franchises et qu'un accord est intervenu à l'ambassade sur le montant et la forme des compensations, sur les modalités des contrats actuels et la poursuite des fournitures de minerai. Le national de Fedecamaras et la Chambre de l'Industria Petrolera se sont félicités de l'article 5, ce qui ne fait qu'ajouter aux soupçons de l'opposition.

Pour tenter de dissiper la méfiance, le gouvernement a accepté de renvoyer l'article litigieux et de préciser les circonstances dans lesquelles l'Etat envisagerait de s'associer avec des entreprises privées étrangères. Ainsi en dehors du territoire national, de tels accords seraient pour objectifs le transport international, l'installation, l'achat, total ou partiel, de complexes d'extraction ou de raffinage ; l'extraction ou

le raffinage d'hydrocarbures dans les pays du Groupe andin, de l'ALALC (Association latino-américaine de libre échange) ou de l'OPEP, organisations dont le Venezuela est membre.

Il est en outre précisé que la durée des associations ne pourra excéder quinze ans et que la participation des entreprises privées sera minoritaire.

La pétrochimie en difficulté

Cette nouvelle version de l'article 5 révèle certaines inquiétudes du gouvernement à la veille de la nationalisation. Le président Pérez, qui dans son message au Congrès au mois de mars, a dressé un tableau de l'industrie pétrolière où les points sombres dominent, estime, en outre, que l'Etat est un mauvais administrateur. Il ne manque jamais de citer à l'appui de cette opinion le cas de la pétrochimie. Or, afin d'assurer son avenir pétrolier, et son avenir tout court, le Venezuela devra à brève échéance prendre des décisions difficiles : la réduction de la production de crus légers, dont les réserves, au rythme actuel d'extraction, seraient épuisées dans une dizaine d'années, et la prospection, l'exploitation et le raffinage des crus lourds, en particulier des énormes réserves de la ceinture de l'Orénoque.

Une étape difficile qui, selon les experts du gouvernement, requiert la participation des compagnies étrangères malaises de la technologie. C'est pourquoi M. Pérez souhaite laisser, après la nationalisation, une porte ouverte permettant leur participation en tant que partenaires minoritaires de l'Etat.

Le président et ses collaborateurs se sont évidemment gardés d'être aussi explicites alors que leurs adversaires les accusent déjà de céder aux pressions des compagnies pétrolières et de procéder à une nationalisation « boiteuse ». Les dirigeants de l'action démocratique ne font pas non plus état de leurs doutes sur la capacité de

l'Etat vénézuélien de commercialiser les hydrocarbures, doutes qui contribuent également à leur évidente prudence. Mais M. Pérez et ses partisans n'en sont pas moins fermement résolus, en apparence du moins, à faire approuver leur projet de loi. Majoritaires dans les deux Chambres, ils en ont les moyens.

Ils ont aussi d'autres arguments à faire valoir. L'initiative que nous avons prise aboutira chez nous, affirmant-ils, à la nationalisation « la plus complète » de tous les pays de l'OPEP. Même les pays considérés comme les plus progressistes de cette organisation, l'Irak et l'Algérie, admettent le principe de sociétés mixtes avec les grandes compagnies internationales. La compagnie d'Etat algérienne (Sonatrach) ne s'est-elle pas associée pour la production avec des compagnies françaises et même américaines ? Alors, demandent-ils, pourquoi nous en faire grief à nous qui, de surcroît, n'avons fait qu'envisager une « possibilité » ?

« Nous avons trop longtemps attendu pour nationaliser notre pétrole, et nous en avons déjà assez parlé », dit M. Juan Pablo Pérez Alfonso ; il faut procéder sans plus tarder à la nationalisation quelle qu'en soit l'issue. » Impatient, l'ancien ministre des mines et hydrocarbures, principal inspirateur de l'OPEP, craint que le débat ne démoralise les Vénézuéliens. « On finit par penser que la poule aux œufs d'or est en danger. Le peur nous empêche de comprendre que la nature nous a dotés de tous les crus pétroliers » sur lesquels on ne compte pas que l'exploitation irrégulière des compagnies gaspille notre richesse. Qu'elles partent donc, au plus tôt. »

PHILIPPE LABREVEUX.

Argentine

Une commission internationale de juristes dénonce les atteintes aux droits de l'homme

Les attentats politiques se sont multipliés en Argentine depuis le début de la semaine. Les derniers victimes de la vague de violence sont la secrétaire générale du Syndicat des employés de banque de la région de Santa-Fé, M. Juan Pelayes ; un avocat de La Plata, M. Ramon Timoteo ; un commissaire de police, dans la banlieue de Buenos-Aires, un étudiant paraguayen, M. Zenon Amadeo Sanchez qui avait été enlevé le 6 juin d'un hôpital de Mendoza ; un dirigeant de la compagnie nationale des pétroles Y.P.F., M. Carlos Piza ; un délégué d'un syndicat de conducteurs d'autobus de la banlieue de Buenos-Aires ; un couple de jeunes gens retrouvés assassinés dans un véhicule en stationnement à 30 kilomètres de la capitale. Environ deux cent cinquante personnes ont été victimes d'attentats politiques depuis le début de cette année en Argentine. En outre, la chanteuse Mercedes Sosa, qui avait récemment fait une tournée en France, a reçu des menaces de mort émanant d'un « syndicat anti-communiste argentin ».

Enfin, une importante agitation sociale se manifeste dans le pays, notamment à Cordoba, alors que se poursuivent des négociations pour le renouvellement des conventions collectives et que les prix commencent à fléchir à la suite de la récente dévaluation du peso.

Retour d'une mission d'enquête en Argentine, une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme et du Mouvement international des juristes catholiques a donné des précisions, lors d'une récente conférence de presse à Paris, sur la situation des prisonniers politiques et l'état des droits de l'homme dans ce pays.

Les membres de cette mission internationale ont déclaré avoir été frappés par la distance entre les principes de démocratie et de libéralisme, qui sont toujours officiellement ceux de l'Etat argentin, et la pratique réelle dans un certain nombre de domaines.

En matière syndicale, par exemple, un certain nombre de lois et de pratiques sont en contradiction formelle avec les conventions de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), pourtant signées par l'Argentine, a déclaré M. Louis Jolinet, ancien président du Syndicat de la magistrature. Ainsi les autorités de Buenos-Aires ont-elles fait usage, à plusieurs reprises, de la loi du 11 décembre 1973 sur les associations professionnelles de travailleurs. Celle-ci fait, par exemple, obligation aux organisations syndicales de soumettre leurs statuts à l'approbation préalable du ministre du travail. Elle permet aux organes de direction des syndicats de modifier les statuts, pour les rendre conformes à la loi, sans intervention de l'assemblée des adhérents. Elle autorise le ministre du travail à nommer un agent normalisateur (interventor) qui contrôle la direction du syndicat. Elle prévoit, enfin, l'affiliation obligatoire des travailleurs au syndicat de leur branche.

La liberté de l'information, d'autre part, est gravement mise en cause en Argentine, bien qu'il n'y ait pas de censure préalable, par « la confection de la répression gouvernementale

taie et du terrorisme quotidien ». Une douzaine au moins de quotidiens et d'hebdomadaires ont été fermés depuis dix-huit mois. Bien que le gouvernement assure qu'il lutte contre « une double subversion », d'extrême droite et d'extrême gauche, un seul organe d'extrême droite (*Principios argentinos*) a été interdit. D'autre part, les journalistes — d'opinions libérales ou progressistes — sont devenus l'une des cibles favorites de l'organisation parapolitienne A.A.A. (Alliance anticomuniste argentine). Celle-ci s'attaque, en particulier, depuis quelques temps, aux spécialistes des problèmes économiques, dans la mesure où ils ont été amenés à évoquer le mauvais état de situation du pays en ce domaine. Aussi les journalistes sont-ils conduits à pratiquer une très forte auto-censure.

La mission d'enquête a également donné des précisions sur la situation très précaire des étrangers et des exilés politiques en Argentine. Trois ou quatre d'entre eux sont assassinés ou enlevés chaque mois. Les policiers des pays d'origine des

exilés, et notamment la police uruguayenne, collaborent avec les forces de l'ordre argentine à la surveillance des réfugiés politiques.

Enfin les enquêteurs ont souligné que les « services » argentins étaient dans l'impossibilité quasi absolue d'exercer la défense des prisonniers politiques. Ils ont fait l'objet de menaces, soit de la part des autorités, soit de la part de l'AAA. Vingt-six au moins sont arrêtés. Un grand nombre ont dû partir en exil. Les autres vivent dans la semi-clandestinité.

Ce sont aux prisonniers politiques eux-mêmes, ils ne sont peut-être pas les plus à plaindre, ont souligné les enquêteurs, car « au moins ils sont vivants », même si presque tous ont subi les tortures les plus grandes, lors de leur arrestation.

Tout cela constitue, ont admis les enquêteurs, un « réquisitoire » contre le gouvernement argentin, dont certains éléments, et notamment M. José Lopez Rega, semblent encourager l'activité de l'extrême droite fascisante.

LA PUGLIA ITALIE

UN NOM NOUVEAU POUR VOS VACANCES

Une province baignée d'adriatique et de soleil d'Italie. Des côtes rocheuses et des plages. Un arrière pays riche et étonnant. Des paysages jamais vus. La PUGLIA, le nouveau paradis des vacances s'ouvre à vous pour la première fois cette année. Jusqu'à présent seuls de rares privilégiés y auraient goûté la douceur d'un séjour. Mais ce pays oublié s'est équipé, des hôtels de sont construits, des circuits organisés. Et maintenant LA PUGLIA est prête à vous accueillir.

A 2 heures de vol seulement de Paris ou par autoroute (sans feux rouges de Paris à Lecce). Pour 1 semaine passée dans le même hôtel 10.000 Lires vous seront remises, c'est notre participation à vos frais de péage. Ne perdez pas de temps pour consulter votre agent de voyages ou renvoyez-nous le coupon réponse ci-joint - LA PUGLIA ne restera pas longtemps inconnue.

LA PUGLIA OU LA NATURE N'EST QUE COULEUR

« Nous avons trop longtemps attendu pour nationaliser notre pétrole, et nous en avons déjà assez parlé », dit M. Juan Pablo Pérez Alfonso ; il faut procéder sans plus tarder à la nationalisation quelle qu'en soit l'issue. » Impatient, l'ancien ministre des mines et hydrocarbures, principal inspirateur de l'OPEP, craint que le débat ne démoralise les Vénézuéliens. « On finit par penser que la poule aux œufs d'or est en danger. Le peur nous empêche de comprendre que la nature nous a dotés de tous les crus pétroliers » sur lesquels on ne compte pas que l'exploitation irrégulière des compagnies gaspille notre richesse. Qu'elles partent donc, au plus tôt. »

ENIT, 23 rue de la Paix 75002 - Tél. 073-00-64
Je désire en savoir plus sur « LA PUGLIA ».
Veuillez m'envoyer votre documentation en couleur.

Nom _____
Adresse _____

M. pub r. thomas

A Saint-Nom-la-Bretèche. Une adresse. Un placement.

A l'orée de la Forêt de Marly, des maisons luxueusement finies avec choix de canelages, moquettes et papiers peints. Vente en toute propriété avec 80 % de crédit sur 20 ans. Tennis et golf à proximité. A.S. Germain-en-Laye. Enseignement de second degré et P.E.R.

Pré Saint Nom

Avenue des Platanes
78800 St-Nom-la-Bretèche Tél. 460.89.70

BACCARA : 8 pièces dont 5 chambres + séjour + salle à manger + salon + bibliothèque + 3 bains + 499.000 F. Réservez avec 24.900 F. Prix fermes et définitifs - Terrain compris. 2 autres modèles à voir tous les jours de 10 à 20 heures (dimanche compris).

Kanman & Broad : la sécurité en plus

3.80 F.

Rothmans King Size filter

La vogue est à Rothmans King Size Filter. Les raisons en sont évidentes : Sa juste longueur, ses tabacs savoureux, son filtre parfait.

Vendue dans 160 pays et à bord de 110 lignes aériennes, Rothmans King Size Filter vous offre et vous garantit une qualité supérieure.

THE GREATEST NAME IN CIGARETTES

Belgique F.27- Italie L.500 Suisse SFr.1.90 Hollande fl.2.- Angleterre 37 p.

LA RÉOUVERTURE DE LA REPUBLICA EST RETARDEE

française situation

FRONTIERE

RIDEAUX VOILAGES

Marcel SELGER

Maître Artisan Tapisserieur.

1, Impasse Druinot

Paris 12 628.35.30

1975

AUSTÉRIÉTÉ OUI... mais EFFICACITÉ

LE TELEX

LE TELEX OUI... mais...

ITESER

387.97.00

21, rue Clapart - 75002 Paris

VOTRE TELEX

Pour financer votre logement...



des solutions Caisse d'Épargne.

- Une solution immédiate :**
Le prêt personnel immobilier. Pour acheter (neuf ou ancien), construire ou rénover, votre Caisse d'Épargne vous prête rapidement jusqu'à 150.000 F quelle que soit votre situation familiale ou professionnelle. Le taux d'intérêt annuel est de 12,50 % et vous avez de 2 à 20 ans pour rembourser.
- Une solution logique :**
Le prêt immobilier conventionné ou P.I.C. Logique, parce que le taux des remboursements augmente avec le temps, comme vos revenus. Si vous avez obtenu une prime de l'Etat, la Caisse d'Épargne peut vous prêter jusqu'à 80 % du prix logement + terrain pour 12, 15, 18 ou 20 ans.
- Le taux d'intérêt réel moyen, pour 20 ans, par exemple, est de 9,67 % par an.
- Une solution qui rapporte :**
L'Épargne logement (plan ou livret). Le principe : épargnez d'abord, empruntez ensuite. Epargnez : vous percevrez un intérêt qui lui-même sera doublé par une prime : au total, 9 % pour le plan et 6,50 % pour le livret. Empruntez jusqu'à 100.000 F au taux de 6 % pour le plan et de 4,75 % pour le livret. Remboursez à votre gré, sur une période de 2 à 15 ans. Livret ou plan peuvent être complétés par un prêt à 10,50 %.
- Trois solutions. Laquelle choisir ? Venez nous voir. Nous en déciderons ensemble.



Caisse d'Épargne et de Prévoyance

Inter Public Conseil

POLITIQUE

LA RÉFORME DU

Accueil favorable au Sénat

Le Sénat a entamé jeudi 12 juin l'examen du projet de loi portant réforme du divorce, qu'il devait poursuivre le lendemain et achever lundi.

Le rapporteur, M. Geoffroy, qui est membre de l'opposition (P.S.), a rappelé les termes de son Assemblée à s'occuper d'un tel problème : c'est un sénateur du Vendôme, M. Nequet, qui a été à l'origine de la loi de 1884 sur le divorce ; c'est un autre sénateur, M. Hauri Caillavet, qui a relancé l'affaire, le 26 octobre 1972 en faisant

adopter une proposition de loi en faveur du divorce par consentement mutuel.

Un sort ironique veut que ce soit le groupe dont faisait alors partie M. Lecanuet qui ait pris l'initiative de faire ensuite renvoyer cette proposition pour la laisser mûrir quelques années. Dès l'examen des premiers articles, les sénateurs se sont prononcés en faveur des grandes orientations du texte : divorce par consentement mutuel et divorce pour séparation de fait prolongée.

commune et par désaccord, celui-ci arbitré par le tribunal, ce qui exclut la possibilité d'une réconciliation. Il repousse aussi le « divorce-sanction » fondé sur une notion de culpabilité.

M. LOMBARD (Union cent.) critique la conception selon laquelle « la loi doit suivre les mœurs », et exprime son inquiétude au sujet de l'automatisme du divorce dans le cas d'une séparation de fait prolongée. « Détruire la comédie judiciaire, qui le refusait ? Mais qui contesterait la

nécessité de replacer le problème dans son véritable cadre qui est celui d'une politique de la famille ? »

M. CICCOLINI (P.S.) pense que le texte est insuffisant sur les pensions alimentaires et regrette qu'il maintienne le divorce-sanction. M. FINTON (Gauche dém.) demande, notamment, que l'on assure le respect scrupuleux du droit de visite du conjoint qui n'a pas la garde des enfants ; la police, en l'absence de l'huissier, devrait être habilitée à dresser le constat de non-présentation.

M. SCHUMANN : le souci d'humaniser débouche sur l'inhumain.

M. MAURICE SCHUMANN (app. U.D.R.), qui a naguère précédé M. Jean Lecanuet à la tête du M.R.F., lui reproche vivement de ne pas rechercher le « large assentiment national » qui serait nécessaire. « Je crains, dit-il, qu'une certaine mode vous permette, grâce à une majorité de réchange, de nous imposer les dispositions les plus contestables de ce texte. L'assentiment national vous pourriez l'obtenir si vous consentiez à retrancher de votre projet deux dispositions dont le grand nombre d'entre nous, si le divorce est imposé au conjoint qui le refuse, il y a négation du mariage et, par définition, il y a contrainte. Si la maladie incurable, si une maladie qualifiée d'incurable est assimilée à ce qu'étaient hier l'adultère, le divorce ou l'infirmité grave, si l'irresponsabilité physique est assimilée à ce qu'étaient hier la responsabilité morale, si n'y a pas libération, il y a contrainte. Le souci assurément sincère d'humaniser débouche sur l'inhumain. »

déclare-t-il, la femme est souvent victime, mais ne sous-estimez pas la fragilité du mari quand on le prive de ses enfants. N'oubliez pas votre mariage et l'américain ! »

Mme LAGATU (P.C.) souligne que la femme divorcée qui a un travail et un logement reprend généralement le dessus. Il faut donc, estime-t-elle, assurer le recyclage ou la formation professionnelle aux femmes divorcées plutôt que de les condamner à une assistance indéfinie et avilissante.

M. CAILLAVET (Gauche dém.), dont la proposition de loi a initié les auteurs du projet en discussion, dit à M. Lecanuet qu'il a raison d'admettre aujourd'hui le divorce par consentement mutuel et qu'il refuse de le voir automatisé. Il lui reproche néanmoins de n'avoir pas assez déculpabilisé le divorce : « Je suis dit-il, partisan de l'automatisme. Vous faites du juge un arbitre qui se refuse à juger, vous le faites devenir un magistrat qui juge, l'avenir s'ouvrira ou restera bouché. »

M. MARCHALY (non inscrit) proclame son accord avec le projet, sauf sur un point important : la répudiation. Il ne peut, en conscience, accepter le divorce pour séparation de fait.

M. LECANUET : la cruauté n'est pas dans la loi, elle est dans la vie.

M. JEAN LECANUET, garde des sceaux, déclare qu'il ne peut accepter les reproches de M. Maurice Schumann :

« La séparation prolongée détruit le mariage ; voilà, dit-il, la réalité qu'il faut voir en face. La cruauté n'est pas dans la loi, elle est dans la vie, dans ses déchirements, dans ses souffrances. Vous avez évoqué le cas douloureux des malades mentaux. Il y aura toujours des coeurs généreux pour maintenir un foyer brisé et assister un conjoint qui n'a plus sa conscience ni sa responsabilité. Mais vous n'empêchez pas que certains, tout en restant compatissants et en subvenant aux besoins du conjoint dément, cherchent à reconstruire une nouvelle vie ! (...)

« Qu'est-ce que le mariage ? Une communauté de vie. Lorsque cette dernière est brisée, le mariage devient la caricature, ou même la négation des valeurs auxquelles il se fonde. Les personnes ne se réalisent plus dans le mariage. Elles s'y enferment et s'y détruisent. »

Après avoir énoncé les dispositions principales de son projet, M. Lecanuet se demande s'il ne convenait pas d'aller plus loin et de passer entièrement dans le système du divorce-constat. Il ne le pense pas, la formule du constat ne résolvant en définitive que les problèmes faciles à résoudre.

« Au-delà des divergences respectables de doctrine, conclut-il, et au-delà d'une inévitable complexité technique, c'est bien en définitive le souci de promouvoir une société où la liberté et la responsabilité s'équilibrent qui a inspiré le gouvernement dans la rédaction de ce texte et qui le conduit aujourd'hui à souhaiter que se rencontre au Sénat une large majorité pour l'adopter. »

Au cours de la séance de nuit, les sénateurs ont commencé l'examen des articles. Par 154 voix contre 113, ils ont repoussé plusieurs amendements tendant à supprimer le délai de six mois après le mariage, qui avait été introduit dans le projet par l'Assemblée nationale. Ces six mois restent donc le délai minimum pour demander le divorce. L'article posant le principe du divorce par consentement mutuel a été adopté par 208 voix contre 6.

Par 208 voix contre 69, le Sénat a enfin repoussé deux amendements de MM. Mingo, Aubertin-Vigier, Natali, Escrière (U.R.), Schumann et Guillard (ind.). Ces deux amendements visaient à supprimer l'article du projet de loi qui autorise le divorce pour séparation de fait prolongée.

ALAIN GUICHARD.

samedi 13h

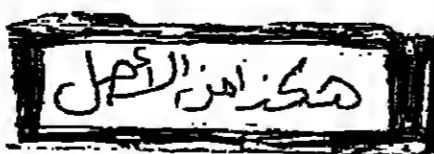
Michel PONIATOWSKI

Ministre d'Etat
Ministre de l'Intérieur

sera rédacteur en chef du journal inattendu de

RTL

avec Jean Carlier



Le Pèlerinage annuel aux Tombes de Victor SCHOELCHER et Félix ÉBOUÉ aura lieu le 14 JUIN 1975 au PANTHÉON, à 11 h. 30. Il sera précédé, à 10 h. 15, au Cimetière Montparnasse, d'un Pèlerinage sur la Tombe de l'Abbé GRÉGOIRE

Cette année, les Bahamas avec Plein Soleil!

Ne croyez pas les Bahamas "hors de prix". Par exemple 8 jours à Nassau au Flagler Inn (hôtel 4 étoiles), directement sur la plage, ne vous coûteront que 2.250 F*

Demandez la brochure "Plein Soleil" à votre agent de voyages ou Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26

Nom Adresse

* Transport en jet, logement, petit déjeuner et transferts (I.C.A. 490)



POLITIQUE

AVANT LES ASSISES NATIONALES

La formation gaulliste est appelée à définir ses « lignes d'action à moyen terme »

« L'indépendance précéderait ». C'est en prenant le contre-pied de la formule célèbre — mais apocryphe — prôné au général de Gaulle (« l'indépendance suit »), que les responsables de l'U.J.P. ont préparé leurs sept thèmes essentiels nationaux. Pour réunir quelque six à sept mille militants au Palais des expositions de Nice, les 14 et 15 juin, M. Jean de Féraumont, député de Paris, s'est transformé, en tant que secrétaire général des assises et du Conseil national, en un véritable chef d'opération logistique. Il a dû, dans chaque fédération, résumer les candidats au voyage, accorder des subsides et des tarifs réduits aux moins fortunés, affréter trois trains spéciaux au départ de Paris, louer des centaines de places d'avion, réunir des autocars, prévoir l'hébergement des congressistes, faire venir de Paris à Nice, en camions frigorifiques, des milliers de repas, louer des chapiteaux pour installer un vaste réfectoire et une salle de commissions, brancher des lignes téléphoniques, etc., tout en s'efforçant de respecter la consigne du secrétaire général du mouvement, M. Jacques Chirac : « Montrer le nombre, pas le fric ».

Dès samedi à 9 h. 30, en séance plénière, les militants entendront un premier discours de M. Jacques Chirac après l'allocution de bienvenue de M. Emmanuel Aubert, député U.D.R. des Alpes-Maritimes, et les indications météorologiques fournies par M. de Féraumont. Ils se répartiront ensuite entre trois commissions. La première, consacrée à « la crise de la société », sera présidée

par M. Jacques Godfrain, ancien collaborateur de Georges Pompidou, et traitera plus particulièrement de la condition féminine, des jeunes, du système éducatif, de la justice et de la condition militaire. La commission consacrée, sous la présidence de M. Michel Caldagués, député de Paris, à « une économie à repenser », évoquera le redéploiement industriel, la recherche scientifique, la protection de la nature, l'agriculture, le commerce et les collectivités locales.

Celle présidée par M. Jean Matteoli, président des Charbonnages de France, dont le thème est « une nouvelle dimension du problème social », étudiera la réforme des revenus, la réforme foncière, la santé et la fonction publique.

Le même jour, à 17 h. 30, puis en soirée, un débat s'instaura en séance plénière sur les rapports de ces commissions. On sait déjà qu'interviendront M.M. Paulmier, député national à l'action ; Messieur, Maurice Schumann, sénateur du Nord et ancien ministre ; les présidents des deux groupes parlementaires M. Labbé pour l'Assemblée nationale et M. Carous pour le Sénat.

Dimanche matin, la discussion générale se poursuivra avec notamment des interventions de M.M. Alain Chalendar, secrétaire général adjoint, Michel Debré et Alexandre Sanguinetti, qui avait

cedé son poste de secrétaire général à M. Chirac le 14 décembre dernier. Enfin, après la mise au point d'une synthèse par M. Yves Guéna, secrétaire général adjoint, M. Chirac, dimanche après-midi, prononcera le discours de clôture qui devrait durer au moins une heure.

Le souci des organisateurs a été d'éviter au maximum les discours des radicaux du gaullisme et des membres du gouvernement pour mieux souligner leur effort de renouvellement : une quinzaine d'orateurs inconnus mais jeunes devaient donc intervenir. Les rapports distribués aux militants ne sont pas exactement ceux élaborés par les seize groupes de travail installés depuis trois mois et amendés par les fédérations départementales. En raison de leurs propositions, souvent hétéroclites et parfois irréalistes ou trop conservatrices, ils ont été transformés par le bureau exécutif du mouvement en fiches techniques assez sommaires. De même, contrairement à ses intentions primitives, l'U.J.P. ne publiera pas après les assises un corps de doctrine précis et contraignant qui rappellerait trop un programme de gouvernement. Comme l'a déclaré M. de Féraumont, l'U.J.P. « ne veut pas être guidée par une référence permanente à une idéologie fixe ». Elle éditera une sorte de compte rendu des travaux rappelant seulement les grands principes et les lignes directrices de son action.

● COLLECTIVITES LOCALES — Étendre les pouvoirs des communes, développer les contrats des collectivités avec l'État, diversifier les types de regroupements, globaliser les subventions et les prêts.

● AGRICULTURE — Aider les groupements de producteurs et d'interprofessions.

● PROTECTION DE LA NATURE — Définir le rôle des associations écologiques.

● POLITIQUE INDUSTRIELLE — Renforcer le tissu industriel, maintenir à l'unité de production une échelle humaine.

● REFORMES DE L'ENTRAIDEMENT — Étendre les formules d'entraide, constituer une magistrature sociale. Peut-on réclamer la liberté de candidature aux élections professionnelles ? Les travailleurs ne doivent-ils s'exprimer qu'à travers des syndicats reconquis ?

● FONCTION PUBLIQUE — Réduire le recrutement des auxiliaires, régionaliser les affectations.

● REFORME PONGCHIERE — Intervention des collectivités locales par un droit de préemption ou par une taxe sur le droit de construire. Refus de la municipalisation des sols.

● POLITIQUE DES REVENUS — Ne pas porter atteinte aux cadres salariés ; concilier la justice fiscale avec la nécessité de ne pas tarir les sources du développement économique ; encourager l'épargne familiale.

Ces schémas de discussion présentés pour la plupart sous forme interrogative ont pour ambition de permettre la définition de « lignes d'action à moyen terme » pour les quatre ou cinq ans à venir. Ils laissent donc de côté aussi bien la conjoncture immédiate que les fondements de la doctrine gaulliste. On peut légitimement douter qu'en si peu d'heures de discussions les assises fournissent des solutions précises à de si nombreux problèmes. C'est plutôt un climat que les militants chercheront à établir surtout au cours des débats de politique générale. Les orientations qui pourraient se dégager seront de toute façon bien peu contraignantes pour le pouvoir. Mais en est-il jamais allé autrement dans les assises du mouvement gaulliste ?

ANDRÉ PASSERON.

Seize schémas de discussion

Dans les seize « schémas de discussion » distribués aux congressistes, on peut relever :

● CONDITION FEMININE — La famille est la cellule sociale de base. Les femmes doivent être contraintes par des considérations de ressources, se consacrer à ses enfants ou poursuivre son activité professionnelle.

● CONDITION MILITAIRE — La défense conserve son caractère national et populaire. Peut-on distinguer la solide du grade et simplifier la hiérarchie ? Peut-on aider à la reconversion des officiers dans les carrières civiles ?

● JUSTICE — Les nécessités modernes de l'information justifient-elles des entorses au principe du secret de l'instruction ? La place du juge dans la hiérarchie de l'État est mal adaptée.

● EDUCATION — Le pluralisme scolaire, l'autonomie et la participation doivent être organisés.

● JEUNESSE — Améliorer le système des bourses, considérer les jeunes comme de futurs citoyens et éviter la ségrégation.

● COMMERCE — Aménager la loi d'orientation, améliorer la prime de conversion et la couverture sociale.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● EDUCATION — Le pluralisme scolaire, l'autonomie et la participation doivent être organisés.

● JEUNESSE — Améliorer le système des bourses, considérer les jeunes comme de futurs citoyens et éviter la ségrégation.

● COMMERCE — Aménager la loi d'orientation, améliorer la prime de conversion et la couverture sociale.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

● RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Développer la recherche appliquée aux problèmes de production et aux secteurs ayant un fort impact collectif.

un événement au B.E.P.C. 75! le dictionnaire est maintenant autorisé*



Chaque candidat se servira donc du D.F.C. qui a été précisément réalisé chez Larousse pour permettre de faire une bonne composition française : en écrivant avec clarté et correction ; en trouvant les mots qui manquent ; en rédigeant avec aisance.

Ne partez pas au B.E.P.C. sans être passé chez votre libraire chercher votre D.F.C.

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS CONTEMPORAIN LAROUSSE (32,70 F)

le D.F.C. sur la table d'examen un atout essentiel pour réussir

* à l'épreuve de composition française, "les candidats seront autorisés à se servir d'un dictionnaire" (circulaire ministérielle du 10 février 1975)

...Et pour s'entraîner : à la dictée • aux questions sur le vocabulaire et la grammaire • à la rédaction. COLLECTION «COMMENT APPRENDRE LE FRANÇAIS» : orthographe • grammaire • vocabulaire • rédaction (chaque livret de 6,25 F à 7 F)

POINT DE VUE

L'U.J.P., dix ans après

par JEAN-MICHEL NAULOT (*)

Pour beaucoup d'observateurs de la vie politique française, l'U.J.P. constitue un phénomène assez étonnant. Née le 13 juin 1965 de la volonté d'une poignée de jeunes, alors sensibilisés par le message politique du général de Gaulle, l'Union des jeunes pour le progrès a connu une ascension très rapide. Forte de 32 000 adhérents, elle constitue aujourd'hui le deuxième mouvement politique de jeunes et le seul qui soit totalement indépendant par rapport au monde adulte.

Et pourtant, à l'ère des anniversaires de l'U.J.P., relève du miracle. Depuis l'origine, combien de pressions ont-elles été exercées pour décourager l'effort de ses dirigeants ! Si l'U.J.P. avait écouté certaines voix bienveillantes, il est probable que ses problèmes financiers seraient aujourd'hui résolus. Aussi, comment expliquer qu'en dépit de son déclin momentané du pouvoir, l'U.J.P. ait conservé la très grande majorité de ses adhérents ? Très certainement par le fait que l'U.J.P. a plus que jamais ses raisons d'être.

La première d'entre elles tient au vide qui existe actuellement entre les deux tendances traditionnelles de la vie politique française. A droite, que voit-on ? Une majorité qui est soudée grâce aux échéances électorales et dont les talents en matière d'anti-communisme se confirment chaque jour, mais dont on attend en vain depuis plusieurs années l'annonce d'une réflexion politique. A gauche, la division est totale. Qu'advient-il lorsqu'il s'agit, pour eux, de gouverner ensemble ? De toute façon, il n'est pas évident qu'une majorité du Français approuve un jour l'autogestion et le nationalisme des moyens de production.

En vérité, au-delà de ces deux blocs, il y a place pour une troisième voie, actuellement étroite et inconfortable, mais demain peut-être majoritaire.

L'existence de l'U.J.P. se justifie également par une certaine conception de la société de demain. Cette société, les jeunes la veulent libre, solidaire et responsable.

Vivre dans une société libre, cela signifie bien sûr que chaque indi-

vidu ait le droit de parler, d'écrire et de militer comme il l'entend ; mais cela signifie aussi des institutions solides permettant un exercice démocratique du pouvoir. Peut-être cette précision n'est-elle pas superflue au moment où de nombreuses démocraties occidentales traversent une crise institutionnelle grave. La liberté, c'est enfin le respect de l'indépendance nationale, c'est-à-dire le droit pour les Français de choisir un modèle de société qui leur soit propre.

Vivre dans une société solidaire implique d'autre part une remise en cause progressive, mais fondamentale, des structures économiques présentes. C'est vrai bien sûr à l'échelon international, la situation du tiers-monde étant plus dramatique que jamais. Mais c'est également vrai en ce qui concerne la société française dont l'ONU dit qu'elle est la nation industrielle où les écarts entre les niveaux de vie sont les plus considérables.

Vivre dans une société responsable exige enfin un nouveau partage du pouvoir afin d'associer les individus aux décisions qui les engagent. Sept ans après les événements de mai 1968, la participation est restée au stade du vœu pieux. De même, au moment où la crise de l'énergie conduit les pays occidentaux à envisager un nouveau type de croissance, la planification est loin d'être l'ardente obligation dont parlait autrefois le général de Gaulle.

Enfin, la troisième raison d'être de l'U.J.P. tient au fait que la politique qui est actuellement menée par le pouvoir ne répond pas à l'espérance de ses militants. Certes, comment l'U.J.P. n'aurait-elle pas dû constater la rapidité avec laquelle le nouveau président de la République a effectué plusieurs réformes importantes ? Le droit de vote et la majorité civile à dix-huit ans, la libéralisation de la contraception et de

(*) Délégué aux relations internationales de l'U.J.P.

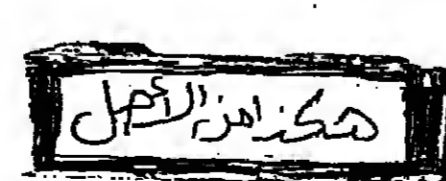
l'avortement sont autant de changements que nous avons approuvés sans réserves pour les avoir réclamés depuis plusieurs années. Il faut cependant se rendre à l'évidence : après un an de mandat, aucune réforme de structure n'a encore été amorcée. Au moment où la France compte un million de chômeurs et se dirige vers une croissance proche de zéro, ce qui lui est pas arrivé depuis une génération, on aurait pu penser que la gouvernement, soucieux d'éviter une explosion sociale, orienterait son action dans la saine d'une meilleure justice. La réforme fiscale apparaît aujourd'hui aussi prioritaire que ne l'était, à la fin de la Quatrième République, le projet algérienne ou le problème des Indochines. Or, dans la meilleure des hypothèses, il semble que le projet gouvernemental ne sera voté qu'au printemps 1975 et encore n'est-il que d'une taxation des plus-values dont la Bourso elle-même ne s'inquiète guère. Quant aux réformes de l'entreprise et de l'enseignement, elles n'en sont qu'à leurs balbutiements.

Il est étonnant que tout ceci ne contribue à entraîner une atmosphère de crise d'autant plus dangereuse que la personnalisation et la concentration du pouvoir ont atteint un degré jamais égalé.

A ces motifs d'inquiétude, s'ajoute l'évolution préoccupante de la diplomatie française, qui semble confondre le souci de conciliation avec l'esprit de compromis. La cession de l'Indochine française au groupe Ho Chi Minh-Eull constitue incontestablement une première atteinte à l'indépendance nationale.

Ce qui rassemble les militants de l'U.J.P., ce n'est donc pas le culte des archives comme certains se plaisent parfois à le dire, mais plutôt une certaine analyse de la société française et de la vie politique présente. Aussi, les militants qui ont adhéré à l'U.J.P. du temps du général de Gaulle constituent aujourd'hui une faible minorité.

Loin de Nice et des agitations éphémères de la politique politicienne, l'U.J.P. attend maintenant son heure. La traversée du désert peut durer un an, deux ans ou même davantage. Peu importe.



POLITIQUE

DE L'U.D.R.

Libres opinions

A qui appartient le mouvement ?

par PIERRE LEFRANC (*)

C'EST la question qui se pose à la veille des assises nationales du mouvement. L'U.D.R. est née en 1958 de la volonté d'appuyer l'action politique du général de Gaulle. Pendant onze années, elle a soutenu sans défaillance, mais non sans quelques déchirements, le fondateur de la V^e République.

Après le départ d'avril 1969, c'est en se référant constamment aux options du général que l'on a obtenu l'appui du mouvement. Aujourd'hui encore, c'est en lui annonçant des intentions conformes aux grands choix du gaullisme qu'on demande son soutien. C'est dire que les dirigeants savent que les militants ne se sont engagés que pour marcher dans une certaine direction. Or, qu'est-ce d'autre que l'U.D.R. sinon des militants et les parlementaires qui, sans eux, ne seraient sans doute pas élus ? C'est donc des militants que relève l'U.D.R., de personne d'autre. C'est à eux que revient la charge des choix, des orientations et des décisions.

Ceux qui croient au gaullisme ont le devoir de prendre la parole à Nice et, si quelque décision ne leur convient pas, de voter réticent et obtenir un vote. Les choses ne peuvent se passer autrement dans un mouvement démocratique.

C'est pourquoi je regrette que certaines personnalités d'abstention de participer ou se contraignent au silence. Naturellement c'est faire le jeu des autres tendances.

Si les gaullistes de l'U.D.R. restent chez eux, la voie sera ouverte à toutes les manœuvres et à toutes les mutations.

L'U.D.R. appartient aux militants du gaullisme : alors que les idées du général de Gaulle occupent plus que jamais le devant de la scène, souhaitons pour l'avenir que ces militants ne renoncent pas à leur droit de propriété.

(*) Secrétaire général de l'Institut Charles-de-Gaulle.

Une colossale imposture

par ALAIN TRANCHANT (*)

EN vérité, comment ne pas attendre, avec une impatience mêlée de curiosité, qu'on nous démontre en quoi le renouveau du gaullisme peut surprendre son reniement ? Car quel ? N'est-ce pas le reniement pur et simple de toute la pensée et de toute l'œuvre du général de Gaulle que d'essayer aux batailles de ministres rivalisant en ardeurs partisanes le dimanche pour se retrouver autour de la même table le mercredi, le premier d'entre eux donnant d'ailleurs le plus mauvais des exemples ?

Sans parler de cette incroyable légèreté et cet incomparable « exercice solitaire du pouvoir » par lesquels le 8 mai, victoire de l'humanisme sur la barbarie, serait pour un caprice et pour s'inscrire à la mode du changement à tout prix gommé de nos grandes dates nationales, n'est-ce pas la méconnaissance et l'oubli du discours de Phnom-Penh qui ont amené jusqu'à nos oreilles ces mots courtois d'impérialisme français, alors que le général de Gaulle y avait précédé en 1955 le traité total des troupes étrangères des territoires du Sud-Est asiatique comme préalable à une solution politique ? Mais quelle politique a-t-on suivie depuis son départ pour ramener la paix à des populations meurtries, étonnées de l'atrocité ?

Et puis surtout, alors que la France se traîne lamentablement dans un marasme économique qui n'est pas d'ailleurs le seul des circonstances internationales, comment ferait-on confiance pour en sortir à ceux qui, pour des raisons basement électorales, ont pratiqué en 1972 et 1973 une politique intentionnelle d'oubli de tout ce qui n'est pas le chiffre de la croissance et qui ont ainsi pénalisé les bas revenus, le chômage et éventuellement une crise sociale, quand rien n'est fait pour mettre en œuvre une politique de générosité et de solidarité ?

En 1969, M. Giscard d'Estaing — remis en selle par M. Pompidou — menaçait les gaullistes de faire le bilan de onze années de pouvoir du général de Gaulle. Comme il est simple de dresser le bilan de ses prédécesseurs !

Sur le plan politique, et dans la perspective des prochaines échéances électorales, il n'est plus aucune bouée de sauvetage à droite. Les anciens de l'O.A.S. sans oublier les nostalgiques de Vichy, les partisans de l'intégration européenne, c'est-à-dire de la subordination à l'Amérique, protecteurs au zèle douteux qui ont déjà été requis pour assurer la courte victoire de mai 1974. C'est ce appela du pied répété en direction des socialistes dont on pourrait avoir besoin pour former le prochain gouvernement.

L'ambition de certains d'entre eux révélerait sans doute difficilement, le moment venu, à l'attrait d'un « portefeuille », comme le dit si bien le jargon des politiciens. En clair, c'est le régime des partis — déjà bien remis sur ses rails — qui se profile à l'horizon, avec dans l'opposition communiste et... gaullistes authentiques qui refuseront le grand amalgame.

Sur le plan international, est-il, besoin de montrer en quoi le prestige de la France, subroite phare du monde, est loin du zénith où de Gaulle l'avait hissé ? Notre pays paraît incapable de promouvoir une véritable construction européenne dans le respect des personnalités des peuples, et nos dirigeants ne nous proposent que des succédanés comme l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Or il est bien clair que ce n'est pas, cela qui donne à l'Europe la souffrance dont elle manque terriblement.

Sur le plan social, rien n'a été accompli pour appliquer la « participation », qui, seule, permettra à la France d'être fidèle à sa vocation d'exemplarité et de guide quant à la condition des hommes en accomplissant la mutation qu'exige notre temps et qui nous défiera la solution communiste dans toute sa rigueur et dans toute sa brutalité quant à la liberté et la dignité de l'homme. Au contraire, on crée des commissions dont le but est — comme chacun sait — d'enterrer les problèmes.

Ah ! M. Giscard d'Estaing peut bien s'adresser chaque mois aux Français, Madame peut bien participer aux travaux des congrès parisiens. Les Français n'ont pas le sentiment d'être gouvernés avec le sérieux et la compétence voulus. Mieux : même ceux qui, au milieu des Français, sentent la France vivre et son âme vibrer, sans avoir besoin de regarder les Français au fond des yeux, perçoivent le grand regret qu'ils éprouvent du temps où l'on était fier d'être Français et ressentent cette crainte des lendemains qui ne chanteront pas nécessairement. Par-dessus tout, ils savent que les Français sont inquiets de ne pas avoir, comme ils l'ont eu pendant l'intermède 1940-1958, un recours vers qui se diriger en cas de péril pour la nation.

Comment, dans ces conditions, ne pas rappeler le combat qui fut celui de Christian Fouchet ? Si l'on veut voir revivre le gaullisme, expression ardente, authentique et contemporaine de l'élan électoral de la France, il faudra relancer ce mouvement que Christian Fouchet avait fondé en dehors et au-dessus de tous les partis. Il est temps qu'au-delà de cénacles qui, se faisant une certaine idée de la France et de la liberté en politique, n'ont pas à Nice ou trop d'imposteurs — qu'on lise le dernier ouvrage de Jacques Vendroux — vont clamer une fidélité à de Gaulle qu'ils n'ont même pas eue de son vivant.

A moins qu'on ne nous explique, purement et simplement, que M. Chirac, plus perspicace et meilleur enseignant, a réussi là où de Gaulle avait échoué, je veux dire convaincre M. Giscard d'Estaing des vertus du gaullisme !

(*) Ancien responsable du Mouvement pour l'avenir du peuple français (que présidait Christian Fouchet).

LE SURSAUT POPULAIRE

Manuel des Gaullistes d'opposition
Le n° 10 (JUN) vient de paraître
En vente dans les kiosques ou sur demande
10 bis, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris - Tél. : 390-56-21
Prix : 3,50 F

visitez ISRAEL

DE JUILLET A SEPTEMBRE
VOYAGES PAR AVION OU
RATAUD (avec ou sans voiture)
DE VENISE OU MARSILLE

SEJOURS EN KIBBOUTZ
EXCURSIONS
VILLAGE DE VACANCES

ACTIVITES CULTURELLES-LOISIRS
RENCONTRES AVEC DES
RESPONSABLES ISRAËLIENS

Renseignements et inscriptions :
CERCLE DES AMIS
DES KIBBOUTZIM
(C.A.K.I.F.)
supra de
L'UNION DES ETUDIANTS
JUIFS DE FRANCE
11, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5^e
(M^e Maubert) - Tél. 633-96-93 et
326-76-91

OPERATION POSE SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000F PASSES AVANT FIN JUIN, SUR PRESENTATION DE CETTE ANNONCE

MONDIAL MOQUETTE SOLDE

PLUS DE 1000 ROULEAUX
APPORTEZ VOS DIMENSIONS ET TOUJOURS...
LES PRIX LA QUALITE LE STOCK

BAGNOLET : 191, 193, av. Pasteur
5 m Pte des Lits, tél. 858.16.46

BOULOGNE : 82, bis, rue Gallieni,
tél. 605.45.12

COIGNIERES (IND) : près Trappes,
route de Pont d'Aulneau
tél. 461.70.12

FOSSE-SURVILLIERS : zone
industrielle de Fosse, Pres Gare
SNCF, tél. 471.03.44

MAISON-ALFORT : 129, rue Jean
Jaures, RN 5, tél. 388.44.70

SARCELLES : 29, av. de la Division
Leclerc, R.N. 16, tél. 590.00.77

SAINT-DENIS : 73, rue de la
République, tél. 620.62.62

PARIS 14 : 50, bd Jourdan 50 m
Porte d'Orléans, tél. 326.34.62

PARIS 13 : 40, quai d'Austerlitz,
face à la Gare d'Orléans, tél. 311.72.38

PARIS 19 : 164, bd de la Villette,
M^e Cl. Fabron et J.-J. Jambes 203.0075

Si vous avez manqué le Périscope il y a 7 ans, ne manquez pas Antoine & Cléopâtre aujourd'hui.



Le Périscope
87 av. d'Italie

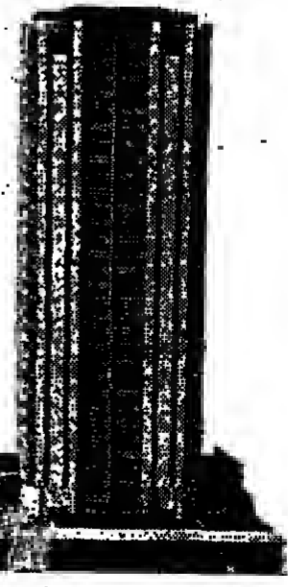
Le Périscope, 87 avenue d'Italie, une des grandes réussites immobilières des années 70. Les professionnels ont su apprécier la hardesse architecturale et les usagers découvraient des innovations alors exceptionnelles : piscine, sauna, salon de bricolage. On comprend dès lors qu'il se soit toujours montré et se montre encore d'un excellent rapport. Quant à la plus-value, un exemple suffit pour en rendre compte : Un 2 pièces acheté 146.600 F en 68, s'est revendu 230.000 F en 74.

Aujourd'hui, tout près du Périscope, il y a Antoine et Cléopâtre : une nouvelle réalisation Séfima. Un immeuble très bien situé, à 250 m de la place d'Italie avec piscine, solarium, sauna, club et boutiques. Et soleil, balcons abrités, espace, lumière pour chacun.

Les studios, les 2 pièces et les 3 pièces sont livrés prêt-à-vivre, équipés et décorés par Marc Berthier. Les 4, 5, 6 et 7 pièces sont livrés prêt-à-décorer, avec des domaines bien séparés pour parents et enfants et une superbe salle de bains à baignoire ronde digne de C. B. de Mille.

Antoine et Cléopâtre, une qualité d'immeuble qui reste la meilleure assurance de plus-value.

Antoine et Cléopâtre : 21, avenue d'Italie Paris 13^e
Ouvert tous les jours, week-end compris, de 14 h 30 à 18 h 30. (588.13.26)



Antoine & Cléopâtre
21 av. d'Italie

Antoine & Cléopâtre

Je désire recevoir une documentation.

Nom _____

Adresse _____

SEFIMA

144 boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 622.35.05

POLITIQUE

M. Mitterrand : la droite sent chez Chirac une volonté qu'elle attendait d'un autre

M. François Mitterrand évoque longuement dans sa chronique « Ma part de vérité », publiée par l'hebdomadaire du P.S., l'Unité, la situation de la majorité. Il écrit notamment :

« Agir plutôt au premier ministre, jusqu'à présent en agissant intelligemment, rapidement, il ne, il court. On ne l'imagine pas étonnamment. Quel estomac ! Il ne mange pas, il dévore — et ce qu'il absorbe il le brûle, sauté de la graisse par la fuite en avant.

« A côté de lui, Michel Pontatowski ferait plutôt chapon. Pour le faucon qui se prépare, gare à la bedaine des indépendants, gens trop bien nourris, mais de chair on sent que cette espèce a péri, trop occupée à brouter l'herbe de la préhistoire pour penser à autre chose... »

« Résistances aux pièges du vocabulaire. Jacques Chirac a bien imité les accents de l'homme du 18 juin, qu'il n'a connu qu'à l'époque de la contre-réaction, je veux dire après le 13 mai, la sonorité ne sort pas des mêmes profondeurs. S'inspirant des leçons autrefois enseignées au Théâtre-Français, « tout est dans le masque », M. Chirac place sa voix. Le gaullisme venait de plus loin.

Il est donc clair pour moi que l'U.D.R. a devant elle une belle carrière dans l'attente même où, plus que ses rivaux et indépen-

dants, elle répond aux aspirations immédiates, impérieuses, de la droite. J'ai longtemps cru, je le répète, qu'il en était autrement. Pour mon excuse, Valéry Giscard d'Estaing, à l'époque, existait. Parvenu à l'Élysée, je le vois maintenant trancher de tout et ne diriger rien, être parlant et ne pas se compromettre pas une absence. Qu'on me comprenne : je ne cherche pas le sarcasme. C'est de l'absence d'une politique que je me plains.

« Vaguement nationaliste, mollement européenne, discrètement atlantique, cour sur la mesure et dans la poche tierce-mondiste, cela s'appelle, par là-même, une politique étrangère. Qu'importe de la politique économique et de la politique sociale ? Économisons nos adresses.

« Certes, rien ne distingue sur ce point Jacques Chirac de Valéry Giscard d'Estaing. Mais la droite attendait chez Chirac une volonté qu'elle attendait d'un autre. La classe dirigeante n'aime pas qu'on la dérange. C'est la classe de l'U.D.R. Le gaullisme, lui, dérangeait. »

« Cet homme n'est pas digne d'être premier ministre »

A l'occasion d'une réunion de soutien à M. Louis Mermoz, membre du secrétariat du P.S., le dimanche 15 juin, à M. Georges Marchais et au parti communiste français.

Sur France-Inter
LE P.C. EN DIRECT
L'émission de France-Inter 12-14, animée par Jean-Pierre Euhabach, sera consacrée, le dimanche 15 juin, à M. Georges Marchais et au parti communiste français.
Les différentes interviews eurent, pour la première fois, réalisées en direct depuis la salle du bureau politique du P.C., dans l'immaculée de la place du Colonel Fabien.

POLICE

La « mondaine » devient « la brigade des stupéfiants et du proxénétisme »

Un communiqué publié le 13 juin par le ministère de l'Intérieur indique que la brigade mondaine, l'un des services de la direction de la police judiciaire de Paris va être réorganisée. Elle changera du même coup d'appellation dès le lundi 18 juin pour devenir la brigade des stupéfiants et du proxénétisme. Le ministère de l'Intérieur a précisé que cette réforme allait dans le sens d'une « redéfinition des attributions » du service, dont l'action « est uniquement dirigée contre les trafiquants de drogue, les divers manifestations de proxénétisme et la traite des blanches ». Créée le 11 février 1914, la brigade mondaine groupait une

centaine de fonctionnaires : trente-cinq pour la répression des stupéfiants, trente-cinq pour la répression du proxénétisme, une vingtaine pour la lutte contre la pornographie et la surveillance des lieux publics, les autres étant affectés aux archives. Depuis son arrivée à la direction de la police judiciaire, le 27 mars 1974, M. Jean Ducret souhaitait rebaptiser ce service, dont il jugeait l'appellation désuète et plutôt dévalorisante pour le personnel.

Cependant, la préoccupation de M. Michel Pontatowski de réorganiser la « mondaine » — et d'en changer de ce que possible les nommes — n'est peut-être pas étrangère aux rumeurs qui courent en cause par la tenancière d'un hôtel de rendez-vous (le Monde du 11 juin). Cette dernière aurait en effet accusé de corruption des fonctionnaires de la brigade mondaine.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES
NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER
en liquette en saharienne en blouson ou de toile écru
SERDY
79 AV. DES TERNES. 75017 PARIS. TEL. 380 35.13 PARKING GRATUIT

FAITS DIVERS
L'ACCIDENT DU TRAIN AMSTERDAM-PARIS A FAIT SOIXANTE-SEIZE BLESSÉS
Le train Amsterdam - Bruxelles - Paris - dérailé, jeudi 12 juin, à 14 h 30, alors qu'il traversait la gare de Ghlin, près de Mons. L'accident a fait soixante-seize blessés dont deux sont dans un état critique. Les causes du déraillement ne sont pas encore connues, mais il n'est pas exclu qu'une défaillance mécanique soit à l'origine de l'accident.

SCIENCES-PO
STAGES DE PRÉPARATION de 28 juillet au 29 août
Entrée directe en 2^e année.
IPE SUP Enseignement Supr. Privé 187 R, r. de Belle-Église 75004 Paris - T. 328-80-30
AUTRES STAGES : Médecine, Pharmacie, H.E.L., Maths Sup., Sciences Éco.

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE LA SEINE-MARITIME

Le premier ministre met en cause l'honnêteté électorale du parti communiste

Le second tour d'une élection législative partielle se déroulera dimanche 15 juin dans la sixième circonscription de la Seine-Maritime (cinq des sept cantons de Havre et onze des quatorze communes du canton de Montivilliers). Le premier tour de scrutin, provoqué par la démission pour raison de santé de M. Maurice Georges, député U.D.R., avait été marqué par une progression de l'U.D.R. du parti communiste et du parti socialiste et par un recul du camp de la P.S.U. et de l'extrême gauche. Un gaulliste indépen-

dant, M. Paul Lanoos, avait réalisé un score non négligeable, recueillant 2,68 % des suffrages exprimés. Au second tour, deux candidats restent en lice : M. Antoine Rufenacht, U.D.R., candidat d'union de la majorité présidentielle et M. Daniel Collard, P.C., candidat du Rassemblement des forces démocratiques et nationales, présidé par le parti communiste, le parti socialiste, le mouvement des radicaux de gauche et le P.S.U.

Le Havre. — La ville vit à l'heure de son « Juin dans la rue », manifestation annuelle d'animation locale, et accueille le 50^e congrès de la Fédération nationale des syndicats maritimes C.G.T. Une partie de la ville parle vacances pendant que l'autre se préoccupe du chômage, mais la cité semble-t-elle subit la campagne électorale plus qu'elle n'y participe. Toutefois, ce n'est pas aux deux candidats qui s'affrontent au deuxième tour qu'il pourrait être reproché de ne pas faire tout ce qu'il faut pour faciliter les électeurs. A commencer par ceux d'entre eux — 35 687 exactement — qui, le 9 juin, ont bouclé leur vote. Ces abstentionnistes constituent une cible toute désignée pour les deux candidats, qui ont adressé à ces électeurs potentiels une lettre les invitant à voter au second tour.

M. Chirac s'est déclaré convaincu que les communistes metraient tout en œuvre pour « récupérer » les bulletins des démissionnaires et est allé jusqu'à suspecter leur honnêteté électorale lorsqu'il a déclaré mercredi soir : « Ne vous faites pas d'illusions, le parti communiste fera tout pour que ça ne se passe pas comme ça. »

Reste à savoir comment s'opéreront les reports des voix des électeurs dont le candidat a été élu au premier tour. Les premiers reports ont montré bien l'importance.

Si Mme Rubé, adjointe au maire du Havre, candidate du parti socialiste arrivée derrière le candidat communiste, même en faveur de ce dernier une campagne active, sans que le candidat du P.S.U., M. Paul Reguer, n'en est pas de même dans le camp de la majorité, où M. Jean-Marc Olivier, candidat réforma-

tionnaire, a été élu au premier tour. Ce n'est pas de l'anticommunisme sommaire que de dire que le P.C. est conservateur, que de dire qu'au Havre il n'y a ni crèches ni équipements sportifs, ni stades, pas de salle municipale pour accueillir des congressistes, ni même représentés ceux des Havrais qui refusent le programme communiste.

A l'occasion de faire venir les militants pour pratiquer le « saut-poudrage électoral », M. Olivier relève à ce propos que M. Giscard d'Estaing n'a pas été élu pour cette campagne de genre de méthode. M. Rufenacht répond que le premier ministre est venu pour s'informer et que « si on peut démentir ce genre de méthode, tant mieux ». En tout cas, si les dossiers sont bloqués, « cela résulte de la pression de refus politique systématique de l'opposition » et « il est très possible que chez les post-suffrages ait pris conscience des problèmes très réels de la région ».

Dans le cœur de la ville

Quelle influence la venue du premier ministre et d'un quartier de ministériels, selon l'expression de M. Collard, aura-t-elle sur les résultats ? Si l'un en croit certains qui regrettent que les pouvoirs publics s'intéressent à leur ville prédominante.

Du côté de l'opposition aussi, on s'interroge au Havre. Que les progrès électoraux enregistrés par l'un et par l'autre des deux partis signalent le Programme commun ne se soient pas réalisés aux dépens de l'un ou de l'autre.

Indéniablement, facilité l'unité d'action pour le second tour. Cette unité se traduit par la participation active de militants socialistes et de Mme Rubé. Ainsi présidait-elle le meeting d'union tenu le jeudi 12 juin. Dans ce « cœur ouvrier », qu'est la salle Franklin, dans ce lieu symbolique pour la gauche havraise où l'on se retrouve traditionnellement pour les réunions politiques à la sortie du travail vers 18 h 30 et

avant d'aller comme ailleurs, la tribune réunissait M. Michel Crépeau, membre du bureau national du mouvement des radicaux de gauche, député et maire de La Rochelle, Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste et directeur de l'Unité, et Roland Leroy, membre du secrétariat politique du P.C. et député de la troisième circonscription de la Seine-Maritime (une partie de Rouen et Sotteville).

Bien qu'il se soit désisté en faveur du candidat d'Union des forces démocratiques et nationales, candidat du P.S.U., M. Paul Reguer n'a participé à ce meeting que par le biais d'un message lu par Mme Rubé. Le parti communiste ne présidait-il pas d'ailleurs cette absence à la présence de M. Victor Leduc, responsable national du P.S.U., mais ancien communiste, dont la participation avait été proposée par cette formation ?

De la même façon, les responsables communistes ont fait savoir que la venue de M. Focard était plus pour leur désagrément que celle, finalement retenue, de M. Claude Estier. Devant une salle enthousiaste — la réunion de M. Rufenacht, la veille au soir, ne l'avait pas été moins — un message lu par M. Giscard d'Estaing ou celui de M. Chirac était prononcé. M. Crépeau a mis l'accent sur « l'occasion unique que les Havrais ont de dire un gouvernement ce qu'ils pensent de sa politique » et affirmé : « tout ce qui rassemble les radicaux de gauche, les communistes, les socialistes sera toujours beaucoup plus important que ce qui les sépare. Ce qui nous rassemble, c'est une commune espérance et ce sont les grandes espérances qui appellent les grands changements ».

Pour M. Claude Estier, « ce combat est clair, c'est celui de toute la gauche unie contre le pouvoir du capital ». Retenait que la majorité reculé et plus significativement les derniers ralliés de cette majorité. Il déclare : « M. Lecanuet, qui nous prêche que le parti socialiste fera tout pour la gauche havraise ou l'on se retrouve traditionnellement pour les réunions politiques à la sortie du travail vers 18 h 30 et

pari Fourcade en pari Fourcade » et qui a pour résultat que « ce sont toujours les mêmes qui sont victimes de l'inflation », il relève l'aspect de plus en plus répressif, selon lui, de la politique gouvernementale. M. Fontatowski, ajoute-t-il, a toujours la même réponse : « On envoie la police contre les travailleurs ».

La réponse donnée par les Havrais, interrogés sur leur avenir et sur celui du pays, est « calme, offensif et responsable ». On se prépare à la bataille. On se prépare à la bataille, ajoute-t-il, et on envoie les chiens contre les ouvriers. (...) On parle beaucoup de la participation de la nuit les passants de Rouen, pour jeter le trouble à la veille des élections.

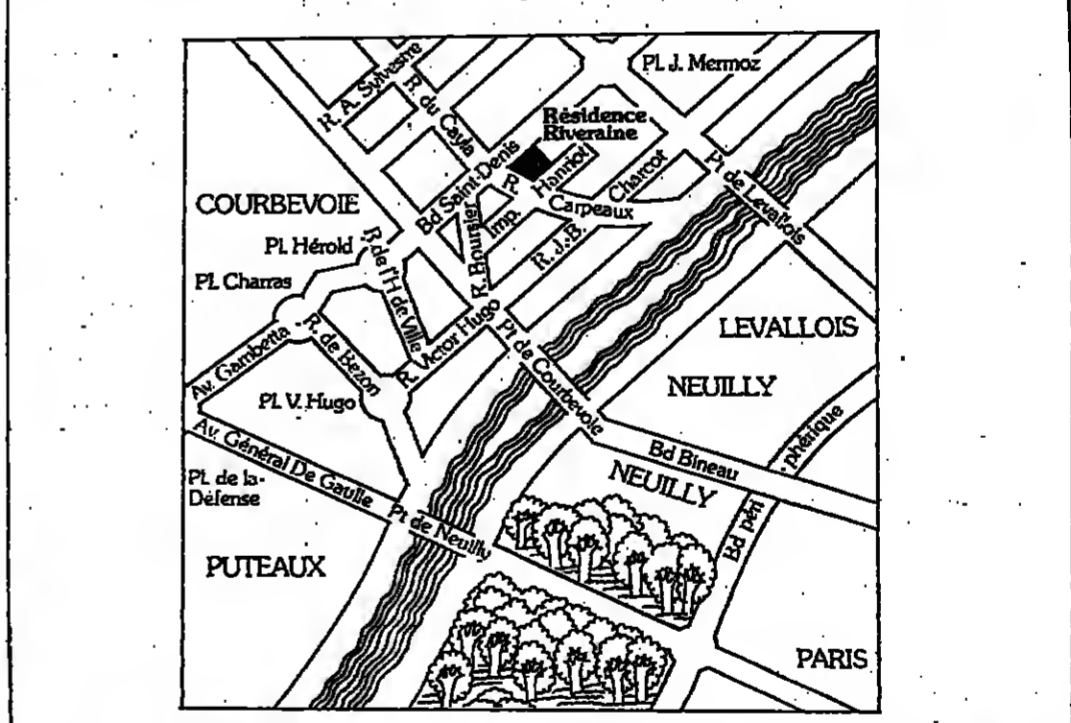
Four le député communiste d'une partie de Rouen et de Sotteville, l'élection d'un second député communiste au Havre « correspond à la réalité politique de la ville ». « Pour engager, pourvu qu'il la domination sans partage des technocrates sur la vie locale, il faut voter pour Daniel Collard ».

Engagé totalement dans la bataille, les militants communistes mènent une campagne particulièrement active et ne négligent aucun électoral. Tout en préparant la fête de l'« Anniversaire », qui aura lieu le 9 juin même du deuxième tour, dans le parc de loisirs de la forêt de Montgeon, M. Rufenacht non plus ne néglige aucun électoral. Ainsi, les Bretons, dont on estime le nombre à cinquante mille, au Havre, se sont-ils vu sollicités par M. Christian Bonnet, ancien député de Morbihan, « Chez Maria la Bretonne », café-restaurant situé au centre du quartier breton de Saint-François, où ne se soucie pourtant guère des élections. On peut tel être soi — il n'est pas rare d'y entendre des conversations en langue celtique — et les initiatives de Cauchoux ne passionnent pas. Toutefois, on ira voter, parce qu'il faut « barrer la route aux rouges », on parce que « seuls les communistes font quelque chose de ».

Les deux candidats se déclarent également convaincus que la décision « se jouera dans un mouchoir ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

A la Résidence Riveraine, seule la Seine vous sépare de Neuilly. Et Neuilly de Paris.



Courbevoie. Résidence Riveraine.
Surplombant la Seine, la « Résidence Riveraine » tourne le dos à la banlieue et regarde Paris. Les appartements de cet immeuble résidentiel (du studio au 5 pièces) ouvrent, en « avant-Seine », sur des jardins intérieurs. 3.900 F le m² prix ferme et définitif. Livraison : 1^{er} trimestre 76.
Renseignements et vente sur place : 126, bd St-Denis 92400 Courbevoie, mardi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h.
Samedi et dimanche de 10 h à 19 h, et GEFIC-52, Champs-Élysées 75008 Paris, (Tel. 256.98.98). Réalisation SERDI.

مکان العمل

VENDREDI 13, SAMEDI 14, LUNDI 16 JUIN

OPERATION PORTES OUVERTES
sur tous les modèles de sièges.

DESIGN MODERNE DE STYLE en RUSTIQUE
en VELOURS de bon TISSUS CUIR...
PANORAMIQUES 4,5... places
SALONS tous styles
LITS designs
FAUTEUILS Louis XIII, XV, XVI,
CABRIOLETS, CONVERTIBLES
SIEGES MAJ fabrication
67 rue de la Roquette, Paris 11^e

la belle époque des grandes croisières
à bord du **LEONARDO DA VINCI**
10 jours : depuis 1.771 F

MAROC-CANARIES
ITALIAN LINE S. rd. des Capucines 75002 Paris
tél. 266.48.50

la belle époque des grandes croisières
à bord du **LEONARDO DA VINCI**
23 jours : depuis 2.995 F

IRLANDE-CAP NORD
ITALIAN LINE S. rd. des Capucines 75002 Paris
tél. 266.48.50

(Publicité)
Would Mrs FRANCIS N. TAYLOR, wife of Francis N. Taylor, who died in the City of Hamilton, Ontario, Canada, in or about October, 1963, or anyone having knowledge of her whereabouts please contact:
The Royal Trust Company, P.O. Box 980, Hamilton, Ontario, Canada.
LBN 3R2 concerning an urgent family matter.

(Publicité)
Would ALICE YVONNE TAYLOR, wife of Robert Taylor, late of the City of Hamilton, Ontario, or any one having knowledge of her whereabouts please contact:
The Royal Trust Company, P.O. Box 980, Hamilton, Ontario, Canada.
LBN 3R2 concerning an urgent family matter.

RELIGION

LE DOCUMENT DE L'ÉPISCOPAT SUR

Le conseil permanent s'est inquiété des répercussions de la loi sur le divorce

Réuni à Paris du 10 au 12 juin, le conseil permanent de l'épiscopat français a abordé, outre le problème des occupations d'églises (lire l'encadré ci-dessous), de nombreux autres points d'actualité, et notamment ceux-ci :

— Prendre acte de ce que les laïcs, qui avaient participé à la préparation du document *Libertés humaines et salut en Jésus-Christ* aient regretté d'avoir été écartés de l'élaboration du texte final qui, à leurs yeux, ne rend pas assez compte des points de vue par eux exprimés ;

— Opportunité de multiplier des sessions de recyclage pour les évêques, tel qu'il y en a eu en Suisse en janvier dernier ;

— Faire en sorte que les théo-

logiens et les évêques se rencontrent plus souvent pour s'informer mutuellement ;

— Organiser une pastorale à l'intention des personnes travaillant dans les moyens de communication sociale. Nommer des hommes compétents à cet effet ;

— Encadrer les problèmes de conscience que pose pour les chrétiens la mise en application de la loi sur l'avortement ; décider les « conséquences graves » que pourra avoir dans les familles la loi sur le divorce ; voir comment éviter toute ambiguïté quant à la nature non sacramentelle des célébrations de mariage des baptisés n'ayant plus la foi comme il s'en pratique dans certains diocèses à titre expérimental ;

— Le conseil a entendu, d'autre part, une information de Mgr Fauchet sur la situation des prisons en France et sur le malaise ressenti par les pensionnaires de ces maisons ainsi que par le personnel.

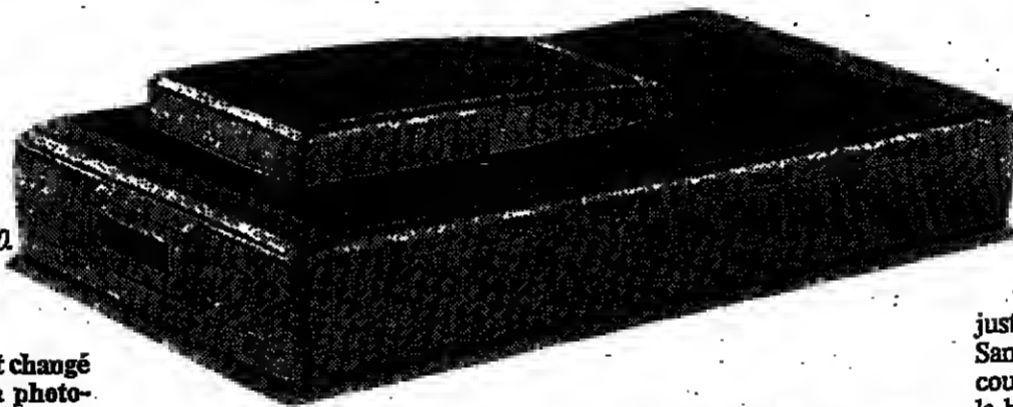
Les occupations d'églises

« CERTAINES SOUFFRANCES NE TROUVENT PAS D'AUTRES LIEUX POUR S'EXPRIMER »

Dans le résumé officiel qui a été donné des débats du Conseil permanent de l'épiscopat é propos des diverses occupations d'églises on lit :

- « 1) Lieu habituel des activités d'une communauté chrétienne, une église est avant tout une maison de prière. Les évêques souhaitent que cette destination première soit respectée. La législation en vigueur a d'ailleurs pour objet de sauvegarder cette finalité ; elle ne prévoit pas de droit d'usage particulier dans les lieux de culte.
- « 2) Mais n'y a-t-il pas quelque chose de respectable dans l'opinion selon laquelle les églises sont des lieux différents des autres ? N'est-il pas compréhensible que puissent y chercher refuge des personnes contestant des situations qu'elles jugent injustes ? N'est-ce pas le signe que certaines souffrances ne trouvent pas d'autres lieux pour s'exprimer ?
- « 3) Lorsque des communautés chrétiennes ne s'opposent pas à l'occupation d'églises ou de locaux appartenant à l'Église, elles n'entendent pas pour autant cautionner toutes les revendications des groupes qui usent de ce procédé et elles ne s'avouent pas devant les médias publiés dans ces groupes sont portés l'objet. Elles veulent pourtant être accueillantes aux personnes en fidélité à l'esprit évangélique de miséricorde et de paix. »

Pour vous, Polaroid a inventé le SX-70.



Le SX-70.

Aujourd'hui, tout est changé dans le domaine de la photographie. Oubliez tout ce que vous avez déjà vu. Voici le SX-70. Toutes les innovations mécaniques, chimiques, optiques et électroniques du SX-70 n'ont qu'un but : vous libérer de toutes les contraintes de la photographie pour qu'il ne vous reste que l'acte créatif.

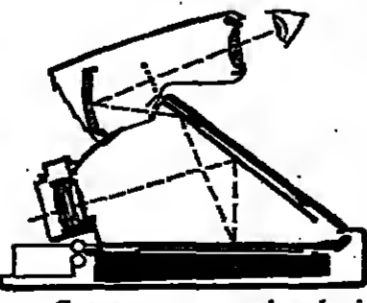
Regardez votre photo, elle commence à vivre. Moins de deux secondes après avoir appuyé sur le bouton rouge, votre photo est éjectée automatiquement et commence à se développer, là, sous vos yeux. Déjà, vous pouvez voir ses premiers contours se dessiner. Regardez bien ses couleurs : elles aussi prennent vie peu à peu. Bientôt, elles seront d'une luminosité et d'une intensité incomparables.



Appuyez sur le déclencheur et hop ! la photo sort toute seule de l'appareil.



Le SX-70 est montré ici sur une petite partie de l'ensemble électronique d'origine.



Ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite.

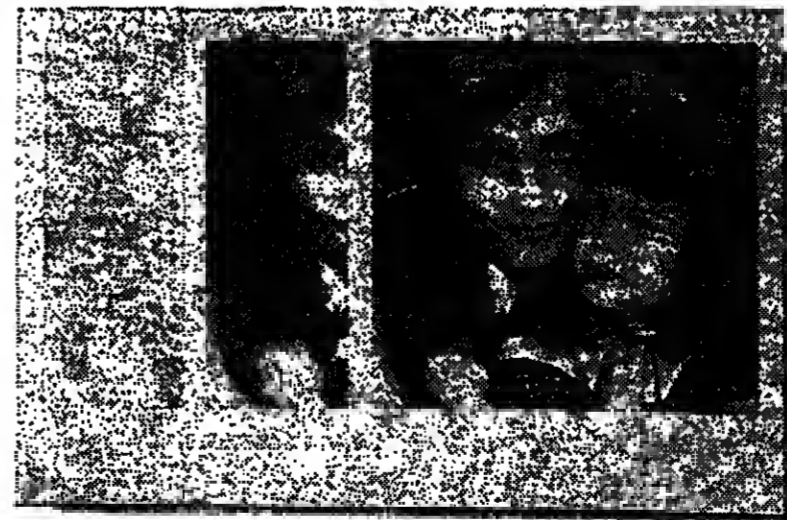
Au cœur du SX-70 plus de 200 transistors. Le SX-70, c'est un ensemble électronique miniaturisé, un système original de miroirs fixes et pivotants et un moteur qui tourne à 12.000 tours/mn. Le SX-70 est un appareil reflex mono-objectif : ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite. Vous pouvez vous rapprocher jusqu'à 27 cm de votre sujet, alors

que d'habitude ce genre de très gros plan est réservé aux spécialistes. Vous pouvez prendre aussi 10 photos les unes à la suite des autres, toutes les secondes et demie, pour décomposer les premiers pas d'un enfant par exemple. Il y a 10 vues par film et chaque film est assez petit pour tenir dans votre poche. Et pourtant, il contient une pile extra-plate de 6 volts : c'est elle qui fournit à chaque chargement une énergie nouvelle. Le flashbar de 10 éclairs vous permet de prendre des photos en intérieur de 27 cm jusqu'à 6 m et même plus. C'est le SX-70 qui sélectionne lui-même électroniquement la lampe flash à utiliser. Un décompte de vues empêche le flash de fonctionner quand le film est terminé. Pour ces photos au flash, l'exposition est réglée en fonction de la mise au point et il entre

juste ce qu'il faut de lumière. Sans flash, la cellule incorporée, couplée à l'obturateur, détermine la bonne ouverture et la vitesse d'obturation. Le SX-70 existe en deux présentations : le Modèle De Luxe avec une finition acier brossé et cuir naturel. Et le Modèle 2 avec une finition noire et simili-cuir qui coûte moins de 1.000 F. Allez les essayer chez votre négociant spécialiste Polaroid.



Le flashbar de 10 éclairs vous permet de prendre des photos en intérieur de 27 cm jusqu'à 6 m et même plus.



En quelques minutes, votre photo se développe là, peu à peu, sous vos yeux.

MÉDECINE

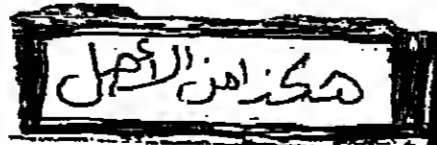
L'AIDE DE L'ÉTAT A L'INSTITUT PASTEUR SERA LARGEMENT MAJORÉE

L'État prendra dorénavant très largement en charge les frais de fonctionnement de l'Institut Pasteur, et la subvention qu'il lui accorde sera « très nettement majorée pour tenir compte des actions de service public que la Fondation Pasteur a développées ». Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a annoncé cette décision lors de l'entretien qu'elle a accordé, jeudi 12 juin, aux professeurs Pierre Boyer et Jacques Monod, respectivement président du conseil d'administration et directeur général de l'Institut Pasteur.

Le communiqué publié par le ministère de la Santé précise que l'objectif du gouvernement est « de donner à la Fondation (Pasteur) la possibilité de retrouver à moyen terme un équilibre financier lui permettant de développer ses activités ». Il précise aussi que « la structure même de l'Institut, c'est-à-dire l'association étroite d'un institut de recherche et d'une unité industrielle de production, ne sera pas remise en cause ».

Des précisions sur les modalités de l'aide gouvernementale seront rendues publiques avant la fin de ce mois par le gouvernement.

« Les décisions du gouvernement montrent que les tâches de service public accomplies par l'Institut Pasteur dans le triple domaine de la recherche, de l'enseignement et de la santé sont, pour la première fois, reconnues à leur juste valeur. Elles montrent aussi que l'indépendance que doit l'Institut à sa structure de Fondation autonome ne sera pas remise en cause au dépit de l'importante majoration de la participation financière de l'État, acquise tant pour 1975 (par le collectif budgétaire) que pour 1976. Il semble que l'effort supplémentaire ainsi consenti doive s'élever à 30 millions de francs environ, dont 5 à 6 millions pourront être utilisés pour la rénovation de l'équipement. Des études seront entreprises, en outre, sur les projets de rénovation des locaux — vitraux pour beaucoup — dont dispose l'Institut dans le quinzième arrondissement. Le gouvernement prendra part à ces études et son objectif est de contribuer à la maintenance et au développement des activités pastoriennes, tout en conservant l'originalité de sa structure. »



« LES LIBÉRATIONS DES HOMMES ET LE SALUT EN JÉSUS-CHRIST »

« Nous refusons de lier la foi chrétienne à une option socialiste »

Les évêques constatent d'abord que les chrétiens perçoivent une parenté étroite entre l'aspersion générale à la libération et l'attente du salut, mais qu'ils s'accrochent généralement à « ne pas ériger la liberté en valeur suprême », celle-ci devant rester au service de l'homme. Pour les uns, les affaires profanes dépassent la compétence théologique des évêques et l'on souhaite que ceux-ci se contentent dans le domaine religieux. Cette dernière tendance encadre la religion dans le domaine privé ou de la conscience personnelle. Quant à ceux qui réclament de l'épiscopat, il en est qui lui réclament une doctrine sociale, d'autres un engagement politique, d'autres une animation évangélique. Mais ce qui compte avant tout, semble-t-il, c'est que « l'Église, par la voix de ses pasteurs, redonne à l'homme d'aujourd'hui, de façon forte, essentielle de son message, ce qu'il a perdu dans la foi chrétienne ».

Dieu ». Les croyants menacés d'une crise radicale de leur foi par l'expérience de leur engagement sont assez nombreux et c'est pour une part le résultat d'une catéchèse antérieure inadéquate. Le croyant authentique est celui qui ne s'arrête pas « aux objectifs immédiats que nos idéologies tendent à sacrifier, voire à abolir », et qui sait garder à Dieu un espace libre ». Les nécessaires différences ou ruptures entre libérations et salut ne sont pas le fait d'un artifice, mais d'une « relation personnelle entre Dieu et l'homme ».

Le salut chrétien ne diminue en rien le sérieux des entreprises de libération. Il leur confère une « dimension d'attente de plénitude ». « Elle ouvre ces libérations historiques, culturelles et sociales à un perpétuel dépassement ».

appelé à ses vœux de nouvelles études théologiques pour « orienter la recherche de nouvelles voies en ce qui concerne l'accès des femmes aux ministères et aux responsabilités ecclésiales ».

Les évêques — et cela est relativement nouveau — ont conscience que « comme toute parole humaine », la leur « est située dans un contexte culturel, sollicitée d'une expérience sociale, marquée par un état social donné ». « Mais, ajoute-t-on aussitôt, cela ne signifie pas que le parole de l'Église ne soit que le reflet de ces situations. (...) Pour autant, la parole de Dieu n'est pas enchaînée aujourd'hui plus qu'hier. Et de ce fait, en tant que telle, cette parole libère ».

Le mystère paschal conduit l'Église à « annoncer la liberté réelle à ceux que des pratiques totalitaires, des systèmes économico-politiques ou des manipulations arbitraires condamnent à l'exclusion ». L'expérience de la prière libère, au-delà de tous des « jacobinismes économiques, psychiques ou politiques ». Car le salut est une « force de libération humaine ».

Le salut lui-même a été présenté sous un jour « idéalisé » : la morale, trop uniquement comme un code de règles ; l'éducation chrétienne a été parfois davantage marquée par le peur que par l'annonce. L'autorité de l'Église a été ressentie comme contraignante.

« Si l'Église a pu, historiquement, se montrer libérateur, jusqu'à un certain point, il est radicalement incapable d'une libération plénière, car il méconnaît l'aspiration la plus profonde et la plus essentielle de l'homme ».

Passant au vif du sujet, le document affirme qu'on « oppose parfois de manière dualiste et sans rigueur ce que l'on identifie de façon parcellaire et sans discernement les libérations des hommes et le salut en Jésus-Christ ». Les uns font appel au Christ pour valider une prise de position politique ou être repris dans l'option chrétienne. À l'opposé, d'autres mettent le salut en marge des combats réels des hommes, se montrant ainsi indifférents à l'action du Saint-Esprit dans le monde.

« La relation entre le salut chrétien et les libérations humaines, conclut-on, ne peut se dire en termes de ruptures radicales et en termes de continuité sans faille ».

« Réduire purement et simplement la fidélité chrétienne aux impératifs politiques et culturels des libérations, c'est rejeter et directement les courants philosophiques athées qui ont rejeté tant la foi que l'Église (...) profanes purifiés sur l'homme et attribués dont ils dépendaient ».

« L'importance de la politique, les évêques la reconnaissent, mais ils en soulignent les « limites ». Tout est politique, mais la politique n'est pas le tout de l'homme, elle est impuissante à répondre à ce qu'il y a de plus essentiel en lui : le désir de Dieu. Le grand problème politique est de traduire en force maltraitée. Un certain nombre de catholiques ont à se délier « d'une conception sentimentale et idéologique de la politique dialogique à tout prix. Être absent des luttes, c'est être absent de l'histoire ».

« Le document énumère, d'autre part, un certain nombre de tâches de libération dans les domaines de la sexualité du couple, de la femme, de la famille, de la santé et de la scolarisation, etc. Il convient que l'Église a beaucoup à faire pour vaincre les préjugés et les réflexes socio-culturels qui empêchent une vraie coopération entre hommes et femmes. Il

« Les évêques constatent d'abord que les chrétiens perçoivent une parenté étroite entre l'aspersion générale à la libération et l'attente du salut, mais qu'ils s'accrochent généralement à « ne pas ériger la liberté en valeur suprême », celle-ci devant rester au service de l'homme. Pour les uns, les affaires profanes dépassent la compétence théologique des évêques et l'on souhaite que ceux-ci se contentent dans le domaine religieux. Cette dernière tendance encadre la religion dans le domaine privé ou de la conscience personnelle. Quant à ceux qui réclament de l'épiscopat, il en est qui lui réclament une doctrine sociale, d'autres un engagement politique, d'autres une animation évangélique. Mais ce qui compte avant tout, semble-t-il, c'est que « l'Église, par la voix de ses pasteurs, redonne à l'homme d'aujourd'hui, de façon forte, essentielle de son message, ce qu'il a perdu dans la foi chrétienne ».

« Réduire purement et simplement la fidélité chrétienne aux impératifs politiques et culturels des libérations, c'est rejeter et directement les courants philosophiques athées qui ont rejeté tant la foi que l'Église (...) profanes purifiés sur l'homme et attribués dont ils dépendaient ».

« Réduire purement et simplement la fidélité chrétienne aux impératifs politiques et culturels des libérations, c'est rejeter et directement les courants philosophiques athées qui ont rejeté tant la foi que l'Église (...) profanes purifiés sur l'homme et attribués dont ils dépendaient ».

Libres opinions

Le « pluralisme » des évêques

par PHILIPPE WARNIER (*)

Je ne regrette pas pour ma part les travaux et les confrontations qui ont abouti, en septembre dernier, à la session pastorale sur « Libération des hommes et salut en Jésus-Christ ». Des courants non conformistes ont pu s'y exprimer sans être rejetés, le dialogue a été établi, des problèmes ont dû...

« Que dire maintenant du texte ? Oh ! certes, la première irritation passée, on se dit que certaines avancées sont acquises. Le fait que des chrétiens aujourd'hui vivent leur foi dans la lutte des classes est à peu près accepté. On admet que la parole de l'Église, et celle des évêques, est conditionnée par une idéologie (même si, courtoisement, cela ne semble vérifié que pour le passé, où d'ailleurs on parle des erreurs des « chrétiens » plutôt que de celles des Églises). On reconnaît que les femmes n'ont pas leur place dans l'Église. On admet que celle-ci doit toujours combattre le risque renouveau de l'aliénation religieuse. On accepte le rôle purificateur pour la foi d'un certain athéisme. On veut qu'« être absent des luttes, c'est être absent de l'histoire », etc. Ça et là, on retrouve le vocabulaire des chrétiens engagés dans le mouvement historique de libération.

Cela dit, comment ne pas déplorer que les évêques, une fois de plus, retombent dans un langage idéologique, dualiste et... centré ! On ne parle jamais de la réalité telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être ! L'indicatif devient le mode du réveil ! L'Église est ceci, la morale est cela, les chrétiens sont ceci, les médias sont cela, la politique est ceci, l'école est cela (notons au passage le troublant parenté du langage des évêques avec celui... de M. Haby !)

Et puis on (les évêques...) est toujours au centre, le vérité plane au-dessus des « extrémistes », caricaturée pour les besoins de la démonstration, l'Église est au-dessus des querelles partisans. D'ailleurs il ne s'agit pas de contradictions, mais de « diversité » deux au sens christique et non « analyse », les analyses étant aussi variées et légitimes que les couleurs de l'arc-en-ciel !

Entre les erreurs parallèles de ceux qui veulent faire de la religion une affaire privée et de ceux qui veulent en faire l'Église dans un camp (comme elle n'y était pas déjà), la vérité est au centre, du côté des bons élèves qui attendent des évêques une animation évangélique de leur révision de vie ! Entre la réduction du salut au spirituel et la réduction du salut au politique, la vérité est au centre : ni « rupture radicale », ni « continuité sans faille », etc. On résout les problèmes de façon purement formelle et abstraite alors qu'il s'agit de savoir, oui ou non, « dans les faits », si l'Église de Jésus-Christ traite ou non les pauvres !

Le grand mot des évêques, c'est le « pluralisme ». Alors demandons-nous s'ils sont pluralistes.

Dans la société française telle qu'elle est, à qui profite le réformisme tout admettant qui s'exprime dans les propositions des évêques, aussi généreuses qu'inséparables, visant à « libérer les hommes dans tous les domaines de l'existence » sans aucune allusion aux structures économiques et sociales qui conditionnent la situation actuelle ? Que signifient les références aux valeurs de la famille, au bien commun, à la personne humaine, à la démocratie, au droit et aux institutions ? Que signifie la condamnation de la violence ? N'avez-vous pas déjà entendu chez les zéloteurs de la « société libérale avancée » ce couplet conciliant sur la socialisme : « Si le socialisme, c'est la société enfin réconciliée dans la justice et la fraternité », nous sommes hommes. Mais, hélas ! Français, prenez garde aux totalitarismes...

Les évêques édictent ici le slogan : attention, disent-ils, à ces écueils du « politique d'abord » qui retent à gauche les évêques politico-religieux opérés naguère à droite. Le Père Chau, interviewé par J. Duquesne, observe malicieusement que les gens qui se livrent à ce genre d'arguments, « trottent sur queue », craignent davantage l'engagement réel dans les combats de libération que la confusion des plans !

Enfin, mes Pères, croyez-vous que le principal danger auquel s'expose l'Église aujourd'hui soit de confondre le foi avec le socialisme ?

Où, parmi les nombreux chrétiens vivant leur foi dans le combat socialiste, vous demandez de soutenir Mitterrand ? C'est un dialogue de sourds ; nous essaierons de vous montrer que votre analyse de la société, votre discours théologique (même s'il demeure parole de foi, pour nous, nous l'admettons nettement), vos pratiques sociales, sont largement imprégnés par l'idéologie dominante. C'est à ce niveau-là — non pas par des prises de position de caractère formellement politique — que vous « faites de la politique ». Et vous nous répondez : « Ne nous demandez pas de faire de la politique ! »

Je suis de ceux qui, contestant l'Église telle qu'elle est, n'ont jamais renoncé à un dialogue avec les évêques et croient profondément à leur mission d'unité. Il m'arrive, très souvent, de m'opposer aux arguments de mes compagnons de combat.

Je crois que l'Église, comme le souligne le texte des évêques, doit toujours redire la foi chrétienne en ce qu'elle a « de plus radical et de plus neutre ».

Mais je me demande si pour pouvoir prononcer cette parole, il ne faudrait pas que quelques-uns de ses responsables, dans le coude-à-coude militant, rejoignent physiquement la lutte des masses pour leur libération.

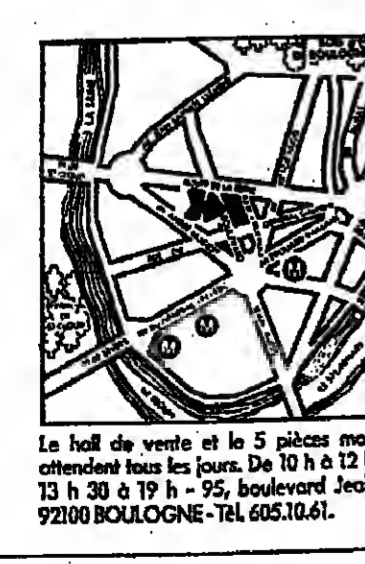
(*) Animateur de Vie nouvelle, membre laïc de l'équipe de coordination à qui a préparé la session pastorale des évêques.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE réservée à nos lecteurs résidant à l'étranger Au sommaire de chaque numéro :

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
* Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
* Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
* Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs : 5, rue des Saussaies - 75222 PARIS CEDEX 08. Téléphone : 770-91-93

Aujourd'hui le Parc du Jour et de la Nuit se construit à Boulogne Première étape le grand H



Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H ceinturé de balcons. Au grand H, les appartements sont spacieux. Du studio ou 7 pièces et duplex, ils bénéficient tous de prestations de haute qualité. Le grand H, au cœur de Boulogne où l'on trouve tout, tout près. Même Paris.

Prix fermes et définitifs. Le prix à la réservation ne variera pas jusqu'à la livraison. Veuillez me faire parvenir votre documentation gratuite sur « Le Parc du Jour et de la Nuit ».

Form with fields for Name, Address, Code Postal, and phone number.

Le concert des Chantiers du cardinal sera exécuté par l'orchestre de Caen en l'église Saint-Eustache le 26 juin à 21 heures sous la direction du père Martin et M.-P. D'Arthe, directeur du Conservatoire. Au programme, deux œuvres d'orgue par Fleury, deux concertos et une sélection de cantates de Bach.

SCIENTIFICS CRÉATION D'UN INSTITUT DE L'URANIUM Plusieurs producteurs d'uranium d'Amérique, du Canada, d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni et de France ont décidé de créer un Institut de l'uranium. Cette société, de droit anglais, dont le siège sera à Londres, a pour but d'assurer une meilleure concertation dans le marché de l'uranium.

la belle époque des grandes croisières à bord du LEONARDO DA VINCI 7 jours : depuis 1.445 F ILES GRECQUES

la belle époque des grandes croisières à bord du LEONARDO DA VINCI 9 jours : depuis 1.435 F GRÈCE - TURQUIE

ÉDUCATION

VERS L'ÉCOLE DE L'AN 2000

(Suite de la première page.)
Le souci d'articuler efficacement celle-ci avec l'école élémentaire qui lui fait suite, et qui inaugure la série des cycles normaux, ne doit pas conduire à anticiper, comme trop de parents sont portés à le demander, sur les acquisitions ultérieures (tel l'apprentissage de la lecture). C'est plutôt à l'école élémentaire de veiller, au moins dans ses premières années, à prolonger le climat de l'école maternelle, qui est une école heureuse.

Redéfinir la relation pédagogique

Le bonheur des rapports maître-élèves et leur efficacité sont étroitement liés au climat de confiance, beaucoup plus que de technicité opératoire. Réduire ce problème à la simple diminution des effectifs des classes, c'est l'étriquer singulièrement en le posant sous l'angle de l'effacement du travail formel du maître.

Sachant que la continuité est la première condition de l'efficacité de l'enseignement, surtout pendant le cycle élémentaire, où les acquisitions, comme les outils, sont faciles, on ne devrait pas faire supporter aux enfants, par un calendrier absurde, les conséquences de l'effacement du travail formel du maître. Cette remarque vaut pour la trop longue interruption des vacances d'été, encore définies comme l'« enveloppe » des vacances de l'adulte. Elle vaut aussi, et surtout, à propos de l'année qui représente, par rapport aux autres pays, le semaine de l'école élémentaire avec l'abandon des enfants le mercredi, alors que le samedi après-midi est chômé et que le samedi matin est réduit, de plus en plus, à une garderie. Cette pratique, qui rétrécit la semaine scolaire à huit demi-journées — alors qu'elle en compte au moins dix partout ailleurs — place les petits Français dans une position d'inégalité évidente par son double défaut : le manque de continuité et la perte de 20 % pendant cinq ans, du temps accordé à la tutelle éducative.

Ce déficit pédagogique s'accompagne d'un déficit social encore plus grave, quoique ignoré. En effet, certains parents peuvent s'occuper de leurs enfants le mercredi ou les faire bénéficier du soutien éducatif de centres d'accueil bien organisés ; mais les enfants des milieux moins favorisés sont abandonnés ce jour-là à l'oisiveté.

Dans ces conditions, il ne faut s'étonner ni de l'abaissement du niveau moyen des élèves à la sortie de l'école élémentaire ni du fait que les enfants des milieux favorisés ne profitent de cette situation, grâce à l'utilisation du mercredi, d'une impulsion scolaire qui leur permet de distancer définitivement, dans les études supérieures, les gros enfants dont la mauvaise organisation de l'école élémentaire a cristallisé les difficultés.

Le remède à cette inégalité sociale comme à l'échec des redoublés — les deux maux sont liés — consisterait tout simplement à donner à la semaine scolaire la continuité qu'elle connaît dans les autres pays et à l'organiser du lundi matin au vendredi soir.

Craint-on l'opposition du puissant Syndicat des instituteurs ? Il n'est pas certain qu'il laisserait compromettre son crédit en empêchant un progrès social. Il est plus probable que les milieux favorisés voudront conserver le privilège de la vacance du mercredi assurés à leurs enfants.

Considérons maintenant le problème de la relation pédagogique dans les collèges et les lycées. Le rapport de la commission Joxe sur « La fonction enseignante dans le second degré » (juin 1973) en a souligné l'importance oratoire. Installez ici sur ces aspects humains. A la différence des instituteurs, qui ont avec leurs élèves de l'école élémentaire des contacts suivis et des moments de détente, les maîtres des collèges et des lycées, sauf initiative individuelle,

ne rencontrent « fonctionnellement » les leurs que pour les exercices du programme et aux heures prévues à cet effet.

Or l'action pédagogique doit être diversifiée dans ses exercices, collégiale dans son organisation et coopérative par la participation des élèves. La connaissance mutuelle et la confiance réciproque sont les conditions de son succès : elles supposent une certaine continuité de la présence et des occasions « informelles » de rencontre. Mais pour cela il faudrait reconsidérer la définition du « service » et il faudrait aussi que les établissements scolaires soient accueillants pour les maîtres au dehors du lieu et de l'heure de leurs « cours », afin qu'ils puissent tranquillement préparer une leçon, corriger des devoirs, recevoir des parents ou des élèves et participer à la vie de la communauté scolaire. Car l'on ne peut pas considérer que la « salle des professeurs » dont l'isolement et le recueillement rappellent plutôt la salle d'attente d'une gare, permette aux maîtres individuellement de se sentir chez eux.

Raccorder l'école à la vie

Entre les aptitudes que l'enseignement général développe et la capacité d'assumer, dans la vie réelle, des responsabilités familiales, civiques et professionnelles, il y a place pour des interventions éducatives dont l'élément capital est l'enseignement technique, avec la variété de ses formes et de ses niveaux. Un défaut majeur de l'organisation de l'éducation en France consiste à méconnaître la personnalité propre de cet enseignement dont le caractère éminent est l'habileté manuelle et la dignité.

On constate, en effet, depuis plusieurs années, que l'enseignement technique est l'objet d'une sollicitude bienveillante, certes, mais paternaliste et naïve, encore inspirée par les complexes déçus sur le travail manuel. C'est ainsi que l'on a cru « enrichir » l'enseignement technique en l'appelant « technologique ». Aussi inopportune est la tendance à réinventer sans discernement vers l'enseignement général — de plus en plus considéré comme plus « noble » — le plus grand nombre possible des éléments en cours de formation dans l'enseignement même appelé « technologique ».

Or le souci de déboucher efficacement sur une profession n'entraîne rien, bien au contraire, celui de préparer les jeunes à maîtriser les transformations par un dépassement convenable de leur spécialisation, ni celui de permettre, ceux qui ont l'initiative et la volonté, d'accéder aux plus hautes ambitions de l'art, de la littérature et de la science. Aneux se trouve solidement assurée la place d'un enseignement technique fortement utilitaire dans la société ouverte à l'éducation permanente.

En tout cas, l'appréhension de l'emploi est, pour le jeune, un sujet d'inquiétude qu'il n'aime pas extérioriser, mais qui pèse sur son comportement, soit qu'il cherche à retarder le moment d'un choix professionnel, soit qu'il prenne en aversion, avant même le terme de l'obligation scolaire, un système éducatif qui ne répond pas à son attente. L'école éduque depuis longtemps qu'elle doit pouvoir chaque jour citoyen d'une formation générale ; mais elle n'est pas encore suffisamment pénétrée de l'idée qu'elle doit aussi, en s'assurant les coopérations nécessaires, procurer un savoir-faire professionnel à tous ceux qui entrent dans la vie active.

Il y a un contraste frappant entre temps qu'elle doit pouvoir chaque jour citoyen d'une formation générale ; mais elle n'est pas encore suffisamment pénétrée de l'idée qu'elle doit aussi, en s'assurant les coopérations nécessaires, procurer un savoir-faire professionnel à tous ceux qui entrent dans la vie active. Il y a un contraste frappant entre temps qu'elle doit pouvoir chaque jour citoyen d'une formation générale ; mais elle n'est pas encore suffisamment pénétrée de l'idée qu'elle doit aussi, en s'assurant les coopérations nécessaires, procurer un savoir-faire professionnel à tous ceux qui entrent dans la vie active.

professionnelle convenable dès la seconde partie du cycle moyen, et ensuite une formation professionnelle véritable, devraient être assurés, aux enfants qui ne réussissent pas dans la scolarité traditionnelle et qui ont droit à l'essai de ce succès dans les nouveaux centres d'intérêt que découvre la préparation à un métier.

La formation des maîtres

Désenclaver le monde scolaire et ouvrir la relation pédagogique à la diversité des tempéraments et des ambitions des individus, comme aux développements économiques et culturels de la société, est un grand dessein. Il appelle une révision radicale de la tradition pédagogique et une modification profonde des mentalités, donc une nouvelle conception de la formation des maîtres.

Par exemple, la poursuite du tronc commun au-delà du cycle élémentaire était la traduction pédagogique d'une utopie égalitaire et niveleuse qui avait cours avant 1950, mais qui n'a pu survivre, tel ou tel, qu'en acceptant la diversification des enseignements, c'est-à-dire en acceptant. A l'opposé de cette conformité à un modèle préétabli, le pédagogue de l'an 2000 sera orienté vers l'optimisation du potentiel de chaque individu ; elle devra personnaliser l'action éducative dans un contexte qui élargit singulièrement l'horizon scolaire ; car l'école reconstruit une valeur pédagogique à des connaissances et à des activités encore étrangères à la parole moins exclusivement liée à un bâtiment spécifique et mobilisera d'autres occasions de réunion ou d'écoute ; elle adoptera une attitude nouvelle à l'égard de la connaissance qui ne sera pas rigide, comme l'imposait, mais largement choisie, qui ne sera pas appliquée aux fins de récitation, mais appréhendée aux fins d'application ; elle encouragera l'action collégiale des maîtres, seule façon de réaliser la convergence et la synthèse interdisciplinaires des matières jusqu'ici trop cloisonnées ; elle aura besoin que les maîtres sachent utiliser, en dehors du cadre scolaire, les « médias » que la technologie moderne met à la disposition des enseignants et des élèves ; pour assurer non seulement la diffusion des connaissances, mais aussi pour permettre à chaque individu de travailler et de progresser à son rythme.

Toutes ces tâches appliquées à la formation initiale des élèves, comme à la formation continue des adultes, y compris l'actualisation des enseignants eux-mêmes, font de l'aptitude à l'autodidaxie l'objectif dynamique de la pédagogie future ; elles méritent que soit inscrite, en tête des préoccupations politiques, la formation des maîtres qui, à leur tour, formeront les citoyens libres et responsables d'une société démocratique.

En guise de conclusion, on peut observer que le système scolaire actuel accommode l'intérêt des élèves à celui des adultes, et tire que si l'on réussit à inverser la situation on aura accompli un mémorable changement.

JEAN CAPELE

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY
FRANÇAIS - ANGLAIS

- Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école.
- Plus de 1000 d'élèves.
- Classes de 8 élèves au maximum de 3 heures par jour.
- Leçons par casques écouteurs dans chaque chambre.
- Examens de Cambridge.
- Salle de piscine ouverte, etc.

REGENCY, RAMSGATE, KENT G.-R.
TÉ : TRAFLET 312-12
au M. BOULLON
4, rue de la Penitence, 93 - EAUBONNE
TÉ : 89-09-23, en soirée.

JUSTICE

AU PROCÈS DU PATRIMOINE FONCIER

L'INNOCENCE DE LA BANQUE

Peut-être faudra-t-il, dans ce long procès du Patrimoine foncier — qui doit durer près d'un mois — rechercher certains jours quelque formule originale d'émulation pour éviter que les débats ne s'écoulent, dans la lassitude faite en 12 jours, l'idée était toute trouvée. Il aurait suffi de plaquer une affiche annonçant : « Journée de la Banque ».

Trois semaines depuis l'ouverture du procès, cette journée ne sera d'ailleurs pas la seule consacrée au rôle joué par certains établissements bancaires, tout particulièrement Neufville-Schlumberger-Mallet (N.S.M.), dans la réalisable faite en 12 jours. L'idée était toute trouvée. Il aurait suffi de plaquer une affiche annonçant : « Journée de la Banque ».

« Il n'est impossible d'expliquer le Patrimoine foncier sans la banque et les banquiers », déclarait dernièrement M. Lipsky. Ce 12 juin, il tenait un peu de revanche : à son tour d'accuser ; mais satisfaction toutefois, car les accusations qu'il porte, même si elles sont fondées, ne pourront suffire à le disculper, voire à atténuer considérablement sa responsabilité.

Avant l'audition des premiers témoins, c'est à M. Fernand Martin, l'un des trois experts commis par le juge d'instruction, qu'il revient d'expliquer en détail comment les comptes des différentes sociétés commerciales du groupe Lipsky, largement délégués, ont pu être manipulés à l'insu de Neufville-Schlumberger-Mallet pour détourner des fonds de l'épargne publique.

L'expert a d'abord fait part de son étonnement devant le nombre de comptes ouverts dans les différentes banques avec lesquelles Lipsky était en relation et devant l'importance considérable des opérations effectuées sur ces comptes. Tout un circuit financier avait été établi pour permettre à Neufville-Schlumberger-Mallet de faire circuler des fonds d'une société à l'autre. Le système n'était qu'une vaste cavalerie de chèques et d'effets de financement, au bénéfice de Neufville-Schlumberger-Mallet, compte tenu des dépenses de la banque, il s'agissait d'un véritable jeu de comptabilité. Neufville-Schlumberger-Mallet avait ainsi pu détourner des fonds de l'épargne publique et les faire passer à l'étranger.

La défense a fait remarquer que dans certains cas, les fonds de Neufville-Schlumberger-Mallet étaient destinés à financer des opérations de placement immobilier et ajoutés que leurs affaires devaient faire l'objet d'une surveillance particulière. M. Schlumberger reconnaît ce manque de surveillance, mais il en rejette toute la faute sur l'un de ses subordonnés, M. Philippe Lecasle, fondé de pouvoir chargé de la clientèle. Ce dernier, dans cette affaire, a semblé faire figure de bouc émissaire.

Un fondé de pouvoir

Chargé d'enquête par la commission de contrôle des banques, M. Herbelot, inspecteur général de la Banque de France est venu à la barre pour affirmer qu'on ne pouvait qu'être surpris d'une telle opération de détournement de fonds effectuée par la banque N.S.M. Il devait conclure que les facilités accordées par celle-ci « étaient nettement disproportionnées par rapport aux chiffres d'affaires des sociétés bénéficiaires ». A près avoir dénoncé cette situation, le

« La cour d'assises de la Vendée a condamné, jeudi 13 juin, à cinq ans d'emprisonnement, deux de ses jurés, ainsi que cinq années de mise à l'épreuve, Michel Roussière, un ouvrier peintre âgé de vingt-trois ans, qui, arrêté le 27 octobre 1973 (le Monde date du 30 octobre), avait créé dans les semaines précédentes, un délit de banque en Vendée en tirant la nuit sur des véhicules. Les jurés avaient atteint vingt-trois automobiles et blessé cinq personnes. Au cours du procès, les experts étaient d'accord sur le degré de responsabilité du jeune homme.

représentant de la Banque de France a provoqué quelques remarques en déclarant que certaines pratiques reprochées à N.S.M. étaient assez « banales » et que ces pratiques à la réglementation étaient souvent tolérées. M. Rémy Schlumberger, président de la N.S.M. en 1970 et 1971, a été lui aussi sévèrement pris à partie lorsqu'il a soutenu que, faute d'informations, le directeur de son établissement n'avait pas de raison de s'inquiéter de la situation des comptes de Patrimoine foncier et des sociétés du groupe Lipsky. « Nous n'étions pas au courant de ces irrégularités », a-t-il déclaré avant d'ajouter : « Nous sommes complètement étrangers à ces sociétés commerciales remboursant la banque avec des fonds d'épargne publique détournés du Patrimoine foncier. Si nous avions eu connaissance d'un détournement, les opérations auraient été aussitôt arrêtées. »

Devant tant d'innocence, le juge a ordonné que Roland Dumais, les défenseurs de M. Lipsky, ont réagi avec vigueur en soulignant que l'existence d'un ordre de virement en blanc prouvait que la banque avait prévu de se payer au besoin sur des fonds du Patrimoine foncier. De plus, il est rappelé que, à l'instruction, M. Schlumberger avait dit la méfiance qu'il nourrissait depuis longtemps à l'égard des sociétés civiles de placement immobilier et ajouté que leurs affaires devaient faire l'objet d'une surveillance particulière.

« Nous sommes complètement étrangers à ces sociétés commerciales remboursant la banque avec des fonds d'épargne publique détournés du Patrimoine foncier. Si nous avions eu connaissance d'un détournement, les opérations auraient été aussitôt arrêtées. »

« Nous sommes complètement étrangers à ces sociétés commerciales remboursant la banque avec des fonds d'épargne publique détournés du Patrimoine foncier. Si nous avions eu connaissance d'un détournement, les opérations auraient été aussitôt arrêtées. »

Pour enrichissement irrégulier de vins

M. DOUMENG COMPARAITRA LE 30 JUIN DEVANT LE TRIBUNAL DE TOULOUSE

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Le parquet a décidé de renvoyer devant la justice M. Jean Doumeng, maire communiste de Noé, conseiller général de Carbone, président d'Intergras. Il comparaitra, le lundi 30 juin, à 14 heures, devant le tribunal de grande instance de Toulouse. Il est poursuivi en sa qualité de président de la Cave coopérative de Longages par le service des fraudes pour avoir couvert de son autorité une opération d'enrichissement de vins estimée irrégulière et portant sur 30 000 hectolitres représentant la récolte 1974 des sept cents viti-culteurs des communes de Noé, Capens et Longages (le Monde date 4-5 mai 1975).

Le service des fraudes déclare que la modification du degré alcoolique des vins a été abusive. Selon M. Doumeng ce n'est pas le cas. Les contrôles du service des fraudes opérés en cours de traitement de la récolte ne seraient pas probants. L'ouverture de ce procès devant le tribunal de Toulouse pourrait être l'occasion d'une manifestation des viti-culteurs appartenant à la Cave coopérative de Longages. Ceux-ci sont, en effet, mécontents de la saisie et du blocage de leur récolte. Le préfet de la Haute-Garonne vient cependant d'annoncer la levée prochaine de cette saisie.

pour autant déterminés à conclure. Des fautes ont été indubitablement commises et en partie reconnues.

Au début de l'instruction, les parties civiles avaient demandé l'extension des poursuites en direction des banques avant que, comme souvent en pareil cas, des transactions (avec N.S.M. d'une part, et la Compagnie financière des plaigants, ne viennent épauler les requêtes des plaigants, sinon leurs soupçons. Aujourd'hui, c'est un tour de main de maître au cause les banquiers et d'expliquer vivement leur attitude. Mais ces derniers ont paru pressés de se présenter devant le tribunal, comme s'ils devaient y risquer leur réputation. Les us n'avaient plus d'adresse, les autres étaient en voyage. M. Rémy Schlumberger a cependant été entendu le 12 juin, et le tribunal a dû imposer pour que le témoin se présente à M. Jean-Pierre Mallet (1) soit recueilli lors d'une prochaine audience.

« La banque n'a provoqué que des rires dans la salle. »

FRANCIS CORNU.

A Rennes

« L'ŒUVRE FRANÇAISE » EST CONDAMNÉE À 3 000 FRANCS D'AMENDE POUR APPPOSITION D'AFFICHES RACISTES.

(De notre correspondant.)

Rennes. — Le tribunal de grande instance de Rennes a condamné, jeudi 13 juin, M. Pierre Sidon, président du mouvement nationaliste « Œuvre française », à 3 000 F d'amende pour infraction à la loi du 10 juillet 1972, contre la discrimination raciale.

A la suite de l'apposition d'affiches de l'« Œuvre française » à Rennes, le 23 octobre 1973, M. Jean-Pierre Bloch, président de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) avait porté plainte avec constitution de partie civile. Une affiche, représentant Mme Golda Meïr, cofondatrice d'une casquette d'officier allemand et portant l'inscription : « A bas Israël, État belléliste, moyen-âgeux, rétrograde, fanatique, métropole d'un empire aux dimensions de la planète. »

Lors des débats, le 15 mai, M. Sidon avait invoqué le droit de critiquer l'État d'Israël comme tout autre État. L'avocat de la LICRA, M. Prêtre, du barreau de Rennes, avait reproché au président de l'« Œuvre française » de distinguer, de manière très artificielle, antisémitisme et antisémitisme. « Vous êtes hanté par la peur biscaïte du July », s'était-il exclamé.

La LICRA obtient 1 franc de dommages intérêts.

(Publié)

BIO-ÉNERGIE

Exceptionnellement ALICE LADAS, de l'Institut de New-York, conduira dans les zones de bio-énergie les 17 et 18 juin. Téléphonez au C.D.P.H. - 326-80-26 entre 12 h. et 19 h.

COLLÈGE SAINTE-BARBE
Établissement d'Enseignement Privé fondé en 1669
Près du Panthéon - 4, rue Valérie, 75005 PARIS - Tél. ODEOP 43-97

Jeunes Gens et Jeunes Filles
Internat (Garçons)

Toutes les Classes Secondaires
Préparation au Concours
Ecoles Supérieures de Commerce
HEC - Sciences politiques - Ecoles Nationales Vétérinaires

Ecole de Commerce et d'Administration
Épreuves d'Admission : Juin et Septembre

Cours de Vacances
Toutes les classes secondaires
du 18 août au 13 septembre 1975

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

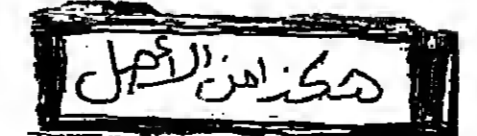
L'ÉCOLE IDÉALE
dans la **RÉGION IDÉALE**

RÉGION DU LÉMAN
Canton de Vaud - SUISSE

- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communication
- paysage de toute beauté - climat sain

SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES
Avenue de la Gare 10, 1002 Lausanne/Suisse
Téléphone 021 27 77 71

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV)



Tourisme

HOTELS TOUTES ETOILES

PARIS

Millionnaires s'abstenir

DES le 1er juillet prochain, la capitale comptera deux nouveaux hôtels de 324 chambres doubles chacun. Leur ouverture simultanée augmentera donc de 1296 lits tout neufs, et tous à des prix « raisonnables », la capacité en hébergement d'un Paris contraint d'avouer bon gré mal gré ne pas savoir toujours que faire de ses jeunes paillards.

modeste des 1 étoile nouvelles normes, le Berthier La Tour dans celle, immédiatement supérieure, des 3 étoiles N.N.

On serait en droit de s'interroger sur l'opportunité d'une vocation hôtelière qui va s'affirmer au sein des chemins de fer nationaux. Pourquoi des hôtels, pourquoi à Paris, et pourquoi dans cette catégorie, dont l'évocation fait volontiers hausser les épaules aux grands jongleurs des trois et quatre étoiles souvent assorties de la mention « luxe » ?

MONACO

Le mastodonte américain

QUAND le bâtiment va, tout va... Si l'adage est exact, alors l'hôtellerie monégasque se porte bien ! Un nouvel hôtel ouvrira ses portes en septembre et, peut-être avant, le Loeu's. Avec ses six cents chambres, ce mastodonte américain compte réunir dans le tourisme de groupe. Une brasserie ouverte la nuit, un restaurant argentin, un cabaret russe, une direction internationale et, pour la cuisine, un conseiller américain : les autres hôtels n'ont qu'à bien se tenir !

La S.B.M. qui a fêté son centenaire en 1963, peut donc offrir en tout quelque cinq cent soixante chambres aux touristes de luxe. Cela paraît bien suffisant. En dehors des quelque deux mois faisant le plein (fêtes de fin d'année, Fêtes, Grand Prix automobile de Monaco et vacances) la fréquentation ne dépasse pas 55 %.

Le Loeu's, construit en 1883 sur le modèle du Grand Hôtel du boulevard des Capucines, a été sept fois agrandi. Il fut longtemps « le » palace de l'Europe des aristocrates et des VIP, Sarah Bernhardt y déclara des vers et Churchill, vieil habitué, y a donné son nom à une suite. Escouffier y travailla en cuisine et, aujourd'hui, celle-ci s'en ressent un peu, hélas !

CLIN D'OEIL

PIQUE-NIQUE EN PRIME

LES Peyraille sont hôteliers à Luchon depuis cinq générations. Les encêtres de la famille recevaient sous Napoléon III les dames à crinolines et leurs équipages quand commençait la saison de la cure thermal, leurs arrière-petits-enfants exploitent les sites d'Edigny un quatre étoiles à l'enseigne sans prétention : Poste de Golf. Cet atavisme leur est devenu une seconde nature.

Face à la conception hôtelière moderne qui dépersonnalise l'accueil et stérilise les conditions de vie des voyageurs, le « style Peyraille », spangne de l'entreprise familiale, a le très notable avantage de réserver des surprises charmantes et des attentions qui ne doivent rien à l'obséquiosité mercantile.

Très vite, les convives se joignent à eux. Tel P.-D. G. venu soigner sa gorge fragile, et dont l'épouse un peu compassée avait montré quelque réticence pour cette partie de campagne, se révèle un baryton acceptable ; telle demoiselle timide et blonde, qui ne lève jamais les yeux et se fait accompagner chaque jour par sa maman jusqu'à l'établissement thermal, a soudain le regard qui pétille comme le feu de bois ; tel vieil Américain habitué de la station depuis quinze ans réclame « la Laitière du val d'Astos » dans une langue que les camarades, à surprise ! — comprennent. Car ils ont parmi leurs chouchous un gars de Luchon qui d'un est revenu d'Amérique fortune faite dans la restauration. Comme autrefois, les jours de marché, les montagnards chantent en se regardant au fond des yeux non pour « les clients à Jeanpot » (M. Peyraille) mais par plaisir, parce que la maison du berger est sonore à souhait quand les téneurs tirent des échos de contrabasse des violons poutres, et que tous ces gens qui jusque-là se saluaient cérémonieusement — ou pas du tout — dans les couloirs de l'hôtel ou sur le terrain de golf, découvrent qu'ils se ressemblent, qu'ils peuvent « se fréquenter » comme on dit.

Autour du feu de bois, dans une grange de montagne, un soir pluvieux de juin, pendant quelques heures au moins on aura goûté aux joies de la simple fraternité des hommes qui se retrouvent tels qu'ils sont.

Ces Peyraille tout de même, quels sociologues !

SCANDINAVIAN STUDENT TRAVEL SERVICE

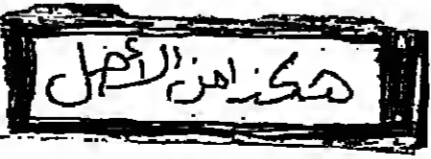
Nouvelle adresse : 5, rue Scribe, PARIS (9^e)

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

- Campagne: CRATEAU SCIPIONNET, HOTEL BEAU SIRE, HOTEL WELCOMER, HOTEL LE MODERNE, HOTEL DU PARC.
Mer: HOTEL BRITANNIA, HOTEL-RESTAURANT LE SABLONNET, HOTEL LE TAMAROU, HOTEL VALSANA.
Province: LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX.
Côte d'Azur: VILLEFRANCHE-SUR-MER, HOTEL WELCOMER, HOTEL DU PARC.
Montagne: HOTEL VALSANA.
Suisse: AROSA (Grisons).

LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
au départ de Berlin, voyages à dates fixes, en autocar ou avec votre voiture, à partir de 135 F.
Tour A: 3 jours / 2 nuits • Berlin - Dresde - Meissen - Leipzig - Berlin.
Tour B: 5 jours / 4 nuits • Berlin - Dresde - Meissen - Leipzig - Wittenberg - Potsdam - Berlin.
Tour C: 7 jours / 6 nuits • Berlin - Dresde - Meissen - Leipzig - Weimar - Eisenach - Erfurt - Potsdam - Berlin.
Départs: 2-9-16-23-30 Juin, 7-14-21-28 Juillet, 4-11-18-25 Août, 8-15-22 Septembre.
REISEBURO de la République Démocratique Allemande

Domaine des Albères
A flanc de montagne, entre la mer et les Pyrénées, le Domaine des Albères est un des plus beaux sites du Roussillon.
Vous n'y découvrez pas seulement une vue admirable, mais aussi un climat particulièrement agréable, tiède en hiver, aéré, chaud juste ce qu'il faut en été quand la côte est étouffante.
Le terrain que nous vous avons réservé au Domaine des Albères est entièrement viabilisé: eau, électricité, téléphone 1mois ou ill.
Vous y construisez vous-même la maison dont vous avez envie - ou, si vous préférez, nous vous aidons à la construire.
Pour tous renseignements, prenez contact avec Centelles -16, rue Armand-Izambard 66000 Perpignan - Téléphone : 1691 50.53.00.
Le Domaine des Albères est à Laroque-des-Albères 1661, à 22 km de Perpignan, à 9 km d'Argelès, à 15 km de Calluire.
Au soleil du Roussillon, il y a de la place pour vous.



سكان السفر

IN PRIME



VOYAGES EN RAYONS

LA SCANDINAVIE AUJOURD'HUI (Editions Jeanne Arède, un volume : 46 F.). — A quel point l'attrait que les terres septentrionales exercent sur le voyageur ? A la nature, à l'histoire, à la pureté des saurs immenses, à la beauté des forêts, à la qualité du ciel et de l'air ? Certes, mais aussi à un très grand nombre de valeurs culturelles, architecturales, artistiques, et à une histoire où les Vikings prennent figure d'hommes légendaires. Jacques Lagros connaît bien le Danemark, la Norvège et la Suède. Et nous montre aussi qu'il les aime.

U.S.A. PRATIQUES (Solar, 64-tour). — Pour ceux qui veulent visiter les Etats-Unis à pied, en bus, en train ou en avion. L'auteur, Marie-Benoîte Allou, a sillonné le pays avant de prendre son stylo. Laver une voiture, débrancher le motel pas cher (mais avec piscine), mener les chevaux d'une roulotte de pionnier, descendre des rapides ? Une — ou des — réponse (s) à chacune de ces questions. (Un volume, 32 F.; disponible chez Greyhound World Travel, 15, rue Daubou, 75002 Paris.)

HISTOIRE DE LA FRANCHE-COMTE (Hachette, un volume : 54 F.). — Journaliste à l'est républicain, Jean Vardier, né dans les Vosges, nous propose, après la Vie quotidienne en Lorraine au dix-neuvième siècle (Hachette), cette histoire de la Franche-Comté et du pays de Montbéliard, au moment où la province se soulevait d'avoir été conquise, velle juste trois siècles et un an, par les armées de Louis XIV. De la préhistoire à aujourd'hui, sans un hiatus.

PARIS AUJOURD'HUI (Editions Jeanne Arède, un volume : 46 F.). — Encore un guide sur Paris, va-t-on dire... C'est vrai, mais ce n'est pas le quatorzième titre de la collection « Aujourd'hui » de Jacques-Louis Delol, les éditions se succèdent. Car l'auteur, qui a déjà à son actif près d'une dizaine de guides, dont plusieurs consacrés à Paris, connaît chaque rue, chaque place, chaque monument, chaque bistrot, chaque hôtel de la Grand-Ville. Il nous livre son savoir, que de belles photographies de Michel Guillard illustrent parfaitement.

SALUT L'ANGLETERRE ! (Seigler, éd. Un volume : 22 F.). — Londres, mais aussi la Grande-Bretagne des campagnes vertes et des bourgs de l'intérieur, celle des Midlands et des Galles, celle des Ecosse et des lacs. Beaucoup de renseignements pratiques (scoth, formalités, douane, etc.) et un chapitre entier sur les différents formules disponibles pour tous les goûts, tous les âges et tous les budgets.

L'ASIE, MINI-GUIDE POUR MINI-BUDGET (Le Point 85, 85, boulevard Saint-Michel, 75006). Un volume : 35 F.). — En dépit des remous politiques qui s'emparent d'elle, l'Asie garde dans le monde du tourisme le vent très en poupe. Un petit manuel en français, pour aller à l'essentiel avec un minimum de moyens (financiers). Cela pour l'Inde, le Népal, la Malaisie, la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie, le Laos, Hongkong, Macao et Formose.

GAILLÉ - MILLAU : 2 000 RESTAURANTS EN FRANCE ET EN BELGIQUE. — 1 912 restaurants français et 99 belges figurent au sommaire de ce dernier guide des destinations de la gastronomie, Henri Gaillé et Christian Millau. Comme d'autres ont leurs styles, leurs spécialités, leurs manières ou autres coqs pour gagner les manches des chefs méritants, nos compères distribuent, eux, des toques.

COLOMBIE - GUATEMALA - BOLIVIE - PÉROU (Uniclam, centre universitaire latino-américain, 8, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris). — Au format 13,5 x 18 cm, chacun de ces quatre petits manuels est bâti sur un modèle Montique. Ils s'ouvrent sur des monographies (présentation géographique, histoire, culture, etc.), la seconde partie étant essentiellement le guide proprement dit (transports, itinéraires recommandés, description des villes, hébergements, conseils pratiques, etc.). (Bolivie : 34 F.; Guatemala : 24 F.; Colombie : 34 F.; Pérou : 45 F.)

MOTELS EN POCHES (Publib, 18, rue d'Annam, 75009 Paris). Un volume : 18 F.). — Le répertoire des 157 motels français, allemands, anglais, luxembourgeois et suisses qui sont au bord de nos routes et autoroutes, autant de haltes bienvenues pour l'automobiliste. Un seul reproche : à force de multiplier les symboles, l'éditeur rend difficile la lecture d'un manuel qui se devrait d'être plus clair.

Vingt-huit maîtres qu'on français et deux belges s'en sont vu attribuer trois, la catégorie des deux toques comptant 149 titulaires (123 Français et 26 Belges) et les une toque 356, dont 303 obtiennent dans l'Hexagone et 45 au pays bel.

VOYAGER EN DIX LEÇONS (Hachette, prix : 26 F.). — Les agences, les associations, les clubs, le tourisme familial, les transporteurs, le vocabulaire du voyage... Une revue de détails rapide, qui peut aider l'aspirant-voyageur à s'organiser avant de faire son choix.

OU MONTER A CHEVAL ? (Diffusion Hachette, un volume : 27 F.). — L'édition 1975 du guide d'Agathe Lamotteux contient des renseignements précis sur près de six cents clubs, et consacre d'autres rubriques aux poney-clubs, aux week-ends et vacances à cheval en France comme à l'étranger. On y trouvera en outre des articles de fond sur l'équitation, le concours, le dressage, la chasse à courre, etc. signés des meilleurs spécialistes. J.-M. D.S.

Tourisme

DÉBAT

LES GUIDES BLEUS VOIENT ROUGE

DEPUIS le texte de Roland Barthes, écrit en 1955, et publié dans ses *Mythologies*, le moindre reproche que l'on adresse aux Guides bleus, dans certaines analyses situées dans la même filiation sociologique, est d'être des « instruments d'aveuglement », des facteurs d'« aliénation », des produits au service de l'idéologie bourgeoise. Via l'indispensable Eisenberger (1965), mais en s'arrêtant (trop brièvement) à Jules Grétry et à son étude sur « les contenus culturels du Guide bleu » (*Commentations*, n° 10, 1967), l'itinéraire fait une brève incursion dans le *Tourisme*, de Marc Boyer, et les particularités de l'ancienne formule des Guides bleus, dont la filiation avec les guides du dix-neuvième siècle ne peut être niée. Mais il serait profondément injuste de ne pas souligner qu'au cours de ses vingt-cinq années de direction, notre prédécesseur, Francis Ambrière, avait largement étendu le champ des collections hors de l'Hexagone, et accompli la mise au jour d'ouvrages nouveaux répondant à des préoccupations très élargies par rapport à la série France. Une étrange coïncidence a voulu que nos critiques les plus récents aient toujours pris leurs exemples parmi des ouvrages, promis à plus ou moins longue éclipse — à rénovation.

Les utilisateurs d'un Guide bleu ne se doutent pas qu'ils transportent, dans leurs pacifiques pégrinations, une bombe à retardement de l'idéologie bourgeoise, une pile à radiations réactionnaire. Pourtant, les textes qui jalonnent ce palmier ont fait l'objet de lectures minutieuses et de commentaires enrichissants de la part de tous ceux qui participent à l'élaboration des Guides bleus et de leurs collections. Ils ne sont pas étrangers à la décision qui fut prise, il y a deux ans et demi, de procéder à une profonde réforme de ces ouvrages. Ils venaient, à leur heure, susciter des prises de conscience ou confirmer certaines convictions, et l'on peut dire que les dix-neuf titres de la « nouvelle génération » des Guides bleus et les cinq titres de la collection « Vieux Guides », s'ils ne répondent pas également à toutes nos espérances, ont largement prévenu les reproches assésés par Bernard Letrivay, notamment dans ses développements sur « l'histoire événementielle » et sur les insuffisances des contacts avec les autres sciences de l'homme.

L'ennui, je ne pouvais le dissimuler plus longtemps, c'est que le mémoire qui a été repris par lui, dans l'ouvrage qui vient de paraître, date de 1973, et qu'il est entièrement fondé sur la seule étude de trois guides de la série France de l'association formée des « Guides bleus ». Echantillon prélevé, on sera rassuré de l'apprendre, « par la technique du son-

VACANCES EN FAMILLE : RIF DJEBLA au Maroc. Voyages vacances tourisme. V. V. T. 5, bd de Vaugirard 75015 Paris - Tél : 538.52.12. 11, quai des Célestins 69002 Lyon - Tél : 37.62.83.

195 F c'est l'Angleterre en voiture par l'Hoverlloyd. 100 à l'heure sur un paquebot volant, c'est un voyage fabuleux dont vous parlerez longtemps. L'HOVERLOYD, c'est Calais-Ramsgate en 40 minutes avec au bout l'autoroute de Londres. Traversée de la voiture à partir de 195 F (suivant dimensions). Vos passagers et vous-même voyagez gratuitement (5 personnes). Brochure, horaires et réservation auprès de votre agence de voyages ou à HOVERLOYD : tél. Calais 34.67.10 Paris 225.33.95.

Le 18 septembre, si vous êtes avec nous à Istanbul, vous rêverez devant les bijoux de Topkapi... Carras

Croisières Carras: la liberté de choisir. Carras. Toutes les salles de bains, air conditionné, moquette, téléphone. — une cuisine raffinée proposant de nombreuses spécialités locales — un institut de beauté et un salon de culture — des boutiques hors-taxes — une piscine — un gymnase deux saunas — une bibliothèque — une discothèque — un orchestre — un cinéma-théâtre — une salle de jeux pour enfants — un tir aux pigeons — des conférences.

Hôtel PLM Saint-Jacques. Dans Paris. Ça fait 3 ans que nous prouvons qu'on peut dire fonctionnel avec l'accent français. Le PLM St Jacques est un grand hôtel, à 5 minutes de Mootparnasse. Un grand hôtel parfaitement fonctionnel. Un grand hôtel déjà rodé : il y a trois ans qu'il est ouvert. 812 chambres ultra-confortables. 12 salles de réunion de 10 à 3 000 places, un secrétariat pour hommes d'affaires, une banque, une agence de voyages, une salle de presse, une liaison avec les aéroports, un parking, voilà pour le fonctionnel. Mais le PLM St Jacques est beaucoup plus qu'une grande machine dotée chaque rouage fonctionne exactement. Le PLM St Jacques d'abord c'est un PLM. C'est-à-dire toute une tradition du savoir accueillir et du bien recevoir. Au PLM St Jacques on a su tirer les leçons de la grande hôtellerie internationale, mais sans oublier que même dans un voyage d'affaires il n'y a pas que les affaires. Alors au PLM St Jacques il reste quelque chose qui s'appelle la douceur de vivre. Et pour ça les Français n'ont de leçons à recevoir de personne.

Tourisme

La Pologne dans la foulée des chasseurs

MORT D'UN BROCARD

Les chasseurs à l'approche sangliers et chevreuils près de la frontière orientale soviéto-polonaise. Ils avaient quitté le chemin forestier et s'engageaient sur un sentier à peine marqué qui lézardait en haies de bois.

son vol presque sous leurs pas et mit sur pied une chevreuille. Ils purent observer tout à loisir sa fuite, car elle ne rentra que fort loin dans le bois.

avoir coupé une branche de sapin qu'il glissa sous le col de la veste du Français encore surpris de sa réussite. L'atmosphère s'éclaircit.

« Nous voulons donner une chance aux Français »

La recherche du trophée n'est pas en effet l'unique but du chasseur, elle est l'aboutissement de la chasse sélective.

loup qui était chassable toute l'année est maintenant protégé et assujéti à un plan de tir rigoureux.

avons sur le plan international car la chasse est un phénomène qui n'a pas de frontière.

quelques trophées de cerfs, de brocards ou de bisons. De même nous avons aussi des territoires à louer pour des groupes.



Dessin de J. Oberthur, extrait de « La Forêt et ses bêtes », Ed. des Champs-Élysées.

les Arcs lancent: "la propriété loisirs compris"



Les Arcs: un site privilégié au cœur des Alpes, près du magnifique parc de la Vanoise.

Aux Arcs, pour la 1ère fois en France découvrez les avantages de la propriété, "loisirs compris".

Avec "la propriété saisonnière loisirs compris", les Arcs vous offrent un "produit" intelligent, complet, parfaitement adapté à notre époque et à vos goûts.

Parallèlement, des conditions tout à fait particulières vous seront accordées sur tous les autres loisirs des Arcs s'enorgueillissent.

En été: outre le golf, vous avez le choix entre le tennis, la piscine, l'équitation, l'escalade, la pêche à la truite, le canoë, le kayak, la gymnastique, le volley-ball, la pétanque, le ping-pong, le tir à la carabine.

le tir à l'arc, les ateliers de bricolage, tissage et photo.

En hiver: le ski reprend ses droits, sous toutes ses formes: ski évolutif, ski sauvage, ski salaci, ski de fond et de randonnée, ski à vol d'oiseau.

En hiver comme en été: vous pouvez retrouver l'animation des soirées musicales, boîtes de nuit, cinémas, clubs de bridge.

Pour les enfants: tout est prévu: de 6 mois à 14 ans, la nursery, la garderie et le club offrent à chaque enfant les activités de son âge et vous proposent, à vous propriétaire, des conditions spéciales.

Choisissez votre période de propriété saisonnière aux Arcs.

Été ou hiver? Il ne vous reste plus qu'à décider, en fonction de vos goûts, du moment de l'année où vous occuperez votre studio.

Chaque année, vous le retrouverez aussi impeccable que vous l'avez laissé, puisque son entretien est assuré par la Compagnie Hôtelière des Arcs.

Quelques exemples de prix:

Table with 2 columns: été, hiver. Rows show different periods and prices.

Les Arcs: la sécurité de la pierre et l'avenir des loisirs.

Form for requesting information about the property, including fields for name, address, and phone number.

Les perdreaux du week-end

Quant à l'organisation de la chasse en Pologne elle est simple. Pour 88 % le territoire est régi par l'association cynégétique.

une véritable encyclopédie:



LE GRAND LIVRE DE LA PÊCHE par P. Laconche M. Poller A. Estoppey, P. Vivier

Le novice comme le pêcheur chevronné trouveront dans cette véritable encyclopédie tous les renseignements utiles pour la pratique de ce sport.

2 beaux volumes reliés, sous coffret de luxe format 27,5 x 20, 310 pages plus de 1.000 illustrations en noir et en couleurs.

Bibliothèque des Arts, 3, place de l'Odéon - Paris 633.18.75

DES PLACES AU SOLEIL:

RIF DJEBLA au Maroc: voyages vacances tourisme V.V.T. 5, bd de Vaugirard 75015 Paris - Tél: 838.52.12

GUIDES UNICLAM

Amérique latine: l'invitation au voyage. Pérou - Guatemala - Bolivie - Colombie ...

Les premiers et les seuls guides complets sur l'Amérique Latine, son histoire politique et son économie.

Expositions d'artisanat - Voyages toute l'année - Circuits Séjours - Bases - Réunions d'information - Films et diapositives - Tous les soirs à 20 heures.

Form for requesting guides, including fields for name, address, and phone number.

QUELQUES PRIX

Le prix d'une action varie suivant la richesse du territoire du club chassé, entre 3 000 et 10 000 francs.

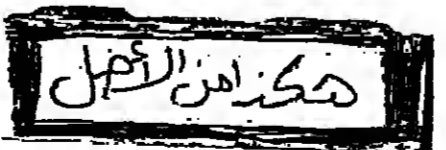
INSCRIPTIONS TARDIVES:

RIF DJEBLA au Maroc: voyages vacances tourisme V.V.T. 5, bd de Vaugirard 75015 Paris - Tél: 838.52.12

Malaga le Maroc votre voiture et vous

à bord de Massalia départ hebdomadaire de Marseille

Pour plus amples renseignements adressez-vous à votre agence de voyage affiliée aux Croisières Proquet.



سكنة الفن الأصيل

Tourisme

LE PRÉSIDENT CHEZ LOUIS XIV

A Versailles, le château s'agrandit

Le château de Versailles, qui resta avec le Vatican le monument le plus visité d'Europe, tournera le lundi 16 juin une nouvelle page de sa longue histoire de sa reconstruction. Le joyau du roi Soleil offrira à cette date aux visiteurs de nouvelles salles dont le réaménagement s'est étalé sur plusieurs années. M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'inauguration officielle en compagnie de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la Culture, et des principaux donateurs, pour la plupart étrangers, dont le généralité et palatés l'insuffisance du budget consacré à la direction des musées de France.

de Marie-Antoinette, un tapis de la Savonnerie, le court-poinçon enroulé du lit, ont été ramenés à Versailles après avoir été offerts par des collectionneurs, pour la plupart américains. Toujours dans la chambre de la reine, les soieries brodées ont été reliées par les soyeux de Lyon, les tissus des sièges rebrodés, le lit et l'impériale dorés. Dans l'appartement de la dauphine, plusieurs tableaux du XVIII^e ont été posés entre lambris, glaces et étoffes pour recréer le décor disparu. L'orgue de salon du dauphin récupéré à l'église Saint-Sulpice a été placé dans le grand cabinet.

Trop de succès

La distribution des appartements de Mme de Maintenon a été revue selon le schéma établi personnellement par Louis XIV en 1685. La restauration s'est également appliquée à l'appartement intérieur du roi, le grand cabinet de Mme Victoire et le grand appartement où de nombreux tableaux, sculptures et forçades ont été placés, notamment dans le Galiléa des glaces. Mais, là encore, sans la générosité des donateurs américains, ces collections n'auraient pu être réunies, car si, avec ses trois millions cinq cent mille visiteurs par an, Versailles reste le château de France possédant les plus grosses recettes, celles-ci lui échappent pour tomber dans la caisse commune des Musées de France.

baissé à Versailles depuis l'an dernier. Mais, d'année en année, les touristes sont en augmentation. Le mois dernier, ils ont été 30 % de plus qu'en mai 1974. Douze mille entrées sont enregistrées en moyenne chaque jour, mais les dimanches et jours fériés leur nombre atteint cinquante mille. De la place d'Armes transformée en gigantesque parking, un flot ininterrompu pousse les visiteurs en direction de la statue équestre de Louis XIV, où se forment de longues files d'attente. Le château se trouve aujourd'hui menacé par son succès. Pour parvenir à apercevoir le boudoir de la reine ou le lit du roi, les participants à cette grande kermesse de la curiosité historique se bousculent, s'entraînent et forcent le passage des portes, dont les montants, peints et sculptés, sont aujourd'hui détériorés. Même le vapeur d'eau dégagé par la respiration des visiteurs attaque les glaces.

L'affluence des touristes pose également des problèmes de sécurité. Il ne se passe pas de jour sans que les pompiers du château aient à intervenir pour porter secours à des personnes prises de malaise ou frappées de l'idée d'un incendie qui pourrait se déclarer avec des visiteurs dans les salles. Faudra-t-il en venir à régler le rythme des visites en faisant appel à l'électronique ? A la conservation du château, on y pense. L'ordinateur chez Louis XIV, c'est peut-être pour demain, mais c'est, là encore, un problème de crédits, et aucun Américain fortuné n'a jusqu'ici fait don d'un ordinateur.

DAMIEN RÉGIS.

Déplacées par la Convention, les plus belles pièces du mobilier devront en grande partie à M. Gérard Van Der Kemp, membre de l'Institut, conservateur en chef du château, leur retour à Versailles. Cette nouvelle phase de restauration et notamment, concernent le Petit Trianon, où les botaniers de la petite salle à manger et du salon de compagnie ont été reliés, du même que les deux portes de place de la première antichambre. Chaque pièce du Petit Trianon a retrouvé sa couleur d'origine - vert d'eau rehaussé de blanc, - ainsi que des bordures de glaces et ses dessus de portes sculptés et dorés.

Dans la chambre de la reine, grâce à des documents d'archives, le décor de l'alcôve et du lit a été entièrement reconstitué tel qu'il était à la veille de la Révolution. Des pièces exceptionnelles, tels notamment le serre-bijoux

Les Batignolles avec le cœur en écharpe

(Suite de la page 17.)

Que veut-on construire par exemple à la place du marché des Batignolles ? Un gros pâté au rez-de-chaussée ou quel on trouvera, cela va de soi, un garage, un parking et un poste d'attente. Le marché ? Hop ! au premier étage ! Débrouillez-vous avec vos cabas : il n'y aura pour ainsi dire plus de marché. Plus haut, tous les mètres carrés que les règlements pénalisent. Le premier projet prévoyait qu'ils seraient à usage de bureaux ; il fut refusé par l'administration parce que insuffisamment social. Du social, on va vous en donner, mes bons messieurs ! Et les bureaux sont devenus des logements pour quelques dizaines de milliers de modestes et que la Caisse des cadres palera bien évidemment la compensation au promoteur, auquel le terrain est loué par la Ville, un prix dérisoire, car on voit pas ce qu'il y a de social dans cette opération.

un foyer d'animation entre l'Opéra et le Palais-Royal ? Le projet des Batignolles est navrant. Celui du Temple, dans le genre fleur, prix de Rome qui se renouvelle, est à peine moins. Pour le marché Saint-Germain, c'est une autre affaire. Les architectes ont fait un effort pour traiter correctement un problème insoluble et conserver en particulier les arcades de Blondel. Mais construite au-dessus de ces arcades plusieurs étages de verrières et bloquer l'espace central, quel est que cela signifie au point de vue de la déontologie architecturale ou du simple bon sens ? Groupés en association, les habitants du quartier ont présenté un contre-projet, excellent qui assure la restauration intégrale de l'ancien marché, lequel fut surélevé et, surtout, libéré à l'intérieur des arcades un vide, une place, un lieu de rencontre et de liberté, oh ! combien nécessaire dans un quartier, où, encore une fois, l'on ne peut

se déplacer qu'en se bousculant, en s'asphyxiant, en assésant les pieds de son voisin. Et ce projet prévoit 7 000 m² d'équipements sociaux. Alors ? La parole est à la Rue de Valenciennes. Vous nous avez fait, l'an dernier, messieurs de la culture, de belles, justes, courageuses déclarations sur la sauvegarde du dix-neuvième siècle parisien. Nous vous avons applaudis, nous vous avons soutenus. Nous ne sommes pas tout à fait sûrs que la partie soit gagnée. Certes, ces affaires sont délicates, les projets incriminés sont souvent fort anciens, et c'est un vrai travail de Sisyphe que de résister aux promoteurs (et à leurs appuis politiques) qui se sont littéralement rués sur le dix-neuvième siècle depuis que celui-ci est en vogue et protégé. Eh bien ! voilà une excellente occasion de prouver votre détermination. Pour le marché Saint-Quentin, nous n'insisterons pas ; on l'a laissé se dégrader à un tel point qu'il sent un peu trop fort le casson, et l'idée n'est pas mauvaise de construire sur son emplacement un hôtel, à deux pas de la gare de l'Est et de la gare du Nord. Mais pour le marché Saint-Germain, pour le carré du Temple, pour les anciennes, des Batignolles, l'histoire vous regarde et l'opinion publique vous soutiendra.

ANDRÉ FERMAIGIER.

LIBERTÉ DÉTENTE : TRIP DJEBLA au Maroc. Voyages vacances tourisme. M. V. T. S. bd de Valenciennes. 75015 Paris - Tél. 5.39.52.72. 11, rue des Capucines. 89002 Lyon - Tél. 37.62.83. NOM... ADRESSE...

VACANCES EN CORSE avec LVJ. PORTO POLLO sur le Golfe de Valinco. Village de vacances au bord de la mer - ski nautique - voile - fado - bivouacs - excursions - randonnées - danse. Départ toutes les semaines du 1^{er} juin au 30 septembre. A partir d'un semaine à partir de 360 F de dix-huit ans. (toutes activités comprises) transport en supplément. LOISIRS ET VACANCES DE LA JENNESSE 4 et 6, rue de Châteauro-Landon. 75010 PARIS - Tél. 203-20-50. Informations aux adhérents L.V.J. A découper et à retourner à L.V.J. NOM... Prénom... Adresse... Je désire recevoir la fiche technique « PORTO POLLO » (1), la brochure L.V.J. (1). (1) Rayer la mention inutile.

Jeunes de 15 à 18 ans Vacances enrichissantes en France avec LVJ. MONTGENEVRE (Hautes-Alpes). Escalade, kayak, randonnée à pied et à bicyclette. Activités manuelles, sportives, culturelles. 3 semaines du 1^{er} au 23-7-75. PRIX : 1.050 FRANCS. Transport train : 140 francs. ESCOBIEN (Sud-Finistère). Voile initiation et perfectionnement. Découverte de la Bretagne : camping, randonnées à bicyclette. Activités sportives, manuelles et culturelles. 4 semaines en JUILLET et AOUT. PRIX : 1.200 FRANCS. Transport car : 100 francs. LOISIRS ET VACANCES DE LA JENNESSE 4-6, rue de Châteauro-Landon. 75010 PARIS - Tél. 203-20-50. Informations aux adhérents L.V.J. A découper et à retourner à L.V.J. NOM... Prénom... Adresse... Je désire recevoir la fiche technique : ESCOBIEN (1), ESCOBIEN (1), la brochure L.V.J. (1). (1) Rayer la mention inutile.

HOTEL PALACE. 6586.96371 LYOONNE (Toscan) En face des Bains Pansaldi avec cabine gratuite pour nos clients. A trente minutes des endroits spectaculaires de la Venise, des centres touristiques de Pise, Lucca, Florence. Embarkement pour les îles de l'archipel Toscan et pour la Corse. (Publicité)

sciences & avenir. Service de grande information scientifique propose chaque mois un dossier complet et de nombreuses rubriques permettant à un public cultivé de suivre l'actualité du progrès scientifique et l'évolution de la recherche dans le monde. « Sciences & Avenir » vous propose également : « LES PROMENADES DE LA SCIENCE » qui organisent trois voyages scientifiques exceptionnels pour l'été 1975. INDONESIE : Une grande première avec le professeur Brousse du 8 au 28 juillet 1975. Plus de 100 vols au service de Sumatra aux petites îles de la Sonde avec 200 pour terminer ce voyage. Vous grimpez sur les pentes du trop fameux et dramatique Tambora à Sumatra. Vous ne quittez pas l'archipel indonésien sans visiter les merveilleux temples de Borobudur et Prambanan. Frais de participation : 6.250 francs. ISLANDE : Volcanisme et Géologie du 23 juillet au 3 août. Altitude, circuit en autocar, hôtels et campement. L'Islande, pays des volcans vivants, un des seuls endroits au monde où l'extrême nord, des îles atlantiques de 8.000 km² surface, preuve tangible de la dérive des continents. Frais de participation : 1.850 francs. GRAND NORD : Croisière avec Paul-Emile Victor sur « le Mermoz » (Cia Paquet) sur le thème : « L'épopée polaire, géologie et glaciologie », côtières, partie des Lapons et des ours blancs ; vous côtierez la banquise, visiterez les fjords profonds et lumineux et admirerez le soleil de minuit. Frais de participation : de 4.950 à 1.850 francs. Pour tous renseignements, téléphones aux Promenades de la Science, 20, 27-28 et 37-40. Si vous voulez recevoir un numéro de « Sciences & Avenir » à titre de spécimen, veuillez nous renvoyer le bon à découper 14-16, rue de la Butte, 75008 PARIS. Si vous voulez recevoir une documentation gratuite sur nos voyages, veuillez nous renvoyer le bon à découper aux « Promenades de la Science », 14-16, rue de la Butte (19).

POUR VOS VACANCES PENSEZ CROISIERE, à tous les prix sur toutes les mers... CROISIMER une sélection des plus importantes compagnies de croisières. Il y a certainement une agence de voyages agréée CROISIMER dans votre ville pour vous conseiller efficacement.

ROB. R. BONAVENTURE

VAL D'ISERE c'est aussi l'été. CAR VAL D'ISERE, L'ETE C'EST : LE SKI SOLEIL SUR GLACIER. Les stages d'initiation et de perfectionnement à la compétition "SAVI" (vidéo - tests chronométrés) • Toute la gamme de cours de l'ESF • Le ski d'été à gogo en toute liberté. C'EST EGALEMENT LE REPOS DETENTE (Tennis, Piscine, Bain-therapie, cheval, Pêche, Bâtiment, escalades et bien sûr... LE SAFARI VANOSIE.

L'Angleterre par le train...ou en voiture.

car-ferries Sealink aéroglisseurs SEASPEED. Avec le car-ferry vous choisissez la détente à bord d'un grand navire, vous profitez de la mer et vous choisissez la traversée qui vous rapproche du but. Toute l'année, de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et, en été de Cherbourg à Weymouth. Avec l'aéroglisseur vous choisissez la vitesse, 100 à l'heure, ou ras des vagues, sur un coussin d'air, une demi-heure de Boulogne ou Calais à Douvres. Service direct Paris-Londres (train + bateau* et train + aéroglisseur). Billets mini-tour pour 4 personnes, transport gratuit de la voiture. *tarif de nuit pour les jeunes de moins de 26 ans. Renseignements : agences de voyages et pour recevoir la brochure 1975, adressez ce coupon à AIR TRANSPORT - Agent général : 4, Rue de Surène - 75008 Paris. NOM... PRÉNOM... ADRESSE... SNCF

IRS, français, quelques prix, Malaga le Maroc votre voiture et vous, Massala, PROQUET



Plaisirs de la table

« JERSEY FOR EVER »



L'île merveilleuse n'échappe point à l'inflation générale. Certes, le porc-mait n'y coûte toujours un quart de livre le verre et les touristes français (on en attend 200 000 cette année contre 50 000 en 1967), profitant d'un change favorable, font ici leur plein de parfums français, de savons anglais, de Eurlberry's et de cachemires. Mais les prix au restaurant ont augmenté de 20 % et (par compensation, selon la fallacieuse conception de tous les restaurateurs du monde) on fait appel à des produits de qualité moindre. Du moins en général et, sur les sept cents hôtels et guest houses, une trop grande majorité use du surgelé, de la mayonnaise sucrée-en tube, des fromages de plâtre de nos usines françaises, des vins du négoce.

Et encore, au chapitre des reproches, cet amalgame des coutumes alimentaires anglaises et italiennes. Cela donne d'affreuses choses comme ce repas officiel au Grand Hôtel d'ailleurs un des plus médiocres de l'île, un autre repas au grill sinistre à pu nez corvinaire. Comme à n'importe quel hôtel, les menus sont confus, le flambage en salle, les fautes d'orthographe sur les cartes en français, les fautes de composition dans les mets, la morgue enfin, quelquefois, du personnel.

Cela dit, qu'il fallait dire une seule chose pour inciter les touristes jersiais à ne pas relâcher leurs efforts et les touristes français à savoir choisir leurs points de chute), l'île reste l'incomparable et séduisant dépaysement qu'apprécient les initiés. Une oasis de calme et de verdure, d'air vivifiant et d'amitié, dans un autre monde : l'Anglo-Saxon. Un monde qu'il faut accepter en bloc depuis « l'early morning tea » jusqu'à la valse (ou, la valse, en 1975) de l'orchestre de l'hôtel, après dîner, lorsque les ladies ont décroché les rideaux de grand-maman pour s'en faire des robes longues. Accepter et surtout essayer de comprendre. Et alors, combien ce monde étranger, celui de l'« impropre », comme disait déjà Balzac, devient passionnant !

Est-il besoin de redire que le meilleur restaurant de l'île est le Sea Crest (à Petit-Port, tél. : GEN. 426-87) ? Mon dernier repas dans l'île fut ici : homards de Jersey à la nage, côte de bœuf et Yorkshire pudding-salmon. Un merveilleux équilibre gourmand. Mais il convient de noter les autres classiques : le Lobster Pot à l'Etacq, tél. : WEST 1931, le Mooringe (à Gorey, tél. : EAST 633) où l'on sert la soupe au coq.

Le Portlet Hotel à Saint-Brelade, tél. : GEN 41-2084, où les excellents menus du chef français Bournaque (2 livres 1/2, moins de 25 de nos francs !) proposent une entrée, un consommé, un potage, un plat de viande (dont l'éblouissant buffet froid aux six viandes et salade panachée), un dessert et le plateau de fromages, café compris !

Et encore, dans un autre style, à Saint-Helier même, le Bistro Borralino (12, Castle Street, tél. : 38-29) aux souriantes, serveuses et à l'ambiance jeune.

Au fil des jours, j'ai découvert (ou découvert) toujours quelque chose à Jersey, un stilton blanc amusant et frais, un spiritif français inconnu en France, le Dubonnet « blonde », les tabourets couverts de vison du bar du Water's Edge à Bouley-Bay, tél. : NOETH 7771 où malheureusement une nouvelle direction néglige la cuisine : le Habibbourg bar du Château de Valence à Saint-Fréde où tous les soirs, à 10 heures, on lève sa choppe à l'empereur François-Joseph.

Enfin les étonnants Olga et Wallace Warren (Old Smuggler à Ouisné) ont le mérite de vendre du vin français au verre dans leur si amusant pub. Il ne désemplit pas.

Le concours culinaire propose toujours, hélas des plats à la préparation tarabiscotée. Mais, cette année, nous avons remarqué les prestations des jeunes apprentis anglais du Highland's College. Le jeune J. Troy, notamment, présente quelques plats simplement

savoureux. Nous voudrions lui donner un prix spécial. Bien des chefs n'en mériteraient pas autant !

Voilà maintenant trois découvertes. D'abord un bistrot Découvertes (à Rosel, tél. 61-198). Face à la mer, très bien décoré, amusant aussi, nous avons, chez George Skelley, apprécié un gratin dauphinois strict et de bon goût, des soles de Douvres magnifiques, une collection de « coffees » triés, gaëlic, mais aussi au rhum, au calvados, au cognac, etc., amusante.

On connaît Old Court House Hotel, élégante maison de Gorey. Mais j'ai trouvé, à Saint-Aubin, le minuscule Old Court House Inn (Saint-Aubin's Bay, tél. Cent. 41-158). Dans une vieille maison (la cheminée du bar porte la date de 1868), quelques chambres toujours retenues et un petit restaurant de cuisine originale : bouillabaisse de Jersey, spars ribs, anguilles grillées. Le service, assuré par de jeunes personnes aux longues robes d'autrefois, est vif et souriant.

Enfin, je voudrais parler plus longuement d'une grande découverte, La Place Hôtel.

Voilà un relais de campagne en puissance (l'île en compte déjà un avec le Longueville Manor, à Saint-Saviour, tél. Cent. 255-011 pour lequel l'an dernier je n'aurais pas été très tendre. Mais je crois qu'il y a un nouveau chef et la maison, aussi bien, est charmante).

Les chambres confortables et élégantes du La Place Hôtel (à Saint-Brelade, route du Coin, tél. Cent. 44-281), la suite admirablement meublée, dominant sur la piscine, tout cela est digne du meilleur relais. Mais encore le restaurant Le Caribbeel est remarquable. M. Manfred Fichtl, le manager, affable et précis, s'est constitué une belle équipe, en cuisine comme en salle. Le service est impeccable. La cave, une des plus belles de l'île (c'est généralement par les vins que la restauration pêche, ici), l'administration déjeuné d'un homard à

la nage, d'asperges de Jersey, et d'un caméléon au gratin. Le menu prix fixe à 2,75 livres (plus 10 % - le service, ici, ne dépasse jamais 10 %) est plein de tentations. Le steak au poivre satisfait mon coéquipier Pierre Androuet (qui, comme moi, considère le stilton comme un des grands fromages du monde et s'en régale arrosé d'un porto vintage). Une voisine apprécie le caneton d'Aylesbury, rôti à l'anglaise, après un hachis inattendu.

Oui, le La Place Hôtel et son restaurant Caribbeel sont vraiment la découverte, cette année, du festival gastronomique de Jersey.

LA REYNIÈRE.

LA BOUTEILLE DU MOIS

Je ne saurais trop conseiller aux amateurs d'avoir - l'année dernière - la réédition du précieux livre de Pierre Brejeux, « Les Vins de Loire » (Série du vin de France, 5, avenue du Coq). Même si ce dernier semble préférer les blancs aux rouges et, à propos de l'appellation tournaise, écrit qu'on ne les rencontre guère que dans le pays même !

On commence, au contraire, à les trouver sur les tables parisiennes, ces petits vins que Brejeux appelle aussi des « petits miniers », issus du cépage Gamay et défilés à boire dans leur flacon.

L'étiquette dont je veux vanter les mérites : Gamay de Touraine Henri Martonneau viticulteur à Solignol (Loir-et-Ch.) Vieux cépage Gamay M. Martonneau est un vigneron que l'on me dit jeune, actif et enthousiaste. Il pratique encore ce qu'on appelle la cueillette « en panier », qui laisse le raisin intact, mais est de petit rendement. Il vendange lorsque le raisin est très sec. Cela donne à son vin un fruité, un goût de raisin frais légèrement parfumé de framboise. J'ai été conquis.

L. R.

AM

Daudet... dans le vignoble!

Pierre Bert in vino veritas

L'Affaire des vins de Bordeaux.

«Quelle plume, ce Bert!» D.D./Le Canard Enchaîné

«Il trafiquait joyeusement le vin. Devenu écrivain, Pierre Bert raconte avec truculence comment et pourquoi!» Jean Laborde/L'Aurore

«De la verve, le sens de l'image, du trait aigü, et un style endiablé dont l'allant est assez irrésistible. En un mot, du talent!» Roland Gaüner du Vignoble/Le Quotidien de Paris

«C'est vraiment un roman d'aventures. Le lecteur marche, court : on oublie presque le scandale!» Patrick Berthomeau/Sud-Ouest Dimanche



ALBIN MICHEL

Le retour des castors

VERRONS-NOUS bientôt des castors dans la région parisienne? Ces sympathiques rongeurs, bien qu'ils répandus dans toute la France, où même dans les lieux ont gardé leur ancienne appellation de bièvres.

Après la dernière guerre, les castors ne subsistaient plus que dans une seule région: la vallée du Rhône et les rivières voisines. Un zoologiste du C.N.R.S., M. Bernard Richard, parvint, grâce à son opiniâtreté, à les localiser et à étudier leur curieux comportement; ses travaux lui ont valu une notoriété internationale.

Par la suite, B. Richard introduisit des castors dans une petite réserve naturelle au lieu dit Brouessy, à la source de la Mérenbasse, non loin de Trappes (Yvelines); le terrain appartenait à l'Institut national de la recherche agronomique.

En quelques années, Brouessy devint un milieu privilégié pour les naturalistes, et plus d'une vocation y a éclos. En mars 1974, un jeune journaliste qui y avait fait ses premières armes, J.-P. Jacob, membre à M. Claude Fossier, président de l'Association française du W.W.F. (1), tout l'intéressé que présenterait la rénovation du site

de Brouessy et sa transformation en parc naturel à castors.

Peu de temps après, une réunion rassembla, avec B. Richard et J.-P. Jacob, plusieurs animateurs de la Fédération des jeunes pour la nature (2), J.-P. Steiger, R. Saignes, J.-P. Beau et R. Bonnesud; la décision fut prise de lancer une grande campagne nationale pour la sauvegarde et la réintroduction des castors.

« Floc »

Baptisée « Opération Floc la Castor », elle vise à créer des parcs à castors dans plusieurs régions de France. Grâce à l'INRA qui donne le terrain, et à l'aide de l'établissement public de Saint-Quentin-en-Yvelines, le premier de ces parcs est donc en train de voir le jour sur l'emplacement de l'ancienne réserve de Brouessy. Dès cet été, des membres de la Fédération des jeunes pour la nature vont collaborer à cette réalisation en aménageant les lieux.

Par ailleurs, les réintroductions de castors continuent à travers la France. Ils ont déjà été réimplantés en Bretagne, en Alsace, en Haute-Marne, en Haute-

Animaux

Savoie, etc. Ces opérations sont reconscées, avec bien d'autres détails sur la vie des castors, dans le récent livre de P.-H. Plantain: Aux pays des castors (3).

Cet auteur animera, le 18 juin prochain, de 14 h. 30 à 16 h., une table ronde sur les castors - dans l'auditorium de la FNAC, 136, rue de Rennes, Paris-6^e. Les participants seront: D. Frauch, rédacteur en chef d'Okapi, P. de la Grange, J.-P. Jacob, R. Bonnesud, le chanteur J. Nery (qui chante la Ballade des castors du Rhône) et un ingénieur de l'Office national des forêts.

Réintroduire des castors est certes très bien. Mais faut-il donc toujours attendre qu'un espèce ait disparu pour s'apercevoir qu'elle est intéressante? Réintroduira-t-on un jour les renards, blaireaux, ou martres que l'on massacra aujourd'hui sous prétexte de rage, de nocivité, ou pour leurs fourrures?

JEAN-JACQUES BARLOY.

(1) Ou Fonds mondial pour la nature, 23, rue d'Anjou, 75008 Paris. (2) 42420 Loreste. Anciennement Jeunes Amis des animaux et de la nature. Publie l'intéressant mensuel Panda-Chouette. (3) Stock, 32 p.

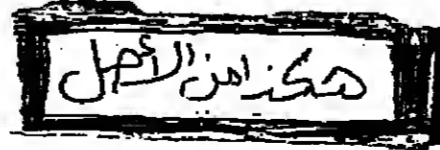
Advertisement for 'Rive gauche' featuring 'Le Petit Zinc', 'Le Furstemberg', 'Le Münche', and 'Aissa Fils'.

Advertisement for 'Rive droite' featuring 'Marius et Janette', 'FLO', and 'Pierre'.

Advertisement for 'COPPER BAR', 'MAISONNETTE RUSSE DE PARIS', and 'LA TOUR CELESTE'.

Advertisement for 'TERMINUS NORD', 'BARCELONA', and 'CHATEAU DE BARBE BLANCHE'.

Large advertisement for 'AU COLISEE' restaurant, featuring a circular logo and text about monthly menus.



Maison

QUATRE BOUTIQUES POUR UN TOUR DU MONDE

PARIS compte suffisamment de boutiques d'artisanat pour faire un tour de France, et même du monde, de ses différentes techniques. Quelques nouvelles boutiques présentent des créations originales qui mettent en honneur le travail manuel.

fond vert, rouge ou bleu : petits bureaux-sécrets et coffres (530 F), que l'on peut équiper en bar en y insérant un porte-bouteilles en liège. La vaisselle est représentée par diverses poteries : celles de Matra, blanche à dessins bleus, de Barcelon, marron clair à motifs jaunes ou provenant de Tras-os-Montes, en faïence noir mat, colorée à la fumée de feu de bois, et allant au four. Des couvre-lits à tissage serré et des tapis en relief s'accompagnent de tissus assortis, venant au mètre (130 F) pour réaliser coussins et dessus de sièges.

La jeune New-Yorkaise

Une jeune New-Yorkaise a ouvert, dans un coin pittoresque du XVI^e arrondissement, une boutique, Workshop, où elle réunit les créations d'une quinzaine d'artistes sans amis. On y trouve mêlés — dans une juxtaposition de couleurs et de matières — les vestes multicolores et les abat-jour que l'hotesse invente d'un crochet imaginaire, des rideaux en macramé de jute, des miroirs encadrés de bois peints et des coussins, portails de valises de cirage, ou en sole peinte (de 50 à 200 F). De cet entassement d'objets colorés émane une chaleureuse am-

biance où « artisanat » rime avec « amitié ».

En traversant la Seine, on aborde aux îles de la Seine. De ces rivages lointains, Colette Tourtelier a ramené des objets usuels et des pièces de collection. Parmi celles-ci, nous avons remarqué des marionnettes habillées de batik, et dont les têtes sculptées représentent déesses et êtres démoniaques. Provenant du théâtre d'ombres ancien, d'autres marionnettes, à silhouette découpée dans le métal, ont été achetées à un Indonésien centenaire. De l'artisanat de Bali et de Java émergent deux pôles d'intérêt : le rituel et le bétel. Pour apprêter le premier, des tamis superposés constituent un original cuseur à vapeur (150 F). Pour contenir le second, les artisans ont façonné des boîtes de toutes sortes : animal en métal argenté, boîte ronde à ciseaux et boîtes de paille et à secret, à tiroirs imbriqués et caches dissimulés dans les parois.

JANY AUJAME.

- * Scorpion, 89, rue de Rennes, 75006 Paris.
* Evora, 77, rue de Rennes, 75006 Paris.
* Workshop, 121, rue du Château, 75014 Paris.
* Des de la Sonde, 7, rue Saint-Roch, 75001 Paris.

Mode

Bergères aux Tuileries

C'EST habillée de neuf par Miss Dior que les hôtes de l'office du tourisme de Paris s'apprêtent à accueillir les visiteurs étrangers et français attendus dans la capitale cette année.

En tenue pratique, confortable et lavable, à robe-tailleur bleu de France et chemisiers imprimés, elles vont se trouver bergères, sans chien ni boulette, des voyageurs déposés par les cars entre les Champs-Élysées et la cour Carrée du Louvre, où se déroulent les principales manifestations.

Elles parlent couramment deux langues étrangères, connaissent tout, ou presque, sur la capitale et ses environs. En plus de leur mission d'accueil, elles suivent des cours de géographie générale sur les régions françaises.

On les reconnaîtra cet été grâce au bandeau qu'elles ont dans les cheveux, assorti à leur chemisier à manches courtes et à leur insigne : une caravane rouge stylisée, en émail, créée par le joaillier Chaumet. À partir du 15 octobre, elles porteront une jupe et un blazer de linage toujours du même bleu, une blouse à manches longues et une cape.

Dans les sept bureaux d'accueil de la capitale, elles distribueront, dès la semaine prochaine, le nouveau guide Paris et la région parisienne, ouvrage, notons-le, de grande qualité.

NATHALIE MONT-SERVAN.



Croquis de MARCQ.

CHRISTIAN DIOR : tenue d'été des hôtes de la Ville de Paris, dessinée par Marc Boban d'une robe-tailleur bleu de France, et chemisiers imprimés, assortis à la taille sur une jupe à godets. Le chemisier de tricot, imprimé de chevrons marron et de fleurs bleues sur fond blanc, est assorti au bandeau à pans qui remplace le col.

Les parents ça sert à quoi ?

QUE pensent nos enfants ? Comment vivent-ils et rêvent-ils leur vie en famille et leur avenir ? A partir d'entrevues approfondies avec des enfants de huit à onze ans et d'une enquête statistique portant sur près de cinq mille réponses à un questionnaire paru dans Frisonnet, l'Union des œuvres Fleurus a réalisé un montage audiovisuel de dix-huit minutes intitulé Regards d'enfants sur la famille. Le but de ce document est de servir de base de réflexion à des adultes ; une brochure rassemblera les propos des enfants parus en septembre.

En butte à de multiples interdictions : « Défense de marcher sur les pelouses », « Défense de

jouer dans les escaliers », les enfants ne veulent pas de la ville que nous leur offrons. Ils aspirent à vivre à un rythme plus humain, à la campagne par exemple : « Plus tard, j'habiterai à la campagne ; loin de la pollution des villes qui sont si bruyantes » ; « Je vivrais dans un chalet, seule avec mon mari et mes enfants. » Les dessins de maisons, entourées de jardins, d'arbres, d'animaux et de fleurs abondent.

Comme l'adulte, l'enfant est soumis, lui aussi, à une sorte de « métro-boulo-dodo » ; sa vie se déroule selon l'alternance lever-école-cantine-classe-dîner-télé-coucher. « Il faudrait que l'on sorte plus tôt de l'école, que l'on ait plus de temps libre pour jouer. » L'importance du jeu est très grande : presque tous prévoient dans leur habitation future une salle de jeux pour leur progéniture. Mais, durant ses loisirs, on peut parfois s'ennuyer : « Les autres petits enfants ne viennent pas souvent jouer à la maison, car

manman est fatiguée », soupire une petite fille. Par manque de place ou de temps, les citadins reçoivent peu les amis de leurs enfants ; à la campagne, c'est différent : « J'ai des camarades dans tout le village ; on joue au ballon, aux quilles, on fait du pain à roulettes ». Ils ressentent aussi un manque de communication avec leurs parents : « Je jouerai avec mes enfants comme je voudrais que mon père le fasse » dit Bruno, onze ans. « Je m'occuperai de mes enfants, je jouerai avec eux à la veillée et je les écouterai pour mieux les comprendre. Je voudrais être un papa-copain », dit Jean-François, huit ans. La vision de la famille qu'ils fonderont plus tard est généralement conformiste : tous les stéréotypes — père au travail, mère au foyer — réapparaissent. « J'aurai deux enfants, Jean-Michel et Nathalie ; la fille sera blonde et ressemblera à sa mère, et le garçon à son père. » « Lorsque je serai grande, je conduirai petite voiture et j'irai les commissions, je préparerai les

Jeunes

repas. Le soir, je regarderai la télévision. Le dimanche, j'irai à la messe. » « Je causerai le soir avec mon mari ; nous porterons de son travail à lui. » « J'aimerais que ma femme ne travaille pas pour qu'elle ait le temps de faire le ménage et de s'occuper des enfants. » « Ça sert à quoi servir une famille ? Ça sert à nous joindre manger, à nous habiller et à nous déshabiller. » « Ça sert à aimer. » Ces deux réponses laisseront rêveurs de nombreux parents.

MICHAELA BOBASCH.

* Editions Fleurus, 31, rue de Fleurus, 75006 Paris.

Variations sur la mode et les parfums. — Pris sous le charme des œuvres de Chéret, de Cappiello, de Mucha, de Marty, de Domergue, de Gruau, M. et Mme Carven-Groc n'ont pas résisté au désir de révéler à leurs contemporaines l'histoire de la mode et du parfum, de 1850 à nos jours, à travers l'affiche, grâce à une exposition itinérante. Pour réaliser ce projet, ils ont trouvé le concours enthousiaste de M. Alain Weil, conservateur du Fonds d'affiches de la bibliothèque du Musée des arts décoratifs, de Mme Viaux, de la Bibliothèque Forney, de Mlle Delpierre, du musée Carnavalet et de Mlle Deslauriers, du Centre de documentation du costume. Après avoir été « affichée » à Paris, à l'hôtel de Sens, à Rouen et à Grenoble, cette prestigieuse collection va passer, du 16 juin au 31 décembre, par Toulouse, Nice, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Poitiers, Montpellier et Aix-en-Provence.

Une visite à Jonah

LES protecteurs des dernières baleines passent à l'action. Le 27 avril, à Vancouver, où s'étaient rassemblés vingt-cinq mille sympathisants, deux navires de l'expédition « Greenpeace V » ont appareillé pour le Pacifique nord où de nombreux autres bateaux les rejoindront. Ces navires vont s'opposer pacifiquement aux cinq flotilles de chasse soviétiques et japonaises qui doivent exécuter cet été quelque dix mille baleines. L'opération est soutenue par les Amis de la Terre, le projet Jonah pour la protection des cétacés, l'Association des saboteurs de chasse, etc.

Les navires émettront des cris de détresse de cétacés afin d'écarter les baleines à fuir, et des Zodiacs s'interposeront entre les cétacés poursuivis et les chasseurs de façon à interdire au canonier de tirer. Premier résultat enregistré : un responsable japonais a déclaré qu'il avait ordonné aux bateaux nippons d'arrêter toute confrontation avec ceux de l'expédition « Greenpeace V ». On espère que cette action finira par contraindre les gouvernements du Japon et de l'Union soviétique à accepter un moratoire de dix ans sur la chasse à la baleine. — J.-J. B.

* Projet Jonah, 21, rue de Valenciennes, 75014 Paris.

(D'autre part, le Nouveau Carré (70, rue Réaumur, Paris-3^e) accueille depuis le 31 mai et jusqu'au 28 juin une exposition-antenne organisée par le projet Jonah sur les baleines, leur chasse et leur protection. Projections les mercredis à 17 heures et les samedis à 12 heures.)

Publicité pour Gaston Lèbre : « La coupe sur cheveux secs, c'est notre sur mesure ». Texte décrivant les services de coupe et de coiffure.

Publicité pour FUTURES MAMANS FUTURA. Prêt à porter spécialisé, 31, Avenue de La Motte Picquet - Ecole militaire.

Publicité pour école palas méthodes audio-visuelles. Cours individuels en dactylographie, expression, comptabilité, secrétariat, orthographe.

Publicité pour Omega Time Computer électronique. Montre numérique affichant l'heure, les minutes, les secondes, la date.

Publicité pour URG07. Ne colle pas là où ça fait mal. Pansement adhésif hypoallergénique.

Publicité pour Courmèges. Soldes le 13 et 14 juin. Adresse : 40, rue François 1^{er}, 46, rue fg-saint-honoré, 49, rue de Rennes, centre commercial saint-didier.

Publicité pour JEAN LUCE. Charme de la tradition insolence de la jeunesse. Art de la table, décoration, listes de mariage.

LE MONDE
DES LOISIRS
LA BOUTEILLE DU MOIS
ANIMAUX
ET ARQUET SEPTEMBRE-OCTOBRE-NOVEMBRE



ozonair, un des plus anciens installateurs de traitement de l'air, à toujours assimilé les techniques nouvelles et été le premier à les appliquer.

Il y a 15 ans **ozonair** fut le premier en France à réaliser l'environnement des ordinateurs.

En 1975 **ozonair** met à la disposition des industriels les moyens les plus modernes d'économie de l'énergie.

Quels que soient vos problèmes de conditionnement d'air industriel, l'organisation actuelle d'**ozonair** permet de résoudre les plus complexes, qu'il s'agisse d'une salle de mécanographie, d'une animalerie, d'un laboratoire, d'un local industriel, etc.

Pourquoi **ozonair** ?

- Près d'un demi-siècle d'expérience
- Qualité de ses techniciens
- Unité de fabrication et d'essais ultra-moderne
- Implantation nationale décentralisée
- Service maintenance de tout premier ordre : 400 contrats d'entretien dans le domaine de l'informatique.



ozonair s.a.

Avenue du Pacifique
BP 64 - 91402 ORSAY
Tél. 907.78.31 - Télex : 69228 F

AGENCES: LYON - TOULOUSE - STRASBOURG - MARSEILLE - LE HAVRE - BRUXELLES

LE CONFLIT DU «PARISIEN LIBÉRÉ»

DANS LES HAUTS-DE-SEINE

M. Cabanes, rédacteur en chef à l'A.F.P., est grièvement blessé dans un attentat

Cet acte visait son homonyme rédacteur en chef au « Parisien libéré »

M. Bernard Cabanes, rédacteur en chef à l'A.F.P., a été grièvement blessé, dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 juin, par l'explosion d'une charge de dynamite déposée devant la porte de son appartement, 11, rue de la Porte-Jumeau, à Garches (Hauts-de-Seine). Transporté à l'hôpital Raymond-Poincaré, M. Cabanes a subi une longue intervention chirurgicale. Ce vendredi matin, les médecins désespérément réservés sur l'état du blessé, qui selon eux resterait critique pendant trois jours encore, bien qu'aucun organe vital n'ait été apparemment touché.

Il semble bien que les auteurs de l'attentat aient commis une erreur et cherchaient sans doute à atteindre un autre journaliste, homonyme de M. Bernard Cabanes et rédacteur en chef au Parisien libéré. Ce dernier s'est déclaré « catastrophé » en apprenant l'attentat dont son confrère

venait d'être victime. « Cette homonymie est à déplorer, mais elle ne doit pas servir de prétexte à des déclarations de déontologie, à l'indignité M. Cabanes à Europe 1, puisqu'il avait été arrêté à son poste par la police algérienne et détenu un certain temps. Quand nous nous voyons, nous en plaisantons ».

Le rédacteur en chef au Parisien libéré, d'autre part, affirme qu'il n'avait reçu aucune menace de mort directe, mais qu'il avait été l'objet d'une véritable « campagne de harcèlement téléphonique » à la suite du conflit entre la direction de son journal et les ouvriers du Livre.

L'explosion s'est produite à 1 h 20 du matin. Le journaliste de l'A.F.P. ayant entendu du bruit sur le palier, est allé regarder par l'œil de la porte. Une très forte déflagration a alors secoué l'appartement, projetant les tables à 3 mètres en arrière.

Touché à l'abdomen et aux jambes, et perdant son sang en abondance, celui-ci est parvenu à se hisser sur le palier, où les secours sont rapidement arrivés. La femme et la fille de M. Cabanes n'ont pas été atteintes par l'explosion, qui a provoqué d'importants dégâts matériels. Une demi-heure après, une forte odeur de dynamite persistait dans la cage d'escalier.

L'enquête a été confiée à la brigade criminelle. Le commissaire Pierre Obayoli, chef de cette brigade, est arrivé, peu après 2 h 30, sur les lieux de l'attentat où l'avaient précédé les enquêteurs du Laboratoire municipal et M. Yves Rodin, maître de Garches. Seul le frère de la victime, M. Pierre Cabanes, qui demeure dans le même immeuble, a pu donner quelques renseignements aux policiers : « J'étais sur mon balcon au moment de l'explosion,

a-t-il expliqué. Peu avant, j'avais remarqué un homme, vêtu d'un costume beige ou marron, qui s'enfonçait de résidence en cours, dans un silence absolu. Cette minute plus tard, une portière de voiture a claqué ».

Une autre attentat a été commis, à la même heure, visant le domicile de M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière. À 1 h 25, une charge de dynamite a été déposée devant la porte de l'appartement du dirigeant syndical, 14, rue du Stade à Montrouge (Hauts-de-Seine), explosant et provoquant d'importants dégâts dans la cage d'escalier.

LA JOURNÉE D'ACTION C.G.T.-C.F.D.T.

Nombreuses manifestations contre la « répression antisyndicale »

La journée de protestation contre la « répression antisyndicale », organisée le 12 juin par la C.G.T. et la C.F.D.T. avec l'appui de partis de gauche, a surtout été marquée par des défilés et des meetings dans de nombreuses villes de province. Quelques arrêts de travail ont eu lieu à Marseille, à Nice, à Lorient ; la grève d'agents de l'É.D.T. décidée par la C.G.T. n'a pas eu de conséquences sur la distribution du courrier, sauf à Moulins, près de Pau.

À Paris, un défilé de la place de la République à la place de la Bastille eut lieu, entre 17 h 45 et 19 h 45, quarante à soixante mille participants selon des membres du service d'ordre de la manifestation (douze mille selon la préfecture de police).

« Non à la répression, non aux violences policières, non aux méthodes patronales. » Ces slogans résonnaient le soir de la manifestation à Paris. Préfédérés des dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T., notamment MM. Georges Séguy et Edmond Maître, et soutenus par des milliers de militants, MM. G. Marchais (P.C.), G. Sarré (P.S.), Loncle (radicaux de gauche), la délégation du Parisien libéré avait pris place au tête du cortège qui s'est formé boulevard du Temple.

Dernière le Comité intersyndical du Livre parisien et le syndicat du Livre C.F.D.T. venaient les syndicats de journalistes et de multiples groupes des grandes imprimeries : Néogravura, Georges Lang, Del Duca, Imprimerie nouvelle, ainsi que de tous les grands quotidiens de la capitale, puis des délégations de fonctionnaires, d'agents de la R.A.T.P., d'universitaires et de professionnels du spectacle.

Une foule colorée, criant d'une seule voix : « Patrons au pilon, Amarty en prison ! » Beaucoup d'ouvriers, en tenue de travail : typographes en salopette, la poche de poitrine parfois gonflée d'articles et de tracts, postiers de service de tri, en blouse grise, chemisés, en bleu de chauffe. Des immigrants prirent des tambourins, rythmant le chant des militants. « Les patrons licencient, licencient les patrons. » Ailleurs, une pancarte insolite était accrochée à l'arrière, celle des prostituées.

Dans ce cortège, enfin, des jeunes, beaucoup de jeunes. Ils se mêlent aux délégations syndicales ou se groupent sous les drapeaux rouges de la Ligue communiste révolutionnaire et scandent, pour une fois, le même slogan : « Défense des libertés syndicales. »

Un certain nombre de manifestations tiennent en laisse des chiens policiers, attribués d'une livrée blanche, ornés d'inscriptions humoristiques : « Attention, je suis méchant. » Ou encore : « Non aux chiens névrosés d'Amarty. » Un colicot trotskiste réclame, « contre les bandes armées du capital, l'autodéfense ouvrière ».

Alors que le cortège se dispersait à 1 boulevard Beaumarchais, quelques petites échauffourées ont opposé des militants trotskistes aux membres du service d'ordre cégétiste, qui agitaient les mains et chantaient sur l'air des lambeaux de la chanson de Bergeron, Leudier, des services de tri, en blouse grise, même combat ! »

LES RÉACTIONS

LA FÉDÉRATION DU LIVRE (C.G.T.) : une nouvelle provocation.

La Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. a publié vendredi matin le communiqué suivant :

« À la suite des attentats qui ont eu lieu dans la nuit du 13 au 14 juin 1975 aux domiciles de M. Cabanes, de l'A.F.P., le blessé grièvement, et du secrétaire général de Force ouvrière, le bureau de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. condamne avec vigueur de tels agissements, dont le caractère provocant et fascisant ne vise qu'à discréditer auprès de l'opinion publique la lutte courageuse que mènent les travailleurs du Livre et leurs organisations C.G.T. avec leurs camarades du Parisien libéré pour la défense de leur emploi, des droits syndicaux, du droit de grève et la liberté d'expression. Ces attentats sont, à l'évidence, le fait de provocateurs et ne peuvent en aucun cas être confondus avec la lutte responsable des travailleurs du Parisien libéré ».

« Avec cette nouvelle provocation de caractère fasciste, la question se pose : à qui profite-t-elle ?

« Tout en se réservant de donner toutes suites utiles à cette diversion, la F.F.T.L.-C.G.T. appelle l'ensemble des travailleurs de la profession à la plus extrême vigilance ».

M. SÉGUY : extrême vigilance.

Interrogé vendredi matin par Radio-France, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré :

« Nous sommes de toute évidence en présence d'une provocation de caractère fasciste ».

Un huissier s'est présenté rue d'Enghien

Comme le Monde l'a signalé dans sa dernière édition du 13 juin, un huissier de justice auprès du tribunal d'instance de Paris, M. Jean-Marie Romerio, s'est présenté jeudi 13 juin, en fin de matinée, aux imprimeries du Parisien libéré, rue d'Enghien et rue des Feuilles-Bonnes. Usant de la plus grande discrétion pour signifier aux dirigeants syndicaux, MM. Gilbert Jull et Jean-François Treney, la sommation de cesser l'occupation des lieux, il a même réussi à échapper à la vigilance des journalistes qui « campent » devant l'imprimerie depuis mercredi.

Les représentants syndicaux se trouvant dans l'imprimerie du Parisien libéré, interrogé par un journaliste de l'A.F.P., ont fait connaître des extraits du procès-verbal que leur a remis l'huissier.

Par ce texte, l'huissier ordonne aux occupants de quitter les lieux qu'ils occupent dans la société dont il s'agit, de faire place nette et remettre les clés, leur déclarant que, faute de ce faire, il allait procéder sur-le-champ à leur expulsion de ladite société.

« Vu les réponses, que j'ai prises pour refus de satisfaire au présent commandement, ajoute le texte, j'ai saisi de mes opérations, étant dans l'impossibilité de les mener à bien à défaut de la force publique que je me suis promis d'appeler requérir ».

« Sa mission accomplie, l'huissier a quitté l'immeuble. Il n'y a eu aucun incident ».

Le Syndicat du Livre s'adresse aux policiers

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., qui se fait l'écho, dans un communiqué, d'informations de source sûre « selon lesquelles les forces de police interviendraient dans la nuit de samedi à dimanche prochains au Parisien libéré, et se félicite de la prise de position courageuse de différents syndicats de personnels de police ».

Nous la dénonçons et la condamnons catégoriquement.

« De telles méthodes sont absolument étrangères à notre conception de l'action syndicale. Et les travailleurs du Livre comme ceux des autres professions ont de sérieuses raisons d'être indignés par ces attentats dirigés contre le Parisien libéré, ils ne peuvent que réprovoquer de tels actes de violence ».

« En vérité, ces attentats visent plus les travailleurs du Parisien libéré que les personnes au domicile desquelles ils ont été perpétrés ».

« Ils prouvent que les forces armées de la classe ouvrière reculent devant rien pour arriver à leurs fins. Ils rappelleront s'il en était besoin la nécessité pour les travailleurs de faire preuve, dans ces circonstances, de la plus extrême vigilance ».

« La C.G.T. exige que les coupables soient recherchés et remis à la justice ».

LA C.F.D.T. : on encourage la montée de la violence.

La C.F.D.T. déclare, vendredi, dans un communiqué :

« La C.F.D.T. condamne les attentats criminels et insupportables qui, cette nuit, ont visé le domicile du secrétaire général de Force ouvrière et ont blessé grièvement un journaliste de l'A.F.P. ».

« Le gouvernement en porte la responsabilité essentielle. Non seulement il appuie de tout son poids le patronat dans ses actes de répression antisyndicale, mais, ces derniers jours, il a laissé développer, sinon encourager, l'emploi de méthodes fascistes par une partie du patronat. Ce gouvernement, qui se targue de la multiplication des milices patronales armées, véritable police privée, encourage la montée de

La violence et les provocateurs de tout acabit.

« Quant au C.N.P.F., son soutien des émeutes et les procédés inquiétants de ses affiliés le condamne tout autant ».

« C'est le mouvement ouvrier français, les manifestations d'hier l'ont encore montré, qui est, dans notre pays, la garant de la défense et de l'extension des libertés, le barrage contre les violences policières et patronales, l'astuciosité et le fascisme ».

LA FEN : une provocation criminelle.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN), dans un communiqué, « condamne les odieux attentats ».

« Au-delà du responsable d'une centrale syndicale, c'est l'ensemble du syndicalisme qui est atteint et qui ressent douloureusement cette provocation de nature criminelle ».



SOLDES ETE 75

ARNYS

14, RUE DE SEVRES - 75007 PARIS. I.T. 76.99

Costumes 450 F.
Vestons 250 F.
Pantalons à partir de 120 F.
Blousons toile 95 F.
Blousons drap 290 F.
Sahariennes 190 F.
Chemises 35 F.
Cravates 39 F.

Un confort et une élégance typiquement britanniques

Rover **Jaguar**

PARIS
5^e - Paris France Garage
10-12, rue de Bellefond - 878.26.54
16^e - Garage Foch
25, rue Paul-Vaury - 727.31.02
17^e - Garage Sarrailh
21, avenue Kléber - 353.57.45
17^e - Els J. Savoye
237, bd Raspail - 380.83.14
17^e - Véhicules Paris Motos
114, rue Condorcet - 272.06.60
19^e - Garage des Ardennes
3-5, rue des Ardennes - 203.30.73

LA GARENNE-COLOMBES
Els Baral S.A.
49, bd de la République - 242.24.08
LEVALLOIS-PERRET
Garage Wilson
116, rue de Président-Wilson - 757.42.82

ST-OUEN
Car Service 93
45, bd Jean-Jaures - 465.64.79

ARGENTEUIL
Sarril S.A.
1, rue de Grande-Ceinture - 961.70.61

BOULOGNE
Sogel
10, rue Sédard-Depoin - 464.17.61

ROVER : à partir de 51.490 F

PARIS
6^e - Raspail Véhicules Automobiles
89, bd Raspail - 548.22.99
9^e - Paris-France Garage
10-12, rue de Bellefond - 878.26.54
12^e - Grand Garage d'Aligre
23, rue Sébastien - 343.31.00
15^e - Grand Garage d'Aligre
32, rue d'Aligre - 250.11.30
16^e - Garage Foch
25, rue Paul-Vaury - 727.31.02
16^e - Alfa
4, avenue Kléber - 353.57.45
19^e - Garage des Ardennes
3-5, rue des Ardennes - 203.30.73

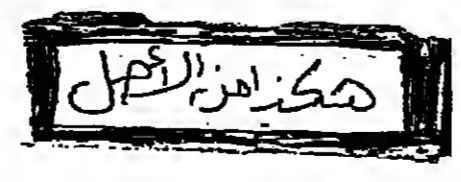
LA GARENNE-COLOMBES
Els Baral S.A.
49, bd de la République - 242.24.08
S.A. Bretagne
5, rue de Bretagne - 757.44.40
LEVALLOIS-PERRET
Franco-Britannic Autos
23, rue P.V. Coimier - 759.90.24
LEVALLOIS-PERRET
Garage Wilson
116, rue de Président-Wilson - 757.42.82

NEUILLY
Alfa
15, avenue de Madrid - 624.71.40
BRANCY
Garage Maggi
68, avenue Jean-Jaures - 284.18.43
LA VARENNE
Garage du Château
4, avenue du Château - 883.18.68

JAGUAR : à partir de 68.900 F

PARIS
116-117, rue de France - 422.31.59
BOULOGNE-S/SEINE
Central Garage
110, avenue Victor-Hugo - 604.47.14

POUR LES CONCESSIONNAIRES PROVINCE : s'adresser à Edith Leyland France - B.E. n° 22 - 95101 Argenteuil - 982.08.22.



C.G.T.-C.F.D.T.
testations
antisyndicale

Ces milices qui n'existent pas

(Suite de la première page.)
En 1952, après une grève dans les usines alors installées à Nanterre, le directeur, M. Pigozzi, décide un lock-out suivi d'un réembauchage par lettre individuelle. A cette occasion peut être mis en place un premier appareil de surveillance des syndicats et de prévention des mouvements sociaux. En 1959, après l'absorption de Ford-France, la firme démantée à Poissy, et profitant d'une indispensable réorganisation des services,

opère une nouvelle sélection. On fait aussi venir de la main-d'œuvre italienne, à l'époque industrielle et peu exigeante, respectueuse de l'ordre et du patronat.
Dans la même temps, on recrute des anciens d'Indochine qui vont former tout à la fois la base de la maîtrise et celle de l'encadrement du syndicalisme, où dans de petites spécialités ces anciens militaires sont, depuis, passés réguliers, certains même chefs d'équipes ou contremaîtres.
... Mais comment expliquer que des militants C.F.T. soient souvent compromis dans des actions violentes ? « Cette attitude ne regarde que nos militants pris individuellement », expliquent M. Simak. Ce n'est pas parce qu'un militant est en possession d'une quittance de gaz, lors de son arrestation, qu'on met en cause le C.G.T. Et, d'ailleurs, nos militants ne sont pas encore plus souvent que d'autres victimes d'agressions de la part de gens de syndicats adverses ?

A Chartres

UNE IMPRIMERIE BIEN GARDÉE

De notre envoyé spécial
Chartres. — Après mille détours dans le labyrinthe d'une cité nouvelle à Chartres, l'imprimerie du Parisien libéré est là, sur la zone industrielle, à l'angle de la rue Vincent-Chevrand (ancien maire) et de la rue Viaminck. Pour atteindre ce bâtiment protégé, pour parvenir en ces lieux interdits que la rumeur publique supposait, avec un peu d'exaspération, presque mieux défendus que Fort-Knox, rien de plus simple : il suffit de franchir les papiers — de toute façon, chacun est invité dans la quartier depuis le 31 mai dernier — puis de sauter une à une les cases d'une sorte de jeu de l'oie policier, pour finalement se retrouver devant la porte de l'imprimerie.
Minca évantage finalement, puisque cette porte reste interdite à toute personne étrangère au service. C'est ainsi que les locaux du « P.L. », une bâtisse blanche à évanouissement d'un entonnoir de machines agricoles qu'une imprimerie de journal n'est exécutante qu'à ceux qui la gardent ou qui y travaillent. Toute autre personne est invitée à circuler, sauf les journalistes auxquels on laisse tout de même le droit de regarder, mais de l'extérieur. Situation « presque caricaturale » : un journal à peur... des journalistes.

M. MICHEL PONIATOWSKI DÉMENT L'UTILISATION DE CHIENS POLICIERS
M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a démenti formellement, dans un communiqué publié ce vendredi 13 juin, l'affirmation selon laquelle des chiens seraient utilisés par la police pour disperser des manifestants ou pour faire évacuer des locaux. M. Poniatowski qualifie cette affirmation de « mensongère » et ajoute que « ces accusations ridicules illustrent une fois de plus la mauvaise foi de leurs auteurs ».
(Pour ce qui concerne le conflit

Maitres et lacrymogènes

Parfois, les interventions sont plus brutales. Le 3 mai 1973, à Reims, devant la porte de l'ancienne usine Pihard, en grève partielle (neuf cents salariés, la moitié d'O.S.), un meeting de protestation se déroula après le licenciement, dans d'obscures circonstances, d'un travailleur algérien. Survint un commando arrivé de Paris, à la tête duquel se trouvait un chef d'équipe de Levallois, ancien délégué C.F.T. et membre du SAC, un contremaître de l'usine Leblanc de Javel et un contremaître de l'atelier « grande peinture » de Javel. Les agresseurs dispersent les manifestants en pleine rue à coups de matraque et de carouches lacrymogènes. Trois jours plus tard, ils escortent les cars d'ouvriers immités prélevés à Levallois pour relancer la production à Reims.
Un autre exemple : au mois de novembre 1971, un candidat C.G.T. aux élections de délégués du personnel de Levallois, M. Messaoud Benhabib, est l'objet d'incessantes pressions pour qu'il se désiste. Un mois plus tard, il est victime de malade, trois hommes s'introduisent chez lui et le ramènent de force à l'usine où il subit une nouvelle leçon de morale. Parmi eux, un certain

La mobilisation de l'encadrement

Point de mire de la vie économique et sociale, le régime Renault connaît une situation moins tendue que celle de l'anti-grève-chrom-buse « y » développe sans cesse, se limitant, semble-t-il, toutefois jusqu'à présent, au moins à Billancourt, à l'encadrement de la maîtrise et à un intense travail idéologique et psychologique auprès du personnel en période de conflit. La très officielle « volente » n'entraîne plus personne, même quand elle prend la liberté d'opérer hors de l'usine, ce qui a quand même valu à la direction de présenter des excuses à un collègue et à un pharmacien confondu, à cause de leur blouse blanche, avec des techniciens en vadrouille.
En revanche, à Flins, les choses sont allées plus loin. Marquée par le dur grève de mai 1969 et par l'immixtion fréquente d'éléments extérieurs à l'usine, la direction a, elle aussi, mobilisé l'encadrement physique, comme ce fut le cas en 1968, lorsqu'un commando de la Gauche prolétarienne pénétra dans l'usine avec l'intention de venger Gilles Tautin, mort pendant les événements de mai. Sur les vingt et un mille salariés de l'usine, la direction parvint à mobiliser deux mille, soit pour remplacer les grévistes soit pour les intimider. Lors de la grève des O.S. du Mans, en mai 1971, le lock-out ayant été déclaré à Flins, agents de maîtrise, techniciens et agents de méthodes se relayèrent en « 3 X 8 » pour garder l'usine en permanence.

Des incidents viennent à point souligner des ripostes vigoureuses. Un pavé lancé dans la voiture d'un gréviste entraîne une manifestation de quelques jeunes ouvriers et d'étudiants extérieurs, en tout une centaine de personnes. Trois cents agents de maîtrise surgissent pour « sauver l'usine menacée » et des bagarres éclatent.
Dans les moments chauds, des opérations de commandos sont montées avec la bénédiction de la direction de l'usine. Les initiatives de certains de ses membres donnent parfois lieu à des incidents curieux. Au cours de l'une des rondes de nuit organisées pendant la grève du printemps 1971, une « pétrolière »

(1) L'intervention d'un commando armé contre une usine Peugeot, en avril 1973.

CORRESPONDANCE

LES RÉVENDICATIONS DES PROSTITUÉES

« Il est un peu naïf de parler d'esclavage »

Un lecteur parisien qui désire conserver l'anonymat nous a adressé une lettre dans laquelle il écrit notamment :
« La police ignore-t-elle ou feint-elle d'ignorer la réalité ? Je crois qu'elle en est restée à une conception du milieu assez dépassée ; ce que l'on pourrait appeler le « milieu de papa ». Ce milieu a changé.
1) Quoi qu'il en soit, dire policiers et magistrats, il n'y a guère plus (à Paris du moins, car je n'ai pas de données précises sur les « milieux » de province) d'une fille sur quatre qui soit sous la coupe d'un souteneur. Ce n'est pas là un chiffre en l'air, mais le résultat d'une enquête sérieuse et de recoupements. Certains hôtels ne reçoivent que des filles « présentées ». Vous devinez par quel biais ce chiffre est en nombre limité.
Les « Jules » n'ont pas disparu, mais ils ne s'attaquent qu'à des filles sans défense, naïves et faciles à tromper. Avec des filles intelligentes, m'a dit l'un d'eux, on a toujours des embêtements. Et il y a de plus en plus sur le trottoir de filles assez évoluées (anciennes infirmières, puéricultrices, monitrices, secrétaires médicales, etc.) qui, avec un enfant à leur charge, ont trouvé ce moyen commode pour traverser une passe difficile (un provisoire qui dure parfois des années) et n'entendent point partager avec un mari quelconque leurs petits bénéfices ;
2) Ces bénéfices sont généralement surestimés : 800 francs par jour, dit-on. C'est vrai pour certaines, faux pour la plupart, et il n'est pas toujours facile de passer forcément les plus laides — qui, avec un enfant, s'en tirent péniblement. Les amendes n'arrangent rien ;
3) Quant aux proxénètes, la loi confond tous ce terme ceux qui

Le mouvement « le Nid »

M. R. Merle, président de l'Amicale du Nid, nous précise, à propos d'une note que nous avons publiée sur le mouvement fondé en 1943-1944 par l'abbé A.-M. Tobias le Monde du 4 juin :
« Le Nid n'a aucune existence juridique et l'immeuble du 80, boulevard du Général-Leclerc, à Clichy, a été acheté par la municipalité à l'association qui en était propriétaire. En dehors de celle-ci, il existe actuellement deux associations entièrement distinctes, toutes deux constituées sous le régime de la loi de 1901 : le Mouvement du Nid (qui) regroupe militants, c'est-à-dire des bénévoles, (et) notre association (qui) regroupe exclusivement des services éducatifs, qui ne sont composés que de professionnels spécialisés (assistantes sociales, éducatrices, psychiatres, monitrices d'ateliers, etc.).
A ma connaissance, il n'y a pas en province de « permanences sociales » animées par des militants du Mouvement du Nid (mais) des services de milieu ouvert à Grenoble, Lyon, Toulouse, Bordeaux, professionnels, dépendant de notre association.
(1) Dans la région parisienne, il n'y a pas « cinq foyers d'accueil et de réadaptation », mais un service d'accueil et d'orientation dans le dix-septième arrondissement, deux foyers de réadaptation en proche banlieue, ainsi qu'un atelier et un service de suite. Enfin, deux services de milieu ouvert sur Paris. (2) Chaque association possède un secrétariat national entièrement autonome, des buts et des moyens d'action très spécifiques, des responsables nationaux différents.

LES PHARISIENS ET LES PUBLICAINES

Deviette connue : si quel qu'un sonne, avant 6 heures du matin, à la porte de votre maison et que ce n'est pas le laitier qui sonne ?
Deviette, moins connue : si, à la même heure, quel qu'un sonne à la porte de votre église et que ce n'est pas le sacristain, qui est-ce ? Réponse : c'est le chien (policier).
La réponse à cette deviette deviette ne vaut, bien entendu, que pour les prostituées et autres publicaines.
N'allez surtout pas croire que l'Etat n'aime pas l'Eglise. L'Etat aime beaucoup l'Eglise. D'un amour impuissant. D'un amour envieux.
Est-ce sa faute à lui et à la pauvreté le met dans tous ses états ?
Y compris l'état de siège.
ROBERT DE MONTVALON.

Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS

Le Monde édite des « Dossiers et Documents » pédagogiques composés d'articles ou d'extraits d'articles déjà publiés dans ses diverses publications et destinés particulièrement aux élèves du second degré, aux étudiants et aux professeurs.
Ces dossiers comprennent deux séries : « Economie et Société » et « Vie sociale et politique ». Un numéro regroupant un dossier de chaque série paraît chaque mois, sauf pendant les vacances scolaires d'été.

DANS LE NUMERO 22 LE CHOMAGE EN FRANCE LA FEMME

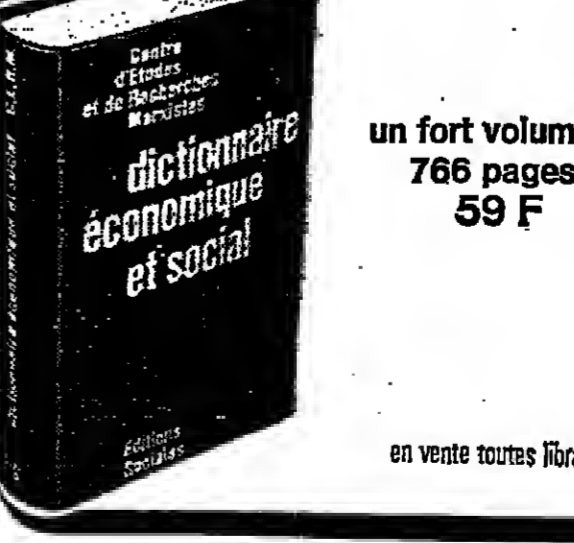
CONDITIONS DE VENTE ET D'ABONNEMENT
Prix de vente :
Le numéro comportant ou dompté dans chaque série : 2 F
Abonnement : 1 an (12 numéros) : 18 F
En vue de faciliter l'acquisition de plusieurs exemplaires de ces dossiers par des établissements scolaires, des classes ou des collectivités, un tarif dégressif est proposé pour les abonnements groupés expédiés à une même adresse.
Renseignements à Le Monde, Service des Abonnements, 2, rue des Italiens, 75227 Paris CEDEX 09.

éditions sociales

Ni Valéry Giscard d'Estaing, ni Jean-Pierre Fourcade, ni François Mitterrand, ni Michel Rocard ne nous ont fait connaître leur opinion sur le Dictionnaire Economique et Social

MAIS 15.000 lecteurs ont acquis en moins d'un mois cet ouvrage indispensable

pour mieux comprendre le monde d'aujourd'hui - pour déceler ce qu'il y a derrière le langage technocratique - pour démystifier la phraseologie de ceux qui se servent des mots pour cacher leur politique - pour agir en connaissance de cause



un fort volume de 766 pages : 59 F en vente toutes librairies

سكس من الرجال

ARTS ET SPECTACLES

UN ENTRETIEN AVEC M. MICHEL GUY

La culture en un an

Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Guy a d'abord répondu à une question concernant le rôle du secrétaire d'Etat à la culture.

De quels moyens disposez-vous pour orienter votre politique dans ce sens ?

Vous entretenez cependant le partage entre la culture chère et élitiste et la culture pauvre et populaire.

plus significatifs de cette politique d'ensemble ?

Ce n'est pas une culture qui doit exister, mais des cultures. Il est urgent de pousser à l'autonomie, de permettre à chacun d'user de sa liberté de création.

Vous parlez de territoire mais pas de moyens.

Je ne puis que me répéter. Je n'ai jamais caché la modestie de mon budget.

Je ne puis que me répéter. Je n'ai jamais caché la modestie de mon budget.

Formes

LE FESTIN DE L'ARAIGNEE

Jacques Villon, qui aurait écrit ses deux poèmes, ce très grand poète trop modeste (de son vivant), à qui l'on s'apprête à rendre enfin pleine justice, fut aussi un graveur prodigieux.

Un sculpteur qui, du premier coup, pour nous, a acquis une maîtrise assez exceptionnelle. On peut interpréter, mais ce n'est pas obligatoire, comme de mouvement inné, ou des archaïques plans, ses lignes d'inox courbes, emmêlés, soudés qui enlacent parfois une tête globuleuse.

Qu'est-ce qu'on appelle un coup ? Une opération brillante, ponctuelle qui fait ombre à l'indigence ou l'ineffectivité d'un plan d'ensemble ?

Je ne voudrais pas vous imposer un inventaire. Vous avez parlé tout à l'heure des moyens de communication.

Les hochures de Villon tissent le fil où se prend la beauté. Et c'est le fil qui devient la beauté.

Qu'on me pardonne de me répéter en saluant le plein de propositions d'Helios, dont j'ai eu le privilège de présenter les gravures et les aquarelles.

Quelles sont, dans le secteur qui dépend de votre ministère, les changements les plus significatifs de cette politique d'ensemble ?

Je ne puis que me répéter. Je n'ai jamais caché la modestie de mon budget.

SEMAINES de Musique Ancienne de PARIS. Eglise St-Nicolas-des-Champs. 254, rue St-Martin - Paris 3^e. LA GRANDE ECURIE et la CHAMBRE du ROI.

ELYSEES LINCOLN v.o. • QUINTETTE v.o. LE PREMIER "BLACK LOVE STORY". LE NOUVEAU FILM DE JOHN BERRY "CLAUDINE".

GARY GRANT • GINGER ROGERS • MARILYN MONROE dans une comédie délectable de HOWARD HAWKS. chérie, je me sens rajeunir !

de Marguerite DURAS. PRIX ART ET ESSAI FESTIVAL DE CANNES.

U.S.C. NORMANDIE • CAMEO • BRETAGNE • U.S.C. ODEON. CLICHY PATHE • MAGIC CONVENTION • TELSTAR.

RAYMOND DANON. LINO VENTURA INGRID THULIN. LA CAGE. UN FILM DE PIERRE GRANIER-DEFERRE.

CYRANO VERSAILLES • G.2.L. ST-GERMAIN • PUBLICIS DEFENSE. CARREFOUR PANTIN • ARTEL ROBERT • BELLES MONTREUIL. HOLLYWOOD ENRIEN • ULIS 2 ORSAT.

SAFARIS PHOTO DE LA VANOISE avec le Club de Val-d'Isère. Images et Connaissances de la Montagne.

SAFARI PHOTO, du 15 juin au 15 septembre. Avant saison : 15 juin ou 29 juin (conditions spéciales « hors saison »).

Ginéma MAC-MAHON. le massacre de KAFR KASSEM. SEMAINE du CINEMA BELGE.

ACLES. ve COUR CARRÉE OU LOUVRE R - LA BELLE OIS DORMANT.

âtre. MISE EN SCÈNE ANTONY BOVINO.

rique. JBS DU...

SERVICE CONTINU MIDI 4 H. DU MATIN

NAVY-CLUB-RESTAURANT

HUITRES • COQUILLAGES • SPÉCIALITÉS • FRUITS DE MER
DISCOTHEQUE 22 h. à l'aube avec ses Gagos Girls

SPECIALISTE RÉUNIONS PROFESSIONNELLES • BUFFET CAMPAGNARD
AUX FROMAGES DE FERME • LUNCH • COCKTAIL 300 à 500 personnes

SALLES CLIMATISÉES • 58, Bd. de l'Hôpital • 75013 / 535.91.94
FERME LE LUNDI SAUF JOURS FÉRIÉS / 535.99.86

Concert annuel au profit
DES CHANTIERS
DU CARDINAL

FESTIVAL J.-S. BACH
avec les CHANTEURS
de SAINT-EUSTACHE
FORCÉ, de GIL DE GAEN
Dir. J.-P. DAUTEL
R.P. MARTIN
à l'orgue A. FLEURY

**festival
D'AUBERVILLIERS**

Mardi 17 à 20 h. 30
CLAUDE NOUGARO
BADEN POWEL
TECCA et RICARDO

théâtre de la commune
27, rue de Valenciennes
75013

FESTIVAL DU MARAIS 10 JUIN
12 JUIN

LOCATION PAR TEL : 887.28.12 et 13
44, rue F. Miron, Paris 12, Courcelles 12, rue de Valenciennes, 50, rue d'Alsace

DRACULA

Atelier-Théâtre de l'Hôtel Donon - 9, rue Payenne - 21h

GRM

Eglise
N.-D. des
Bloncs-
Monteaux

21 h. 15

< LA DIVINE COMÉDIE >

18 juin : « L'ENFER » de Bernard Parmegiani
« LE PARADIS »

19 juin : « LE PURGATOIRE », de François BAYLE
« LE PARADIS »

12^e FESTIVAL DU MARAIS
Location : 887-74-31 et 37-14

FESTIVAL DES YVELINES

Dimanche 15 juin, à 19 heures
Château de Breteuil à CROISEL
Récital de Clavecin
LAURENCE BOULAY
BACH - COUPERIN

Mardi 17 juin, à 20 h 45
Egl. N.-D. de Chêne à VIROFLAY
Récital de Clavecin
CHORALE STÉPHANE CAILLAT
MONTEVERDI - SCHÜTZ
BRAHMS - FOULENC

LE PRINTEMPS A

Chaillot

THEATRE NATIONAL
mars-juillet 1975

La mort de Danton
(DERNIÈRES)
de Georg Büchner
Mise en scène : Bruno Boyen
de 2 au 14 juin 1975, à 20 h 30
SALLE GÉMIER : place du Trocadéro

C'est pitit qu'elle soit une putain
de John Ford, Adaptation de Christiane Barry
Mise en scène : Michel Hermon
de 3 juin au 2 juillet 1975, à 21 heures
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE
21, bd Jaurès - Métro : Cité Universitaire

REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

Dans le cadre des échanges culturels
franco-roumains
le THÉÂTRE NOTTARA DE BUCAREST
présente
SALLE GÉMIER
du 17 au 21 juin
HAMLET
de Shakespeare
Mise en scène : Dina Camescu
17 - 20 - 21 juin 1975

LE HUITIÈME JOUR DE LA SEMAINE
de Rodu Dimitru
Mise en scène : Magda Bordelaru
17 juin 1975

ET IN ARCADIA EGO
(Et moi aussi j'ai été en Arcadie)
de Hora Lovinescu
Mise en scène de Dan Nasta
19 juin 1975

PLACES LIMITÉES - Réservation, tél. : 727-81-15

2 dernières

FAUST-SALPETRIERE
mise en scène Klaus Michael Grüber
Chapelle Saint Louis de la Salpêtrière
location 727.81.15 et l'INAC

OPERA STUDIO DE PARIS (ex Opéra-Comique), du 10 au 21 juin, à 20 h. 30
10 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

L'Association pour le Développement des Echanges Artistiques et Culturels présente

L'ENSEMBLE NATIONAL FOLKLORIQUE DU MALI

Premier Prix Théâtre des Nations et Festival des Arts Nègres de Dakar

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Coppélia.
Opéra-Studio, 20 h. 30 : Ensemble
national folklorique du Mali.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Mon-
sieur de Tréville, adapté par la
débâche.
Féclé-Odéon, 21 h. 30 : Les Longs
Chapeaux.
Chaillot : voir Cité internationale
- Salle Gémier, 20 h. 30 : La Mort
de Danton.
TF1, 20 h. : Guerra conjugal ;
The Tenth chain saw massacre
(Quelques-uns des réalisateurs du
Festival de Cannes).

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Vaises de Vienne
Le Nouveau Carré, 20 h. : Circus
Grisu ; 21 h. : Dunitz, clown ;
21 h. : Jazz.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Tanc
Amoureux ; 20 h. 30 : Ballet-
Théâtre contemporain (deuxième
programmation).

Les autres salles

Antenne, 20 h. 30 : Le Tube.
Arléty, 21 h. : Trois Princes.
Bouffes, 21 h. : Andromaque.
Caroche, de Vincennes, Théâtre
de la Tempête, 20 h. 45 : Donnez
qu'elle soit une putain. - Théâtre
de la Liberté, 20 h. 30 : Le Cercle
de la culture.
Chapelle Saint-Louis de la Salpê-
trière, 19 h. 30 : Faust-Salpetrière.
Charles-de-Foch, 20 h. 45 : Plus
ou est de fou, plus on rit.
C. M. F. de Champs - Rives, 21 h.
: Vies chez moi. Phobie
chez une copine.
Conservatoire d'art dramatique,
20 h. 30 : Le Loup-Garou.
Coor des Miracles, 20 h. 30 : La
pénitence est souvent tarineuse ;
22 h. : Elle, elle et elle.
Danton, 21 h. : Monsieur Mesure.
Dis-Breux, 20 h. 15 : France, terre
d'aspirants.
Espace Cardin, 21 h. : Pilobolus
Danse Tassan.
Basilien, 20 h. 30 : L'Esprit des fem-
mes ; 22 h. 30 : Le Petit Chaperon
rouge.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Le Flân-
eur des murs.
Gaité, 21 h. : On purge bébé ;
Bonjour, monsieur Courbelle ;
Gymnase, 20 h. 30 : Le Sauveur du lit.
Hébertot, 21 h. : L'Amour fou.
Rochet, 20 h. 45 : Le Cantarier
cheuve ; Le Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Les Branquignols.
Le Carreau, 20 h. 30 : Ce soir, ce
soit les poutelles ; 22 h. 15 : Saïa.
Michoudière, 19 h. 30, 19 h. 30 et
20 h. 30 : Hommage à Pierre Fran-
çois (films).
Médéric, 21 h. : Les Nonnes.
Montfaucon, 20 h. 30 : Jeunes Bar-
bares d'aujourd'hui.

Vendredi 13 juin

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Le Palais, grande salle, 21 h. :
Adresses. Petite salle, 18 h. 30 :
Trois passagers clandestins.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Le
franc.
Racine, 20 h. 30 : Le Baccant.
Petite Salle, 22 h. 30 : Moby
Bloom.
Renaissance, 21 h. : Luna.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-
Monsieur.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. :
Le Cracheur de paroles ; 20 h. :
le Prusse-Furde ; 21 h. 30 : Musique
folklorique marionnette.
Théâtre de la Cité internationale,
la Reserve, 21 h. : Van Gogh, le
sacré de la société. - La Citéria,
21 h. : La Nuit du 28 septembre. -
Grand Théâtre (Chaillot), 21 h. :
C'est pitit qu'elle soit une putain
de John Ford.
Théâtre de l'école normale supé-
rieure, 20 h. 30 : Histoire marvail-
leuse de Karamassine et de la
princesse Boudour.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : The Glass
Menagerie, de Tennessee Williams
(en anglais).
Théâtre de la Fontaine, 21 h. : Saïa.
Prépa, ventriloque.
Théâtre Foa, 21 h. : Pensavarene
Disobéissance est.
Théâtre Oblique, grande salle, 21 h. :
Rodrigue.
Théâtre d'Orsay, grande salle,
20 h. 30 : Harod et Maude.
Théâtre de la Flèche, 20 h. 30 :
Entre Toulon et Oiseau ; Orange.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : An bon !
Trogloxyte, 22 h. : Xabai.

Neully, église Saint-Pierre, 21 h. :
Petits Chanteurs de la Vierge
noire.
Orsay-les-Usines, Maison pour tous,
21 h. : Mantes de Plais.
Scaux, croisée, théâtre de la
20 h. 45 : Festival d'été (concert).
Vincennes, Théâtre Desaix-Sorano,
21 h. : Le Mima Pradal. - Petite
salle, 21 h. : Le Jardin mécanique.
Eglise Notre-Dame de Vincennes,
21 h. : Concert.

Les cafés-théâtres

An Sec III, 20 h. 30 : Les autres
c'est mal, mais moi c'est qui ? ;
21 h. 30 : Théâtre de Carouge-
Général ; 22 h. : L'Éléphant et Cie.
An Vrai Café parisien, 20 h. 30 :
Philippe Val et Patrick Font.
22 h. 15 : Sainte Jeanne du Lazare.
Café d'Orsay, 20 h. : Malakouki ;
21 h. : Sylvia Joly.
Café de la Gare, 22 h. : Les Semelles
de la nuit.
Café-Théâtre de Neully, 22 h. : Les
Basses de Paracelse.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : Les
Chansons de l'Inoubliable ; 21 h. 30 :
Y a pas de quoi se les moude.
Le Fanal, 21 h. et 22 h. 30 : Monsieur
Barnabé.
Le Jour de Fête, 22 h. : Michel
Truffaut ; 23 h. : Jean Mauzac ;
24 h. : Christian Moustout.
Le Petit Casino, 21 h. 15 : La Bantre
de Greta Garbo ; 22 h. 45 : Le Clip
de la route d'Angleterre.
Passe du Marais, 20 h. 30 : Jean
Bois ; 22 h. 15 : P. et M. Jolivet ;
23 h. 15 : Y. Dautin et Renaud.
Le Splendid, 20 h. 30 : Ma tête est
malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.
La Vieille-Grotte, 21 h. 30 : Y a en
eu pas pour tout le monde.

Les concerts

Radio-France, 20 h. 30 : M. Etche-
verry, A. Maurette, J. Pader-
e, P. Ross (Gounod, Scarlatti, Bach,
Tchaïkovski, Liszt).
Radio des beaux-arts, 21 h. : Musique
baroque, Théâtre du Parc-Urbain,
Eglise Saint-Roch, 21 h. : Vox Ardens

Les cabarets

Aleazar, 22 h. : Paris-Broadway.
L'Ange-Rouge, 22 h. 15 et 0 h. 30 :
Spectacle de Jean-Marie Rivière.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 :
Super-hercules.
Elysée, 22 h. : Bons baisers de
Paris.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand
181.
Mayol, 18 h. 15 et 21 h. 15 : Q. M.
Moulin-Rouge, 22 h. Festival.
Touff Ezzel, 20 h. : Temple cosque.

Festival du Marais

Bébé d'Aloum, 21 h. 15 : Monar-
ment vêtre (théâtre).
Hôtel de Donon, 21 h. : Drama
Hôtel de Donon, théâtre de la
Place du Marché-Sainte-Catherine,
20 h. 30 : La Parce de Maître
Pothelin (théâtre).
Eglise Notre-Dame des Blancs-Man-
teaux, 18 h. et 21 h. : Polygone
(théâtre).
Place des Vosges, 21 h. : Recon-
struction du tournoi.
Hôtel Carnavalet, 21 h. 15 : L. Sprad-
clay, clavier (Sach. Proberger, Fachel-
bel, Emoc).
Hôtel de Marais, 18 h. et 21 h. :
Marionnettes chinoises.

Les chansonniers

Cabot de la République, 21 h. : Le
Cabot de la République.
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du père
et du dieu.
Dis-Breux, 22 h. : Parutions.

Le music-hall

Babilou, 21 h. : Dix Croquettes.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue de
Roland Folli.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Éle-
toire d'oser.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la
folie.
Olympia, 21 h. 30 : Les Shadowes. -
L'Avare, 22 h. : Zoo.

La danse

Voir Opéra-Studio, Théâtre de la
Ville et Espace Cardin.
Palais des sports, 20 h. 45 : The
Alvin Ailey City Center Dance
Theater.

Le jazz

Montfaucon, 22 h. : Bernard Vitet,
Joak Moun, Kent Carter.
Théâtre Esplanade, 20 h. 30 : Message
From Japan.
Nouvel Carré, 21 h. : Rod Dawes,
Memphis Slim.
Nassy, Théâtre du Parc-Urbain,
21 h. : Marc Richard Jazz Band.

CENTRE DES ARTS ET LOISIRS
DU VESINET

LE MARATHON
de O. CONFORTES
DERNIÈRE CE SOIR

Tél. : 976-82-15
69, boulevard Carnot

**FESTIVAL
DE VINCENNES**

TH. DANIEL SORANO
rue Ch.-Fathé, Vincennes
Métro Bérault - Tél. 808-73-74

13 et 14 juin, 21 h, le 15, 15 h
LE JARDIN MÉCANIQUE
de B. Dutheul - M.E.S. G. Atlan

13 juin, 21 h
LE MIME PRADEL
F. Barleand

14 et 15 juin, 18 h
PROCÈS BRASILLACH

16 juin, 21 h
GUYETTE LEAR

18-19 et 20 juin, 21 h
T.H. POP-BRÉSIL

du 17 au 21 juin, à 21 h.
L'OPPOSIUM

17 dernières
AVANT AVIGNON

théâtre
moutier
père
75005

théâtre
330207
21, rue
moutier
20h30

jeunes barbares
d'aujourd'hui

arrabal

LE
NOUVEAU
CARRÉ
Silvia Morfot

**Dimitri
CLOWN**

soirée 21 h sauf jeudi et dimanche
matinée dimanche 17 h
5, rue Papin - 277.88.40
loc. au théâtre - FNAC et agences

Studio LE SEINE (pl. Moutet)
10, rue F.-Sauton - 325-93-99

CLEOPATRE

UN FILM DE
HAS
l'auteur du "MANUCBERT
TROUVÉ À SARAGOSSA"
Grand Prix du Jury du
FESTIVAL DE CANNES 1973

UGC-Marbeuf (v.o.)
Studio Médicis (v.o.)

un film de
MARCO FERRERI
le harem

PARAMOUNT ÉLYSÉES VO • PARAMOUNT ODÉON VO
PARAMOUNT OPÉRA VF • PARAMOUNT MAILLOT VF

SELECTION CANNES 1975

on ne parle que
d'ALICE...

Un cinéma
d'une liberté,
d'une efficacité, d'une
virtuosité qui en font
le meilleur du monde.

ROBERT CHAZAL
(FRANÇOIS SORI)

...C'est un grand film.
J'ai bien dit :
GRAND!
REMO FORLANI
(R.T.L.)

WARNER BROS
A Warner
Communications
Company

**ELEN
BURSTYN** OSCAR
1975

**KRIS
KRISTOFFERSON ALICE
N'EST PLUS ICI**

MARTIN SCORSESE
DISTRIBUTION PAR WARNER-COLUMBIA FILM CO

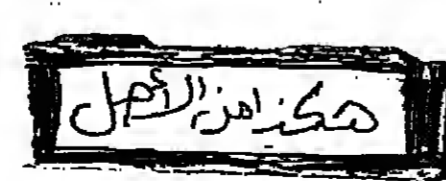
GAUMONT ÉLYSÉES VO HAUTEFILLE VO MONTPARNASSE R3 VO
MAXÉVILLE VF GAUMONT CONVENTION VF
TRICYCLE Assurances VF STUDIO Party 2 VF ARTEL PORT Magenta VF

Dustin Hoffman
"Lenny"

Un film de Bob Fosse

CAANNES 75
VALÉRIE BÉRENGÉRIE

Une Production Marvin Worth avec Valerie Perrine
Producteur Exécutif David V. Picker Scénario de Julian Barry
Produit par Marvin Worth Réalisé par Bob Fosse
INTERDIT AUX MOINS DE 12 ANS



سكنى الفن

SPECTACLES

KINOPANORAMA
Le plus grand écran de Paris
80, avenue de la Motte-Picquet
Tél. 206-20-20

ACTION RÉPUBLIQUE
18, rue du Faubourg-du-Temple
Tél. 285-51-23



KINOPANORAMA: Samedi et Dimanche version française à 14 heures - 16 heures - 18 heures. Version anglaise sous-titrée à 20 h. 15 - 22 h. 30.

Elysées Lincoln (v.o.) - Quintette (v.o.) - Marais (v.o.)
Studia Raspail (v.o.)

Allo... Allo...
Un film écrit et réalisé par PAOLO ET VITTORIO TAVIANI
Avec MARCELLO MASTROIANNI
Avec LEA MASSARI - MIMSY FARMER et LAURA BETTI
Un film aussi important que le fut, en son temps, le SENSU de Visconti.
Un chef-d'œuvre éblouissant qui aurait mérité toutes les palmes d'or s'il avait pu concourir.
MASTROIANNI est admirable... un film qu'il faut voir et revoir.
JACQUES SICUET, Le Monde

BIENTOT

sous ce corps se cache le film le plus drôle de Georges Lautner
Pas de problème!
1ère SEMAINE 25.000 entrées
2ème SEMAINE 35.000 entrées
3ème SEMAINE 45.000 entrées

Les festivals

AMERIQUE LATINE (v.o.) : Olympie-Entrepôt, 14 (743-87-82)
J. LEWIS (v.o.) : Action-Lafayette, 9 (878-80-30)
LA VIOLENCE ET LA ROUTE (v.o.) : Olympie, 14 (743-87-82)
SEMAINE DU CINEMA BELGE : Mac-Mahon, 17 (380-34-81)

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Sans pitié, d'A. Lattuada; 18 h. 30 : Tarantula, film de P. Vercellotti; 20 h. 30 : Frontier Marshall, d'A. Dwan; 22 h. 30 : Pêche morte, de J.-M. Stahli.

Les exclusivités

L'AGRESSION (Fr.) (**): Marignan, 8 (330-02-83); Impérial, 2 (742-75-23); Pavetta, 12 (331-54-80); Trois Muses, 18 (238-86-70).

ACQUIES LA COLÈRE DE DIEU (All.) v.o.: Studio des Variétés, 5 (332-20-19); U.O.C. Marbeuf, 8 (332-41-19).

ALICE PLUS ICI (A.) v.o.: Paramount-Elysées, 8 (332-40-34); Paramount-Odeon, 8 (332-40-34); v.o.: Paramount-Opéra, 8 (332-34-37); Paramount-Malliot, 17 (730-24-14); Métrol, 14 (730-20-70).

ALLOUSANFAN (It.) v.o.: Quintette, 5 (332-35-40); Marais, 8 (332-35-40); Elysées-Lafayette, 9 (332-35-40); Studio Raspail, 14 (332-35-40).

ALPHIE (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 5 (332-30-25).

ANTHROLOGIE DU PLAISIR (A.) (**): v.o.: Hautes-Seines, 8 (332-79-31); v.o.: Lancelotti, 8 (332-79-31); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); v.o.: Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); v.o.: Cambronne, 15 (774-43-68); Jacques 12; Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

ARABES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 5 (332-30-25).

LA BALADE SAUVAGE (A.) v.o.: Hautes-Seines, 8 (332-79-31); v.o.: Lancelotti, 8 (332-79-31); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); v.o.: Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); v.o.: Cambronne, 15 (774-43-68); Jacques 12; Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

BEAUX GARS (Fr.) : La Claf, 5 (332-30-25).

LE BLANC, LE JAUNE ET LE NOIR (It.) v.o.: Lancelotti, 8 (332-79-31); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); v.o.: Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); v.o.: Cambronne, 15 (774-43-68); Jacques 12; Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

CE CHER VICTOR (Fr.) : Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); Gaumont-Madeleine, 8 (332-40-34); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34); Les Nations, 12 (332-40-34); Quinze, 8 (332-35-40); Victor-Hugo, 12 (771-49-76).

LA CLÉF (Pol.) v.o.: Le Seins, 5 (332-30-25); à 20 h. et 22 h. 15.

DE VERTUS OU L'INTOLÉRABLE VÉRITÉ (Fr.) : Le Marais, 8 (770-72-57), H. P.

EMILY (Fr.) v.o.: Balzac, 8 (332-30-25); U.G.C. Marbeuf, 8 (332-41-19); U.M.C. 16 (332-41-19); Gaumont-Opéra, 8 (332-34-37); Pavetta, 12 (331-54-80); Cambronne, 15 (774-43-68); Quinze, 8 (332-35-40); Gaumont-Cambetta, 20 (737-02-74).

FOOS DE VIVRE (Ang.) v.o.: 14 Juillet, 11 (700-21-13); à 17 h. et 20 h. 30.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A.) v.o.: Marignan, 8 (330-02-83); Saint-Jacques, 14 (332-82-13).

LA TRAGÉDIE (Fr.) : Les Nations, 12 (332-40-34); Barthe, 2 (742-80-33).

v.o.: Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41); Gaumont-Gambetta, 20 (737-02-74); Albatros, 12 (332-35-40); Métrol, 14 (730-20-70).

LA GUERRE DES MÔNIES (Chil.) v.o.: La Claf, 5 (332-30-25).

LE BARRON (It.) v.o.: Studio Métrol, 14 (730-20-70); U.O.C. Marbeuf, 8 (332-41-19).

HISTOIRE DE WARAH (Fr.) : Le Seins, 5 (332-30-25); à 14 h. 15 et 18 h.

L'HIS ROUGE (Fr.) : Studio-Alph, 5 (332-30-25); Plaza, 8 (332-30-25).

IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (Fr.) v.o.: Ermitage, 8 (332-15-71); LES ONT COMBATTU POUR LA PATRIE (So.) v.o.: Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11).

INDIA SONO (Fr.) : Le Seins, 5 (332-30-25); Hautes-Seines, 8 (332-79-31); Balzac, 8 (332-30-25); Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11); Balzac, 8 (332-30-25); Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11).

LE JARDIN QUI BASCULE (Fr.) : Paquet, 7 (331-51-11); Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11); Balzac, 8 (332-30-25); Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11).

LE JARDIN DE TANTE ISABELLE (Mex.) v.o.: Studio de l'Étoile, 17 (332-35-40).

LA CAÛTE (Fr.) v.o.: P. Oranier-Deferra, avec Lino Ventura et Ingrid Thulin; O.O.C.-Odeon, 8 (332-40-34); Bretagne, 8 (332-37-41); Normandie, 8 (332-41-19); Cambronne, 15 (774-43-68); à 20 h. 15; Magie-Convention, 15 (332-40-34); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

LENNY, film américain de Bob Fosse, avec Dustin Hoffman et Valerie Perrine; Gaumont-Champs-Élysées, 8 (332-40-34); Hautes-Seines, 8 (332-79-31); Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34).

VILLA DES DUNES, film français de Madeline Harcourt; Olympie-Entrepôt, 14 (743-87-82).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE, film français de Joseph Losey, avec Glenda Jackson et Michael Caine; v.o.: Concorde, 8 (332-30-25); France-Montparnasse, 15 (332-40-34); Saint-Germain-Échelle, 5 (332-37-41); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34).

L'ANTECHRIST, film italien de Alberto de Martino, avec Carla Fracci et M. Ferrer; v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34); à 20 h. 15; Magie-Convention, 15 (332-40-34); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

LES SERRIERS DE LA GLOIRE (A.) v.o.: Olympie-Entrepôt, 14 (743-87-82).

SPECIALS PREMIÈRES (A. v.o.) : Elysées-Point-Show, 8 (332-35-40); SECTION SPÉCIALE (Fr.) : France, 8 (770-72-57); Saint-Germain-Village, 8 (332-37-41); Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Studio Galand, 5.

TOMMY (A. v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (332-40-34); Paramount-Opéra, 8 (332-34-37); Publicis Saint-Germain, 8 (332-37-41); Paramount-Montparnasse, 14 (332-40-34); Paramount-Malliot, 17 (730-24-14); Max-Linder, 8 (770-72-57); Paramount-Montmaria, 18 (600-34-25); Paramount-Gobelins, 13 (707-12-24); Lux Bastille, 11 (340-19-17); Boul'Mich, 2 (332-41-19).

LA TRAGÉDIE (Fr.) : Les Nations, 12 (332-40-34); Barthe, 2 (742-80-33).

Les films nouveaux

DEVINE, film français de Dominique Delouche avec Danielle Darrieux; Barthe, 2 (742-80-33).

CLAUDINE, film américain de John Berry, avec Dianna Carroll, James Earl Jones et L.S. Johnson; v.o.: Elysées-Lafayette, 9 (332-35-40); Quintette, 5 (332-35-40).

LA CAÛTE, film français de P. Oranier-Deferra, avec Lino Ventura et Ingrid Thulin; O.O.C.-Odeon, 8 (332-40-34); Bretagne, 8 (332-37-41); Normandie, 8 (332-41-19); Cambronne, 15 (774-43-68); à 20 h. 15; Magie-Convention, 15 (332-40-34); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

LENNY, film américain de Bob Fosse, avec Dustin Hoffman et Valerie Perrine; Gaumont-Champs-Élysées, 8 (332-40-34); Hautes-Seines, 8 (332-79-31); Montparnasse-Pathé, 14 (332-82-13); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34).

VILLA DES DUNES, film français de Madeline Harcourt; Olympie-Entrepôt, 14 (743-87-82).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE, film français de Joseph Losey, avec Glenda Jackson et Michael Caine; v.o.: Concorde, 8 (332-30-25); France-Montparnasse, 15 (332-40-34); Saint-Germain-Échelle, 5 (332-37-41); v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34).

L'ANTECHRIST, film italien de Alberto de Martino, avec Carla Fracci et M. Ferrer; v.o.: Maxéville, 8 (770-72-57); Gaumont-Convention, 15 (332-40-34); à 20 h. 15; Magie-Convention, 15 (332-40-34); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41).

LES SERRIERS DE LA GLOIRE (A.) v.o.: Olympie-Entrepôt, 14 (743-87-82).

SPECIALS PREMIÈRES (A. v.o.) : Elysées-Point-Show, 8 (332-35-40); SECTION SPÉCIALE (Fr.) : France, 8 (770-72-57); Saint-Germain-Village, 8 (332-37-41); Gaumont-Bonheur, 7 (331-51-11).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Studio Galand, 5.

TOMMY (A. v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (332-40-34); Paramount-Opéra, 8 (332-34-37); Publicis Saint-Germain, 8 (332-37-41); Paramount-Montparnasse, 14 (332-40-34); Paramount-Malliot, 17 (730-24-14); Max-Linder, 8 (770-72-57); Paramount-Montmaria, 18 (600-34-25); Paramount-Gobelins, 13 (707-12-24); Lux Bastille, 11 (340-19-17); Boul'Mich, 2 (332-41-19).

LA TRAGÉDIE (Fr.) : Les Nations, 12 (332-40-34); Barthe, 2 (742-80-33).

TROP, C'EST TROP (Fr.) : Mercury, 8 (225-75-50); ABC, 2 (225-35-54); Montparnasse 83, 8 (544-14-27); Quinze, 8 (332-35-40); Clichy-Pathé, 18 (332-37-41); Gaumont-Gambetta, 20 (737-02-74); Pavetta, 12 (331-54-80); Hautes-Seines, 8 (332-79-31).

UN DIVORCE HEUREUX (Fr.) : Trois Muses, 18 (238-86-70); version sous-titrée angl. U.O.C. Marbeuf, 8 (332-41-19).

VIOLENCE ET PASSION (It. v.o.) : Mayfair, 10 (332-37-41); Quinze, 8 (332-35-40); U.O.C. Marbeuf, 8 (332-41-19); v.o.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (332-37-41); Templair, 8 (272-84-50).

VIVRE A BONNEUIL (Fr.) : 14-Juillet, 11 (700-21-13); à 15 h. 15, 18 h. 45 et 22 h. 15.

SAINT-ANDRÉ DES ARTS
Lucia Bosé - Jeanne Moreau
Gérard Depardieu
NATHALIE GRANGER
de Marguerite DURAS

BALZAC - HAUTEFEUILLE - LE SEINE
India Song

FRANÇOIS TRUFFAUT
LES FILMS DE MA VIE
Flammion 48 F

U.G.C. BIARRITZ v.o. - GAUMONT MADELEINE v.f. - BIENVENUE MONTPARNASSE v.f.
U.G.C. ODEON v.o. - CYRANO VERSAILLES v.o. - ARTEL NOGENT v.f.

LES FRAISES SAUVAGES
d'INGMAR BERGMAN
avec VICTOR SJÖSTRÖM BIBI ANDERSSON INGRID THULIN MAX VON SYDOW

ELYSEES LINCOLN VO HAUTEFEUILLE VO MAXEVILLE VF
CLICHY PATHE VF MONTPARNASSE PATHE VF

Ils n'hésitent pas à tuer!
On pense à "Bonnie and Clyde"...
A voir absolument
la Balade Sauvage
"BADLANDS"
TERRENCE MALICK

1975 que d'ALICE... ALICE PLUS ICI

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ... grand film...

Table with 3 columns: La ligne, La ligne T.E., and values for OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, and PROPOSITIONS COMMERC.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: La ligne, La ligne T.C., and values for L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITES, and L'AGENDA DU MONDE.

offres d'emploi

ALREM Société d'Engineering et Construction recrute des ingénieurs dans les spécialités suivantes: GÉNIE CIVIL, MINES, ÉLECTRO-TECHNIQUE, TRAITEMENT MINÉRAL, COUT ET ESTIMATION, ARCHITECTE.

INDUSTRIAL Sales Engineer Successful European branch of an American company over fifty years engaged in manufacturing products for the oil, petrochemical and power industry.

emploi régional

CADRE COMPTABLE 27 ans minimum: Titulaire diplôme expertise comptable ou possédant au moins D.E.C.S.; Expérience soumise de la responsabilité d'un service.

UN JEUNE INGÉNIEUR possédant une formation MECANICIENNE et à possibilité HYDRODYNAMIQUE pour services ETUDES et RECHERCHES.

USINE SIDÉRIQUE REGION TROYESVILLE recherche pour gérer Important programme travaux neufs INGÉNIEUR PRINCIPAL Formation Grande Ecole. Avoir références.

CENTRE NATIONAL RECHERCHE SCIENTIFIQUE pour étrangers. Niveaux: Chercheur, Ingénieur, Technicien, etc.

offres d'emploi

INGENIEURS offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des débutants (ou presque), électrotechniciens, électroniciens ou mécaniciens.

CHEF COMPTABLE 30 ans minimum. Formation: D.E.C.S. complet ou Expertise Comptable ou Grande Ecole (option Finances-Comptabilité).

MOURETTE - PHOTO magasin photo-cinéma, 25, rue de Valenciennes, Paris-19^e, recherche VENDEUR, 30 ans minimum, très sérieux, désir. reconstr. se tra.

Important Groupe de Laboratoires Pharmaceutiques recherche pour assister son P.D.G. ATTACHÉ DE DIRECTION DIPLOMÉ DE PHARMACIE

SCHWARTZ HAUTMONT GÉNIE CIVIL recherche RESPONSABLE local DE LA CONSTRUCTION D'UNE USINE « CLÉS EN MAINS »

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ELECTROMÉCANIQUES ET ÉLECTRONIQUES recherche pour sa division mesure, instrumentation et systèmes, service études et développement INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

offres d'emploi

INGENIEURS, CONDUCTEURS TRAVAUX EXPÉRIMENTÉS Adr. C.V. Serv. 47, B.P. du Masat 188 - 75202 Paris, cedex 02, qui transmetra. Interviews candidats prévues courant juillet 1975.

DESSINATEURS (schémas électriques) MALINIERE E.L.P., 110, boulevard Gambetta-Paris, Malakoff - 75146-20.

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX 12 ans, en régulation, contrôle et sécurité industrielle appréciée. Anglais soutenable. Expérience en France.

1 INGENIEUR AGRONOME 6 ans et demi de responsabilité générale du bureau des projets (C.A. provincial - env. 100 millions de francs).

EMPLOYER DE MAISON Logée, nourrie. Lieu de travail: La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

CADRE SUPÉRIEUR 31 ans. Université de Sciences, études Sciences Eco. postérieures universitaires, anglais, allemand, espagnol, italien, notions russes.

enseignement L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES Cours intensifs à tous les niveaux. Date d'entrée en cours au choix de l'étudiant.

représent. offre IMPORTANTE MAISON de produits cosmétiques. Hommes, Femmes, Enfants, bébé. Chercheur en France.

autos-vente Part. de 300 break 1970. Prix 4000.000. Delmarville, rue du Château-d'Éau - 75100 Ménilmontant-Tourcoing, Tél. 834-76-60, n. 406.

deux roues A VENDRE KAWASAKI 250 Semouret Al. Jean 70, état imp. (facture). Prix 2.000 F. Tél. 5. rue de Valenciennes, Paris (19^e).

capitaux ou proposition. LABORAT. PHARMACEUTIQUE, pour occupation importante. CAPITAUX par franc, 200.000 F.

bateaux BATEAUX type TALK, 15 m. voiles 60 m², moteur 60 CV (moteur diesel), coupe, lecter 2000, 2000 F. Tél. 5. rue de Valenciennes, Paris (19^e).

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

SETT 1, RUE THIERS PARIS-10^e - Rach. fibres suite, imprégné. Vêtements-Saint-Germain. AT 2 - AT 3 PHYSICIENS Etudes et mesures - Techniques du vide et radio-activité.

BANQUE NORD GROUPE FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN SECRÉTAIRE BILINGUE STENOGRAPHE FRANÇAIS-ANGLAIS

ALBARET S.A. recherche PROGRAMMEUR Niveau I.U.T. Informatique. Assemblage T 1000 ou autres matériels.

1 INGENIEUR AGRONOME 6 ans et demi de responsabilité générale du bureau des projets (C.A. provincial - env. 100 millions de francs).

RECHERCHE MENAGE bonne entente, bon présent, bon caractère, bon travail, bonne tenue, bonne tenue, bonne tenue, bonne tenue.

INGÉNIEUR BRASSEUR 30 ans, nationalité française. 15 ans à l'étranger. CHEF DE LABORATOIRE DE CONTRÔLE de la qualité des produits.

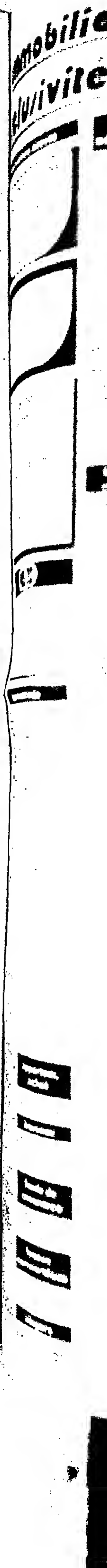
PROFESSION. Automob. qualif. 49 ans, nat. française. GESTION PARC véhicules. Ecrire à: SILVIO, 2, rue Blot - 75017 PARIS.

CADRE COMMERCIAL 33 ans, ancien attaché de société financière, excellent vendeur, aptitude à traiter problèmes de vente, cherche place responsable auprès société d'importance nationale. Secteur 45, 20, 41, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 45 ans, études supérieures droit et expertise comptable. Expérience 12 ans. P.A.R.I.S. - G.E.S.T.I.O.N. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n. 11.

MENEUR D'AFFAIRES 45 ans, forte personnalité, expériences dans services public et privé, compétences variées. France et étranger (industrie, immobilier, commerce, distribution, etc.). Ecrire avec références et curriculum vitae à: M. J. B. P. 11, rue de Valenciennes, Paris (19^e).

DOCTEUR INGENIEUR (ENST) 25 ans, maîtrise arabe, anglaise, espagnole, italienne, russe, etc. Expérience 12 ans. P.A.R.I.S. - G.E.S.T.I.O.N. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, n. 11.



مکان العمل

L'immobilier exclusivités

constructions neuves

LES HAUTS DE CHAVENAY
PRES ST. NOM LA BRETECHE (78)
Autour d'un jardin aménagé
14 Superbes DUPLEX de 3 pièces
84 m² + grande terrasse
Cuisines et Salles de bains équipées.
A partir de 225.000 F (premier born)
Livraison immédiate
Tél : 878.86.81 ou 887.39.19

Dans le quartier résidentiel de
GARCHES (92)
Une petite résidence de standing
LES JARDINS DE GARCHES
29/33 Rue Henri Regnault
de STUDIO au 4 PIÈCES
Confort Total Électrique
BUREAU DE VENTE SUR PLACE
Samedi et Dimanche de 11h à 18h30
GECOM : 747.59.50

**INFORMATION
LOGEMENT**
Centre Étoile : 525-25-25
Centre Nation : 346-11-74
Centre Maine : 734-17-09
Pour vous louer ou pour investir
vous proposez
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une documentation précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.
Service gratuit de la Compagnie bancaire.

PARIS 20°
«LES HAUTS DE PARIS»
9/11 Rue du Télégraphe
du STUDIO au 4 PIÈCES
FACADE EN PIERRE DE TAILLE
Chauffage Électrique Intégré
BUREAU DE VENTE SUR PLACE
samedi et dimanche de 11h à 18h30 ou
GECOM 747.59.50

appartements vente

Paris
ETONNE Grand standing
2 pièces 14 confort +
3 ch. bonnet. 197-41-09
XV^e - FACE SQUARE
Studio duplex. 343-44-29
34, rue EMILE-LEVEY

**APPARTEMENTS
RAFFINES**
Vue exceptionnelle
Prix fermes et définitifs
Eve à la Croix
Sortie n° 6 sur la Croixverte

Promogin - 775-85-37
BUTTES-CHAUMONT (9^e arr.)
2 p. cuisine, bain, w.c.
12.000 F. 205-47-09

MONTFARNASSE Dans
imm. récent, gd stand, 300 m²
sur 2 niveaux + terrasse.
Tél : 323-7073

FOUCH Stand. Très grand
livr. à m. + 4 ch. TEL.
Belle Cuis. Office. Tél.
2 ch. serv., 2 caves, gar.
629-91-00

RESIDENCE MANCINI
GRAND DUPLEX, 2 p.
cuisine, bain, w.c., 2 ch.
45, rue de CHARBENTON.

PLACE CLICHY
Face au métro, sur voie privée
sans voiture. Cuisine, bain,
verd. : entrée, c. cuisine, s. de
bains, 3 pièces, 4^e étage, tapis
escalier, possibilité asc. profès.
autorisé. Visite samedi et lundi
de 10 h. à 17 h. ou sur R.V.
Tél. : 223-15-14 et 207-02-27

**EXCEPTIONNEL
POUR PLACEMENT**
PROPRIETAIRES VD DIRECT
DANS IMMEUBLE RENOVE
SUR SQUARE

● STUDIOS
● 2 PIÈCES
● DUPLEX
EQUIPES MODERNES
A PARTIR DE 53.000

Téléphone pour renseignements
KLE. 11-52 ou PAS. 91-64

locations non meublées

Paris
MIRE WAGRAM, part. imm. 11
m², studio, gd ch. cuis. équipée,
calme, 200 F + ch. Pneu. park.
Tél. : 945-02-65

PARIS (20^e)
SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, low confort,
2 pièces, 2 ch.oyer, 200 F.
Champs 107 F. park. 120 F.
Stadmanor à la Savignonne.
21, rue du Repos. Tél. 797-71-14.
Métro PHILIPPE-AUGUSTE.

XVI^e - VICTOR-HUGO
de imm. bourgeois DHE-LIVO
+ 2 ch. gd ch. 10m² + ch. de
service, 140, entièrement neuf,
3.000 F mens. Tél. : 344-23-22

Région parisienne
RAMBOUILLET 7^e arr. Magn.
Maison, jard. 2.500 C.C.
834-71-84 - 323-14-29 - 770-40-23

CROISSY Magnifique Villa
neuve, 3 pièces,
sûreté, cheminée, 2 bns cuis.
aménagés, gd ver. Loyer 2.500 F.
S.A. H. LE CLAIR, 65, avenue
Foch, à Champs - 750-34-42

**locations
meublées**
Offre
KLE. Place Italia, stud. origina.
c. s. de 750 + gar. KLE. 04-17.

propriétés propriétés

CHARON - 887-26-76
VALLÉE MARNE
Sup. fermée restaurée,
de pl.-plaid, sal., post-
chambre cuis., 2 chds.
bns. Gravier am. Garage.
Dépend. Jardin 900 m² Pr
115.000, avec 25.000 F.
Tél. : 622-68-69

VALLÉE LOING
Bel. maison rurale arçes
par porche à l'avenant.
5 p., bns. Dépend. Jardin
arçes. Pr. 150.000, avec
25.000. Tél. 622-27-18

BOIS-LE-ROI Berne
Seine
Vue magnifique, propriété à vendre
2.200 m², 200.000 F. - 507-73-80

VALLÉE DE CHEVREUSE
7^e arr. Merveilleuse
Maison curée, gd ver. 5 ch.
cuis. salin., 140m², s/1.200 m²
pâtes d'arb. vers Yveline Pr. tot.
570.000 F. - Tél. 794-46-27

ILE DE VAUX-SUR-SEINE
25 km Paris, Pôles av. terr. arçes
s'arçes 17 a. Seine, 2 chds, 2
bains, bain solali, 240m² +
3 chds, gd ver. Jardin arçes.
32-27-27 de 20 h. à 21 h. 30
80 avenue Marcel, Ile de Vaux.

FERMETTE
de style à colombages.
Toujours neuve, tuiles, 4 pacs,
vaste living 50m², confort, gar.
arçes. Sur 12.000m² clos et
planté, pièce d'eau, arçes de
premier ordre. Pr. très justifié
21.000 F. av. 100.000 F.
Agence de BONNEVAL (20).
Tél. (15-37) : 99-25-32

120 km direct par autoroute sud.
Je vendrais FERMETTE de carac-
tère, tuiles pays, sur terrain
arçes de 4.000m², 4 p., 1
bain arçes aménagées, lar-
din arçes, parking. Pr. 800.000.
LA MERIDIENNE, 18, rue
Téléph. : (15) 26-45-43.

villas villas villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU
A 5 minutes de la gare de Maitou
LA VILLAUBOIS
Piscine chauffée - Club boules - Tennis
● 11 villas de 5 à 7 pièces principales avec jardin
particulier de 200m² à 200.000 francs.
● PETIT IMMEUBLE 2 à 4 pièces principales, de
103.000 à 187.500 francs.

LIVRAISON JUILLET 15
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS NON REVISABLES
Apport personnel : 20 %
PRETS PIC au taux moyen de 9,67 %
Renseignements et ventes :
CDNSSEL S.A.S., 245, avenue Foch, Dammarie-
les-Lys, Tél. : 427-17-45, et sur place samedi et
dimanches de 14 h. à 18 h., avenue Scille-Zola,
Dammarie-les-Lys

ANNOUILLES Oise, 88 km Pa-
ris + part. vend. post. excellent
600 m², 7 p., 11 ch., gd salon,
2.000m², 200.000 F. - 428-24-44
tous les jours

BOIS-LE-ROI Berne
Seine
Vue magnifique, propriété à vendre
2.200 m², 200.000 F. - 507-73-80

**DEVENIR PROPRIÉTAIRE D'UNE
VILLA SUR LA PLAGE À 20 KM
D'AJACCIO.**
En bordure de la plage de
sable fin et d'un port naturel,
vous pouvez acheter ou louer
une très belle villa
de 2,3 ou 4 pièces avec vue
sur le Golfe de Lava.
Une rentabilité de 7% est assurée
hors période d'occupation.
Villas 2 pièces équipées avec jardin
ou terrasse : 97.000 F (crédit 80%).
Location à partir de 2000 F par mois.
Accueil sur place et à Paris.

PARC DE SCEAUX
villa 7 p. Possib. div. en 2
app. s/400m² jardin. Excellent
état. Pr. exceptionnel : 60.000 F.
RDS, 24-04, de 9 à 15 h. ou sur
R.V.

domaines

ORSAY, Part. vd mais arçes,
piscinier, jardin 1.200m², Riv.
30m², 4 ch., s. de bns. gar., c.
max. 500.000 F. Tél. : 390-35-03

CRESSPIERES (15 min. R.E.R.
Saint-Denis) à v. cas. gd ver.
villa de 200m² s/jardin 3.000m².
Possib. crédit. Tél. : 461-07-72

CANNES, ville d'été, 4 p., 2 ch.,
100m² + 700m² terrasse, meublé
ou non. Tél. : 14, rue Pasteur,
CANNES. Téléphone : 99-35-21

terrains

CROISSY-SUR-SEINE
Beau TERRAIN 800 M²
Vallée. Prix 210.000 F. I.L.C.
AGENCE de TERRASSE
Le Vésinet - 976-95-99

VAR - LA CAPELIERE
entièrement vitifié, rose
quelques terrains, viles stan-
ding, piscines, tennis. Visite
surtout-midi, et lundi, Tél. 194
99-27-23. MERJUNES

LA CELLE-SAINT-CLOUD
terrain grande bois de 920m².
Prix 300.000 F. Tél. : 953-94-71

**maisons de
campagne**
DRNE - 150 km de Paris.
Proc. RÉMALARO, pasteur vd
CORPS DE FERME
grand terrain, belle vue.
Tél. : 16-34-25-04-20

pavillons
MONTMORENCY PAVILLON
s/400m², 5/6 p., tout confort.
JARDIN. Avec 40.000 F.
Tél. : 243-80-44 et 823-34-43

**Quand l'argent
partout est cher,
il faut imaginer des prêts
différents.
Nous les avons conçus
pour vous.**

Vous désirez acheter. Mais toujours
cet obstacle majeur : le prix de l'argent.

Où trouver des prêts accessibles,
des prêts différents?

Ces prêts, nous les avons conçus pour
vous. Ils présentent 3 avantages décisifs :

1. Leur taux est certainement l'un des
moins chers du marché actuellement.
2. Les remboursements sont progressifs
avec pour les deux premières années,
des mensualités très faibles ou même
nulles.
3. Ils sont assortis de certaines garanties
pour vous assurer d'une aide en cas de
chômage.

Ces prêts, nous vous
les proposons aujourd'hui pour un excellent
usage : l'achat d'un apparte-
ment au Ruy Blas à Clichy.

Le Ruy Blas : un petit bâtiment
unique, à 500 m de Paris. Juste assez
près pour y aller à pied.

Le Ruy Blas : un immeuble agréable
à voir, agréable à vivre avec balcons et
terrasses, un terrain de jeux pour les
enfants et un jardin de 3.000 m².

Le Ruy Blas : raffinement de
l'aménagement intérieur, tomettes
rouges dans la cuisine, grès émaillé dans
la salle de bains avec lavabo encastré,
miroir mural et rampe lumineuse...

Le Ruy Blas... Venez voir. Vous
aimerez.

Renseignements et vente : sur place,
47 bd Victor-Hugo, 92 Clichy,

tous les jours, sauf
mardi et mercredi
de 13 h à 19 h ;
samedi et dimanche
de 11 h à 19 h.



Le Ruy Blas, 47 boulevard Victor-Hugo, 92 Clichy

Je désire recevoir, sans engagement, de ma part, votre documentation
sur le Ruy Blas à Clichy.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____

Déposez ce bon et votre demande
à Social 57 bd des Capucines
Paris 10^e Tél. 522-0740
ou 507-5323

SETI
BANQUE NOU
SECRETARIE
BILINGUE

emploi

BRASSEUR

SPORTS

CARNET

Receptions
L'ambassadeur de Grande-Bretagne...

Naissances
Le docteur Cécile Goldet, Lucile Goldet...

Deces
Mme Lucien Chastin, M. et Mme Bernard Durand...

Remerciements
Les familles Gues, Mouton et Bismuth...

Messes anniversaires
Le mardi 17 juin à 9 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Éry...

Avis de messe
Une messe sera célébrée à la mémoire de...

Visites et conférences
SAMEDI 14 JUIN
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES...

Dimanche 15 Juin
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Calais: nationale des monuments historiques...

Remerciements
Les familles Gues, Mouton et Bismuth...

Messes anniversaires
Le mardi 17 juin à 9 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Éry...

Avis de messe
Une messe sera célébrée à la mémoire de...

Visites et conférences
SAMEDI 14 JUIN
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES...

Dimanche 15 Juin
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Calais: nationale des monuments historiques...

Remerciements
Les familles Gues, Mouton et Bismuth...

Messes anniversaires
Le mardi 17 juin à 9 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Éry...

Avis de messe
Une messe sera célébrée à la mémoire de...

AUTOMOBILISME
La nouvelle réglementation du Mans est sujette à critique

Le Mans. - La nouvelle réglementation Vingt-Quatre Heures du Mans a été en général mal accueillie par les parties prenantes du sport automobile...

De notre envoyé spécial
Il est bien évident que les organisateurs du Mans seraient parvenus à leurs fins...

Fausse route
Dane l'immédiat, c'est cependant le grogne voire le dérisoir qui prévient...

Tennis
BORG ET PANATTA EN DEMI-FINALE DES INTERNATIONAUX DE FRANCE

compétition officielle, sont convaincus que le grand public - par définition celui du Mans - ne peut être vraiment concerné...

Résultats des essais
Voici les résultats enregistrés au terme des deux séances d'essais...

Rugby
L'AFRIQUE DU SUD RESTE FIDÈLE AU PRINCIPE DE L'« APARTHEID »

Le Cap (A.P.F.). - La politique sportive du gouvernement sud-africain...

KAMPS pour offrir à vos hôtes de Prestige de la France (Parfums, cadeaux, couture etc.)

rustiques ou mont st-michel

GOURS DE VACANCES 1975

HERMINE COUTURE & FOURRURES

Messes anniversaires

rustiques ou mont st-michel

GOURS DE VACANCES 1975

HERMINE COUTURE & FOURRURES

Messes anniversaires

rustiques ou mont st-michel

GOURS DE VACANCES 1975

HERMINE COUTURE & FOURRURES

Messes anniversaires

rustiques ou mont st-michel

GOURS DE VACANCES 1975

HERMINE COUTURE & FOURRURES

Messes anniversaires

rustiques ou mont st-michel

GOURS DE VACANCES 1975

HERMINE COUTURE & FOURRURES

Les cravates Smalto font sourire les papas comblés. francesco smalto

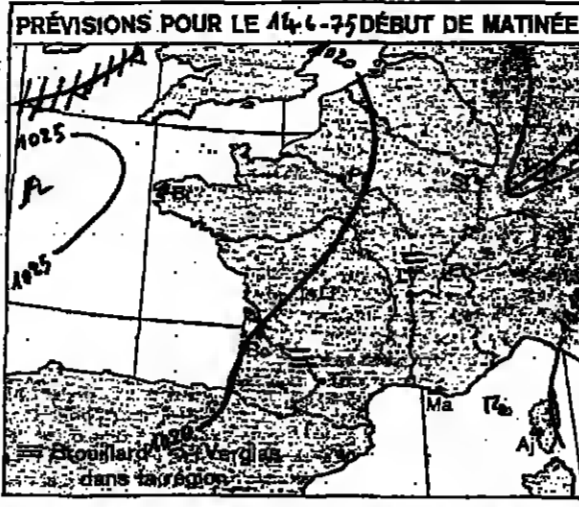
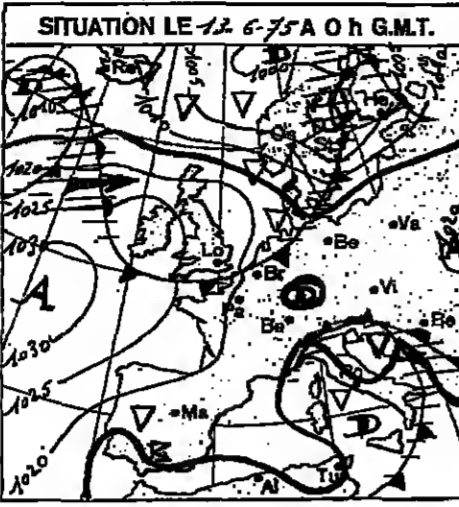
VENTE A VERSAILLES

LENTILLES DE CONTACT: des millions d'utilisateurs conquis.

VENTE A PONTOISE

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ aversees ☼ orages → Sens de la marche des fronts
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 13 juin à 6 heures et le samedi 14 juin à 24 heures :

La France restera sous l'influence d'une dorsale prolongeant jusqu'à l'Europe occidentale la zone anticyclonique océanique centrée près des Açores. Cette dorsale s'affaiblira toutefois sur les îles Britanniques, où un courant perturbé de secteur ouest, s'établira progressivement.

Samedi 14 juin, des brouillards nocturnes et matinaux évolueront rapidement dans les vallées de l'Est, du Centre et du Sud-Ouest, mais, au sud de la Garonne, des nuages bas seront au plus légers. Sur l'ensemble du pays, après la disparition de ces formations brumeuses, les éclaircies précéderont 25°C à 28°C dans la plupart des régions. Toutefois, après 22 h, la Manche et dans le Nord, le ciel se couvrira au cours de l'après-midi, à l'approche d'un front froid peu actif venant des îles Britanniques. Sur ces régions, les vents s'orienteront au secteur ouest et se renforciront. Au sud, d'autres perturbations orageuses, accompagnées de rafales, pourront encore éclater sur le sud des Alpes et le midi méditerranéen.

Vendredi 13 juin, à 7 heures, le pressio atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 012 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second le minimum de la nuit du 12 au 13) : Biarritz, 18 et 18 degrés; Bordeaux, 26 et 18; Brest, 18 et 12; Caen, 20 et 10; Cherbourg, 22 et 12; Clermont-Ferrand, 24 et 12; Dijon, 27 et 14; Grenoble, 24 et 14; Lille, 26 et 10; Lyon, 24 et 14; Marseille, 24 et 16; Nancy, 28 et 14; Nantes, 28 et 15; Nice, 22 et 17; Orléans, 26 et 15; Paris, 23 et 15; Perpignan, 28 et 17; Rennes, 26 et 10; Strasbourg, 28 et 13; Toulouse, 27 et 14; Valenciennes, 22 et 15; Ajaccio, 23 et 14; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 27 et 10 degrés;

Journal officiel

Sont publiés en Journal officiel du 13 juin 1975 :

DES DECRETS
 ● Fixant la composition et le nombre de chambres du tribunal de commerce de Bordeaux.
 ● Portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions des conjoints survivants, des mères de famille

Formation professionnelle

● Un séminaire franco-arabe sur la formation professionnelle est organisé à Paris du 16 au 19 juin par la Chambre de commerce franco-arabe. Des représentants des pouvoirs publics, du patronat et d'organismes spécialisés de formation venus de France et d'une douzaine de pays arabes participent à ces travaux qui porteront sur la politique de formation des cadres, techniciens, ouvriers français appelés à travailler en pays arabes, ainsi que des travailleurs arabes qui auront à utiliser dans leur pays la technologie française.

★ Renseignements auprès de la Chambre de commerce franco-arabe, 128, boulevard Haussmann, 75008 Paris, tél. 934-89-83.

et des personnes âgées du régime des travailleurs salariés agricoles et modifiant le décret n° 51-271 du 6 juin 1951 modifié fixant le régime des pensions de vieillesse et d'invalidité de l'assurance sociale obligatoire agricole.
 ● Fixant l'application des articles L. 212-4-2 et L. 212-4-4 du code du travail et des articles 19 et 20 de la loi n° 73-1196 du 27 décembre 1973 relative à l'amélioration des conditions de travail.
 ● Relatif à l'assurance volontaire des mères de famille et des femmes chargées de famille.

UN ARRÊTE

● Fixant le taux d'intérêt des obligations cantonnées.

DES LISTES

● Des candidats autorisés à se présenter au concours d'admission au centre de formation des officiers d'administration des affaires maritimes.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en vacances puissent trouver un journal chez les dépositaires.
 ● Les dépositaires de ce journal ont été désignés par arrêté préfectoral en date du 12 juin 1975. Ils sont répertoriés dans la liste ci-dessous.
 ● Les dépositaires de ce journal ont été désignés par arrêté préfectoral en date du 12 juin 1975. Ils sont répertoriés dans la liste ci-dessous.

FRANCE	Quinze jours	28 F
	Trois semaines	38 F
	Un mois	48 F
ÉTRANGER (note préalable)	Quinze jours	28 F
	Trois semaines	38 F
	Un mois	48 F
ÉTRANGER (avis)	Quinze jours	42 F
	Trois semaines	52 F
	Un mois	62 F

Le Monde

Service des Abonnements, 5, rue des Saussaies, 75008 Paris, C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
 3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - G.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sans Algérie) 98 F 188 F 223 F 308 F
 TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 144 F 273 F 402 F 530 F
 ÉTRANGERS par messagerie 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG FAYS-BAS - SUISSE 215 F 218 F 371 F 400 F
 2 - TUNISIE 225 F 221 F 377 F 440 F

Par voie aérienne, tarif sur demande. Les abonnements qui passent par quelque poste (trois volets) voudront bien joindre un chèque à leur demande. Changements d'adresse dans les pays étrangers (deux semaines au plus) ne sont acceptés que si les nouveaux adresses sont indiquées à l'adresse de leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez éviter l'usage de lettres recommandées et de lettres recommandées en caractères d'imprimerie.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

Guerre des majorités à l'Hôtel de ville

Le Conseil de Paris vient d'élire un nouveau président : M. Bernard Lafay appartient à l'U.D.R. Les tractions laborieuses et douloureuses, qui ont précédé cette élection n'ont pas contribué à assainir le climat à l'intérieur d'une assemblée parisienne minée par le double perspective des élections municipales de 1977 et de l'adoption d'un nouveau statut pour la capitale.

La séance du 12 juin a montré sa particularité que l'immobilité - pour ne pas dire plus - entre les deux grandes formations de la majorité U.D.R. et R.I. alliés eux centrés n'est pas apaisée. Des incidents violents et nombreux ont d'autre part opposé le public à des représentants de la majorité. Vue de l'Hôtel de Ville, la Caravelle de Paris ressemble de plus en plus à un bateau ivre.

Comme le veut la tradition, le nouveau président du Conseil de Paris, M. Bernard Lafay, a prononcé, le 12 juin après-midi, devant l'assemblée une allocution pour préciser les grandes orientations de son mandat, dont la durée est fixée à un an. Il a notamment déclaré : « Les Parisiens ont aujourd'hui pris conscience qu'un urbanisme réfléchi peut concilier le respect du passé, les impératifs du présent et l'ouverture vers l'avenir. Par ailleurs, les grandes opérations de rénovation requièrent un volume croissant d'équipements publics, sociaux, culturels et sportifs, bien entendu de voirie. » Le président du Conseil de Paris a continué à s'en tenir aux projets actuellement recensés en ces domaines, ce qui reste à faire représente une tâche de très grande ampleur. « Les grands travaux financiers qui ont jalonné leurs limites », a enfin M. Bernard Lafay, a estimé qu'il était légitime que le chef de l'État puisse connaître ses opinions.

La fin de la séance, le groupe Paris-Avenir (R.I. et centristes) a publié à propos de ce discours le communiqué suivant : « La continuation de la primauté accordée aux grands travaux et aux grands ensembles de rénovation serait en contradiction avec les aspirations de la population parisienne :
 a) L'absence de toute référence à la concertation avec les habitants et les associations et aux problèmes du logement social ;
 b) L'approbation trop théorique et au niveau de la doctrine » des

orientations définies par le président de la République.

« Au-delà de ce discours, qui reflète bien la politique défendue depuis dix-sept ans par les élus U.D.R., conclut Paris-Avenir, notre groupe rappelle son souci de changer de politique pour Paris. »

JEAN FERRIN.

Deux conseillers en viennent aux mains

De nombreux incidents ont obligé le 12 juin M. Bernard Lafay à lever la séance du Conseil de Paris. Une heure trente après son ouverture.

Ces incidents, prévisibles puisque la tribune réservée au public n'était pas pour nos foyers, éclatèrent quand le groupe communiste posa deux questions d'urgence : l'une sur le chômage, l'autre sur l'aide à apporter aux personnes âgées. Les communistes réclamaient notamment pour les chômeurs : le versement immédiat d'un acompte à tout demandeur et en plus l'augmentation de l'aide à l'habitation départementale. L'exécution partielle ou totale de l'impôt sur le revenu et les impôts locaux.

viennent aux mains

Le groupe U.D.R. et R.I. se disputait la tribune. Le maire de Paris, M. Jacques Thiaud, a continué son discours.

Un nouvel incident quand le député de police, M. Jacques Faullin interrompit l'orateur pour déclarer : « Je ne peux pas laisser dire que les chiens policiers soient au service du patronat. » Le préfet est alors hété par le public. Les instances pleurent à nouveau : la tribune est à nouveau française.

Le groupe U.D.R. et R.I. se disputait la tribune. Le maire de Paris, M. Jacques Thiaud, a continué son discours.

ENVIRONNEMENT

LES DÉFENSEURS DU LARZAC MANIFESTENT A PARIS ET CHERCHENT À ÉTENDRE LEUR ACTION

Pour marquer leur détermination de ne laisser prendre le camp militaire du Larzac, les membres du comité de soutien aux « 103 » du camp de Larzac ont organisé le 12 juin un rassemblement à Paris. Vers 15 heures, cinq d'entre eux déployèrent au sommet de la tour sud de Notre-Dame un grand drapeau portant l'inscription « Larzac vaincra ! ».

Il fallut aux hommes de la préfecture de police trois quarts d'heure pour la décrocher. Vers 18 heures, vingt et un garçons et filles appartenant aux familles de ministères de la défense, brisèrent leurs chaînes pendant quarante minutes, pendant lesquelles d'autres membres du comité de soutien distribuèrent des tracts. On s'attend à d'autres manifestations - surprises ailleurs en France et particulièrement autour du terrain militaire contesté.

An cours de cette semaine les paysans et les comités qui se sont constitués en tout ou partie en France lancent un manifeste d'indignation intitulé *Gardarem lo Larzac*, soit le premier numéro, de 40 pages, est distribué par les militants.

Sur douze pages de format « tabloïd », cet organe se présente d'ensemble comme un *outil de combat contre le pouvoir en place* et ses armes à l'indigne que le Groupement foncier agricole (G.F.A.), créé en décembre 1973 pour acheter des terres sur le Larzac compte aujourd'hui mille deux cents souscripteurs et qu'il a acquis un certain nombre de parcelles totalisant 320 hectares (contre 2 000 achetés par l'armée) qui sont à la disposition des agriculteurs.

Le Conseil d'Etat, devant lequel ils ont fait appel de la décision du tribunal administratif de Toulouse de suspendre l'installation de la centrale nucléaire de Larzac, rendra son jugement à l'automne prochain.

Enfin, *Gardarem lo Larzac* présente plusieurs enquêtes sur d'autres « luttes paysannes », notamment en Loire-Atlantique et dans le Maine-et-Loire, qui marquent bien l'intention de ses rédacteurs de déborder largement la seule affaire du camp militaire.

(1) Pierrefiche du Larzac, par La Roque-Saint-Martin, 12000 m. alt.

LES ÉLECTEURS DISENT NON À LA CENTRALE DE COLFÈCH. Par 417 voix contre 717 les électeurs des cantons de Valence d'Alen et d'Auvillar (Tarn-et-Garonne) se sont prononcés contre l'éventuelle implantation d'une centrale nucléaire à Colfèch, sur les rives de la Garonne. 80 % des électeurs inscrits dans les vingt et une communes concernées ont participé à la consultation organisée par les municipalités. La centrale doit comporter quatre réacteurs de 136 mégawatts et plusieurs tours de refroidissement de 150 mètres de haut sur 150 mètres de large. L'importance de ce projet avait déjà provoqué des prises de position défavorables de nombreux élus de la région. Les électeurs leur ont donné raison dans la proportion de 88 %.

TRANSPORTS

Des groupes financiers américains s'intéressent au paquebot « France »

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie à Paris le jeudi 12 juin, le déblocage de prêts spéciaux du F.I.D.E.S. d'un montant de 10 millions de francs pour la pêche au thon tropical et de 10 millions pour la pêche en mer.

Un groupe américain a étudié l'exploitation du France comme hôtel flottant devant Rio. Un groupe américain pourrait chercher à utiliser le bateau comme hôtel flottant dans les Caraïbes.

Enfin, laisse-t-on entendre dans les milieux gouvernementaux, le paquebot pourrait être vendu à des financiers américains qui l'exploiteraient pour des croisières.

A propos des transports parisiens, aucune décision n'a encore été prise sur une augmentation des tarifs de la R.A.T.P., a souligné M. Cavallé.

M. Cavallé a confirmé l'intention du gouvernement d'étudier un nouvel avion de transport civil en coopération avec les autres pays européens. Des contacts ont déjà été pris avec les compagnies aériennes pour déterminer les besoins et délimiter les marchés possibles. Le ministre a enfin annoncé que deux transporteurs à la demande avaient reçu l'autorisation d'exploiter des vols charters en Europe et dans le bassin méditerranéen. France Aéro Charters, avec une Caravelle et à Minerve, avec deux Caravelle-6.

Le NOMBRE DE MARINS A DIMINUÉ DE 46 % EN CINQ ANS

De notre correspondant

Le Havre - Le congrès national de la Fédération des marins C.G.T. (pêche et commerce) s'est achevé, le jeudi 12 juin au Havre, après trois journées de travaux, dont la dernière a vu l'élection de M. François Legain, au poste de secrétaire général, en remplacement de M. Augustin Gruenais, qui conserve néanmoins les fonctions de délégué à la pêche et aux affaires internationales.

Deux résolutions ont été adoptées : la première, à propos du commerce, revendique une flotte répondant aux besoins du pays pour tous les genres de navigations, une priorité aux investissements dans les secteurs où la France est la plus faible que les autres pays, et l'arrêt de la vente des navires qui ne sont pas remplacés. Pour les rétrogradations, les marins réclament, outre des augmentations de salaire en rapport avec l'évolution réelle du coût de la vie, une grille unique du matelot au commandant, une durée de travail de huit heures par jour et l'amélioration des congés à l'expiration de l'accord en vigueur.

Le demi-départ de M. Gruenais est un événement marquant dans la chronique maritime. M. Gruenais occupait le secrétariat général de la Fédération des marins C.G.T. depuis 1971. Très peu de décisions importantes ont été prises depuis longtemps par les pouvoirs publics ou par les armateurs sans qu'il n'ait sollicité son avis et si possible son accord. Il a mené une détermination et honnêteté un grand nombre de combats pour que les conditions de vie des marins soient améliorées et pour que la situation des pavillons de complaisance soit désastreuse. Sa dernière grande bataille fut celle de la pêche en France.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1175

HORIZONTALEMENT

I. Il est rare qu'ils ne terminent pas un poulet bien tendre ; A parfois poussé un roi à abandonner une couronne. — II. Chapelet important (trois mots). — III. Appréciées peut-être ; Vieille tige ; Fin de mode. — IV. Fermé de coquilles, certaines choses de haut ; Le mot de la fin. — V. Coup dur ; Forme de devin ; Deux lettres. — VI. Élément du relief breton ; Plus en place (épée) ; Préfixe. — VII. Très exposé à l'envie ; Sécréta souvent de son régime ; Article. — VIII. Dans une grammaire arabe ; Pronom ; Reçoit maintes fugitives. — IX. Élément de l'écriture. — X. Naturel ; Lieu touristique. — XI. Maintenu à l'embou. — XII. Symbole chimique ; Localité chaldéenne ; Préfixe ; Poids lourd. — XIII. Certains lui attribuent une influence magique ; Ne craint pas l'eau ; D'un auxiliaire. — XIV. Encore ! ; Effet certain ; Travail ; A donc de la suite dans les idées. — XV. Orientation ; On leur a assigné des limites très strictes.

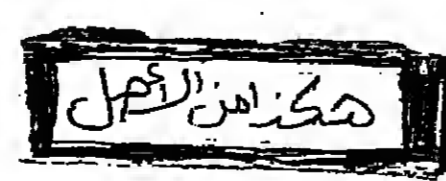
VERTICALEMENT

1. Source digne de foi ; Même dans le gratin, il n'est pas toujours bon goût. — 2. Dans le nombre des connaissances que l'on peut acquérir à tout âge ; Utile à l'apnée ; Tenait son prestige d'un assemblé rare de signes physiques. — 3. Réduits en menues particules ; Génie. — 4. De fort bon goût ; Pièce ornementale. — 5. Boire à petits coups (est agréable) ; Localité de France. — 6. Suite alphabétique ; Préfixe. — 7. Orientation ; A survécu le Septième Art ; Montrent facilement pâtes blanches. — 8. Vieilles habitudes ; Pour en parler, il faudrait une définition du tonnerre ; Bon cavalier. — 9. Figure biblique ; Peintre illustre. — 10. Sur le Danube ; Transcrits ; N'a pas toujours le cœur aussi sec qu'on

Solution du problème n° 1174

Horizontalement
 I. Corvée ; Do. — II. Adjectif. — III. Di ; Aide. — IV. Flan ; Ennet. — V. Ans ; Greva. — 6. T.R. (Rebandit) ; Slip. — VII. Xérés ; Ale. — VIII. Répéter. — IX. Geste ; Ra. — X. Ab ; Uria. — XI. Dévoitue.
 Verticalement
 1. Cadeaux ; Gnd. — 2. Ode ; Erbe. — 3. Ré ; Astres. — 4. Viral ; Rept. — 5. Eau ; Suet. — 6. Elders ; Ra. — 7. Démélat. — Fu. — 8. De ; Evitras. — 9. Tappes.

GUY BROUTY



سكائن الوطن

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONSTRUCTION

Après avoir visité deux ensembles d'H.L.M. de la région parisienne

Une réforme de l'ensemble du système de production du logement doit être accomplie

DÉCLARE M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing a visité jeudi matin 12 juin deux ensembles d'H.L.M. de la région parisienne, en compagnie de M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement.

UN ÉCHO OU UN AVERTISSEMENT ?

Que M. Giscard d'Estaing ait visité deux sites, quelques jours après le congrès de Grenoble de l'Union nationale des organismes d'H.L.M., n'est certainement pas un hasard. On trouve d'ailleurs, dans le commentaire rapporté par le porte-parole de l'Élysée, un écho aux préoccupations des dirigeants d'H.L.M., qu'il s'agit de la qualité des logements à bâtir — qui doit être améliorée, — de la stabilisation des fonds consacrés à ce sujet — le Livre blanc des H.L.M. suggère notamment de soulever le système actuel de financement, pour que l'on puisse construire davantage à coût public constant — ou encore de l'opportunité d'une réforme de l'ensemble du système de production, immobilière.

L'Union des H.L.M. parisiennes, à ce propos, le droit pour les organismes dits d'habitation à loyer modéré de devenir des généralistes de l'habitat, proposant aux collectivités locales et mettant en œuvre pour leur compte une transformation profonde de l'urbanisme, concernant aussi bien la construction sociale que l'habitat de prix moyen. Le Livre blanc avance même que les organismes d'H.L.M. pourraient assurer à l'avenir 50 % de la construction française et jouer un rôle pilote (en services sociaux collectifs publics) dans le renouvellement des villes anciennes et l'ordonnement des villes nouvelles. Est-ce à ces ambitions qu'a fait écho le chef de l'État ?

On bien faut-il voir dans ce propos un avertissement aux professionnels qui, souvent encore mal organisés, assez peu structurés, financièrement trop dépendants des banques, ne sont pas en état — l'expérience atteste le montre — de résister aux à-coups de la conjoncture, et ne font pas assez profiter le client de leur grande productivité de l'industrie du bâtiment ? S'ils ne mettaient pas eux-mêmes de l'ordre dans leurs affaires, l'État pourrait donc y songer...

Un écho ou un avertissement ? O. M.

A Fontenay-sous-Bois, où le maître, M. Louis Bayeure (P.C.), interpellant le chef de l'État, s'est étonné de n'avoir pas été averti à l'avance de sa venue. M. Giscard d'Estaing a déclaré : « L'intérêt de cette visite est de voir des types d'H.L.M., des projets récents, qui correspondent à un effort nouveau d'aménagement du cadre de vie et de la qualité de la vie. Tout ce que l'on dit sur la qualité de la vie doit commencer par le logement, car c'est là que la vie se déroule essentiellement. »

A Suresny, où le chef de l'État s'est rendu ensuite en pilotant lui-même son hélicoptère, il s'est entretenu avec un jeune couple de résidents avant d'indiquer : « Je viens de voir deux réalisations, l'une en tissu urbain, l'autre dans un tissu moins dense, qui sont des exemples de logements H.L.M. entrant dans les normes et qui sont des types individuels ou individuels. Le gouvernement a lancé une grande réflexion sur la réforme du logement, sur les conditions de financement en particulier, mais il ne s'agit pas seulement de voir les procédures »

et les questions administratives. Il faut voir les réalisations. Il faut voir si est possible de trouver un type de logement social qui réponde à l'exigence de qualité de vie et au souci que les Français ont de disposer d'un logement individuel et personnel. Ce que je viens de visiter montre que c'est possible, que c'est réalisable. »

En fin de matinée, M. Xavier Couyou - Beauvais, porte-parole de l'Élysée, a précisé que cette visite, organisée par le secrétaire d'Etat au logement, était une visite de travail sans protocole. Il a d'ailleurs paru en public le commentaire suivant de M. Giscard d'Estaing :

« 1) Dans une société libérale avancée, l'habitat doit pouvoir être marqué fortement par la préférence que l'on peut accorder au logement individuel ou plutôt individuel. »

« 2) Le logement social doit être conçu avec des normes qui soient acceptables pour la société à venir. Cela n'empêche qu'on ne puisse le faire qu'avec les ressources actuelles et y donc un système décent à opérer constamment entre la qualité et le prix ; »

« 3) La préoccupation de la qualité de la vie s'appuie d'abord au logement. Une réforme de l'ensemble du système de production du logement doit être accomplie. »

Le porte-parole de l'Élysée a ajouté que M. Giscard d'Estaing présiderait avant la fin de l'année un conseil sur le logement. A l'issue de cette visite, la municipalité de Fontenay-sous-Bois a dénoncé le manque de crédit de l'État et pour les règles les plus élémentaires de la démocratie et lui a reproché de vouloir statuer et démissionner les mérites de constructions H.L.M. et de réalisations municipales qui ne doivent rien à l'État, (mais) sont le fruit de l'action conjuguée des élus et de la population. Dans l'Hémicycle, Roger Pourtau note, vendredi 13 juin, que les deux réalisations visitées par M. Giscard d'Estaing sont « des cas d'exception qui ne peuvent pas être généralisés. Il ajoute : « Négliger ces problèmes d'indivisibilité qui sont la charnière des loyers et des charges, les conditions de financement trop onéreuses du logement social, l'insuffisance des crédits, la spéculation foncière ou le rejet à la périphérie des opérations H.L.M. le président de la République s'en est tenu aux seules notions d'esthétique, d'architecture et de qualité de la vie pour justifier une réforme du système de production du logement à travers des crédits supplémentaires. (...) Imaginez et rêvez autant que vous voudrez, mais il n'y aura pas un sou de plus pour le logement social. »

Il s'agit pour M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement de montrer au président de la République qu'il était possible de construire des logements sociaux de qualité. A Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), M. Giscard d'Estaing a visité un ensemble de deux cent soixante-quatre logements H.L.M. réalisés en cours de finition, conçus par MM. Andraut et Parat et construits par l'U.M. départementale H.L.M. du Val-de-Marne. Ces appartements offrent certains des avantages des maisons individuelles : vannes terrasses, pièces spacieuses, escaliers extérieurs.

A Suresny (Val-d'Oise), le président a pu apprécier la qualité de l'environnement et des espaces verts de cent quarante-neuf pavillons construits à la demande de habitants depuis quatre ans, construits par la Société anonyme de crédit immobilier du Val-d'Oise et imaginés par M. Bader.

L'Union des H.L.M. : il est nécessaire de reformer profondément les aides au logement.

Après la visite de M. Giscard d'Estaing, l'Union nationale des organismes d'H.L.M. a publié un communiqué dans lequel elle se félicite de l'intérêt porté par le chef de l'État au cadre de vie des Français, à l'habitat, et plus spécialement au logement social.

L'Union se déclare « sensible au fait que le président de la République ait porté une attention particulière aux efforts des offices et sociétés H.L.M. pour proposer aux catégories sociales modestes un habitat de haute qualité ». Après avoir indiqué que les deux programmes visités par M. Giscard d'Estaing ont été lancés dans des conditions de prix plus favorables que celles d'aujourd'hui, le communiqué souligne que les organismes H.L.M. « en dépit des contraintes économiques présentes, poursuivent leurs efforts dans le sens de l'innovation ».

Pour que ces réalisations de qualité soient véritablement accessibles aux plus démunis, l'Union H.L.M. estime « nécessaire de reformer profondément les aides au logement ». Elle pense en conclusion que « ces réformes », évoquées dans son Livre blanc, peuvent être préparées « dans un esprit de dialogue, tant avec les pouvoirs publics qu'avec les usagers ».

AGRICULTURE

Au colloque des mondialistes

M. CÉPEDE : il faut assurer l'indépendance alimentaire des petits groupes de producteurs.

Le colloque organisé par les Fédéralistes mondiaux, les Citoyens du monde et l'Association pour le développement du droit mondial s'est achevé mercredi 11 juin.

M. Louis Pécilier a tiré les conclusions des débats, notant en particulier que seules des institutions basées sur des principes de souveraineté nationale peuvent assurer l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial. Un comité va se constituer pour prolonger les travaux du colloque. En collaboration avec le prix Nobel d'économie, M. Tinbergen, il va préparer un rapport sur l'évolution nécessaire des instances internationales, qui sera envoyé aux Nations unies lors du prochain débat sur la réforme de l'ONU.

Au cours des débats consacrés aux problèmes alimentaires, M. Michel Cépede, ancien président indépendant de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (F.A.O.), a notamment déclaré : « La priorité nécessaire à la consommation alimentaire de 3 groupes vulnérables de la population sur la satisfaction des fantasmes des riches, source de profits pour quelques-uns, ne peut être assurée que par une politique agricole mondiale, commune à toute la planète. A la base d'une telle politique il doit y avoir l'indépendance alimentaire de chaque groupe, famille ou village de producteurs. » Plusieurs personnalités ont participé à ce colloque, notamment Mme de Lipkowitz, MM. Edouard Bondefoux, Alfred Fabre-Luce, René Mabeu et Alfred Sauvy.

LE COMITÉ D'ACTION VITICOLE DE L'AUDE a annoncé, jeudi 12 juin, qu'il allait « passer de nouveau à l'action en organisant la destruction de tout vin étranger » pour protester contre la continuation des importations de vins italiens.

Le comité estime que « aussi longtemps que des vins importés d'Italie viennent prendre la place des vins distillés la relation du marché s'avérera nulle ». Le comité envisage « le blocage total de toutes les vites européennes par les viticulteurs ». — (A.F.P.)

(Dessin de KONK.)



M. Giscard d'Estaing a déclaré : « L'intérêt de cette visite est de voir des types d'H.L.M., des projets récents, qui correspondent à un effort nouveau d'aménagement du cadre de vie et de la qualité de la vie. Tout ce que l'on dit sur la qualité de la vie doit commencer par le logement, car c'est là que la vie se déroule essentiellement. »

A Suresny, où le chef de l'État s'est rendu ensuite en pilotant lui-même son hélicoptère, il s'est entretenu avec un jeune couple de résidents avant d'indiquer : « Je viens de voir deux réalisations, l'une en tissu urbain, l'autre dans un tissu moins dense, qui sont des exemples de logements H.L.M. entrant dans les normes et qui sont des types individuels ou individuels. Le gouvernement a lancé une grande réflexion sur la réforme du logement, sur les conditions de financement en particulier, mais il ne s'agit pas seulement de voir les procédures »

et les questions administratives. Il faut voir les réalisations. Il faut voir si est possible de trouver un type de logement social qui réponde à l'exigence de qualité de vie et au souci que les Français ont de disposer d'un logement individuel et personnel. Ce que je viens de visiter montre que c'est possible, que c'est réalisable. »

En fin de matinée, M. Xavier Couyou - Beauvais, porte-parole de l'Élysée, a précisé que cette visite, organisée par le secrétaire d'Etat au logement, était une visite de travail sans protocole. Il a d'ailleurs paru en public le commentaire suivant de M. Giscard d'Estaing :

« 1) Dans une société libérale avancée, l'habitat doit pouvoir être marqué fortement par la préférence que l'on peut accorder au logement individuel ou plutôt individuel. »

« 2) Le logement social doit être conçu avec des normes qui soient acceptables pour la société à venir. Cela n'empêche qu'on ne puisse le faire qu'avec les ressources actuelles et y donc un système décent à opérer constamment entre la qualité et le prix ; »

« 3) La préoccupation de la qualité de la vie s'appuie d'abord au logement. Une réforme de l'ensemble du système de production du logement doit être accomplie. »

Le porte-parole de l'Élysée a ajouté que M. Giscard d'Estaing présiderait avant la fin de l'année un conseil sur le logement.

A l'issue de cette visite, la municipalité de Fontenay-sous-Bois a dénoncé le manque de crédit de l'État et pour les règles les plus élémentaires de la démocratie et lui a reproché de vouloir statuer et démissionner les mérites de constructions H.L.M. et de réalisations municipales qui ne doivent rien à l'État, (mais) sont le fruit de l'action conjuguée des élus et de la population.

Dans l'Hémicycle, Roger Pourtau note, vendredi 13 juin, que les deux réalisations visitées par M. Giscard d'Estaing sont « des cas d'exception qui ne peuvent pas être généralisés. Il ajoute : « Négliger ces problèmes d'indivisibilité qui sont la charnière des loyers et des charges, les conditions de financement trop onéreuses du logement social, l'insuffisance des crédits, la spéculation foncière ou le rejet à la périphérie des opérations H.L.M. le président de la République s'en est tenu aux seules notions d'esthétique, d'architecture et de qualité de la vie pour justifier une réforme du système de production du logement à travers des crédits supplémentaires. (...) Imaginez et rêvez autant que vous voudrez, mais il n'y aura pas un sou de plus pour le logement social. »

Il s'agit pour M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement de montrer au président de la République qu'il était possible de construire des logements sociaux de qualité. A Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), M. Giscard d'Estaing a visité un ensemble de deux cent soixante-quatre logements H.L.M. réalisés en cours de finition, conçus par MM. Andraut et Parat et construits par l'U.M. départementale H.L.M. du Val-de-Marne. Ces appartements offrent certains des avantages des maisons individuelles : vannes terrasses, pièces spacieuses, escaliers extérieurs.

A Suresny (Val-d'Oise), le président a pu apprécier la qualité de l'environnement et des espaces verts de cent quarante-neuf pavillons construits à la demande de habitants depuis quatre ans, construits par la Société anonyme de crédit immobilier du Val-d'Oise et imaginés par M. Bader.

L'Union des H.L.M. : il est nécessaire de reformer profondément les aides au logement.

Après la visite de M. Giscard d'Estaing, l'Union nationale des organismes d'H.L.M. a publié un communiqué dans lequel elle se félicite de l'intérêt porté par le chef de l'État au cadre de vie des Français, à l'habitat, et plus spécialement au logement social.

L'Union se déclare « sensible au fait que le président de la République ait porté une attention particulière aux efforts des offices et sociétés H.L.M. pour proposer aux catégories sociales modestes un habitat de haute qualité ». Après avoir indiqué que les deux programmes visités par M. Giscard d'Estaing ont été lancés dans des conditions de prix plus favorables que celles d'aujourd'hui, le communiqué souligne que les organismes H.L.M. « en dépit des contraintes économiques présentes, poursuivent leurs efforts dans le sens de l'innovation ».

Pour que ces réalisations de qualité soient véritablement accessibles aux plus démunis, l'Union H.L.M. estime « nécessaire de reformer profondément les aides au logement ». Elle pense en conclusion que « ces réformes », évoquées dans son Livre blanc, peuvent être préparées « dans un esprit de dialogue, tant avec les pouvoirs publics qu'avec les usagers ».

Rover
RANGE-ROVER - LAND-ROVER

Jaguar
CONCESSIONNAIRE
FRANCO-BRITANNIC AUTOS
25, rue P. V. Coutinnet 92300 LEVALLOIS - Tél. 757 50 80 +
LOCATION LONGUE DURÉE

(PubliInfo)

RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA
MINISTÈRE DU COMMERCE, DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES MINES
OFFICE GÉNÉRAL DES PROJETS DE TAMBAO

AVIS DE PRÉSELECTION INTERNATIONALE

La République de Haute-Volta lance un appel à la concurrence internationale en vue d'attribuer la liste des Entreprises admissibles à participer à un appel d'offres restreint qui aura lieu en 1975 pour la construction du chemin de fer OUAGADOUGOU - TAMBAO 339 km.

Les candidatures devront parvenir au plus tard le 31 juillet 1975 avant midi (G.M.T.) à l'Office Général des Projets de TAMBAO - Boite Postale n° 12 - OUAGADOUGOU (Haute-Volta).

Les Entreprises ou groupements d'Entreprises désireux de poser leur candidature à la présélection recevront, sur simple demande, un dossier comprenant : un avis de présélection, une note d'information générale et une note technique de présentation.

Ces documents sont rédigés en français et la demande doit être faite à l'une des adresses suivantes :

Office Général des Projets de TAMBAO
B.P. n° 12 - OUAGADOUGOU (Haute-Volta).

Toutes ambassades de Haute-Volta à l'étranger.
(France - République Fédérale d'Allemagne - Etats-Unis - Belgique - Canada - Côte d'Ivoire - Ghana - Union Soviétique - Chine Populaire.)

PARIS → LE CAIRE
sans escale
par Boeing 707

Lundi	Dimanche
Dép. Paris (CDG) 12h25	Dép. Le Caire 15h40
Arr. Le Caire 18h45	Arr. Paris (CDG) 18h20

Consultez votre Agent de Voyages ou
ABC Travel, 61, rue La Botte - 75008 Paris - Tél. 389.02.88 - 389.86.44/45.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES
55, avenue George-V - 75008 Paris - Tél. 720.050/51

Valéry Giscard d'Estaing
Président de la République

Il a l'intérêt d'être bien à jour puisque j'y ai noté la présence de nombreuses données allant jusqu'à la fin de l'année 1974.

Jean-Pierre Fourcade
Ministre de l'Economie et des Finances

Un excellent outil de travail pour ceux qui, par goût ou par obligation, s'intéressent aux problèmes économiques et financiers.

François Mitterrand
Cet ouvrage constitue un élément de base indispensable à quiconque se veut informé et formé au vocabulaire des temps que nous vivons.

Michel Rocard
Une réussite rare : définitions et références sont actuelles, pratiques, utilisables. Ce dictionnaire répond opportunément aux exigences nouvelles : manier avec plus de rigueur les concepts nécessaires à l'action sans se perdre dans des débats théoriques insolubles.

ont apprécié le "BERNARD et COLLI"

Les 1000 mots clefs du responsable économique

Parce que les mots de tous les jours ne sont pas toujours les plus simples

1200 pages, relié toile sous jaquette 250 F **SEUIL**

Dictionnaire économique et financier

INS

Hotel de ville

JEAN PÉLI

vement aux mains

INS

ERS AMERICAINS

Jehol - France

E MARIAS

EN SUITE ANS

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

APRÈS L'O.C.D.E. ET LA C.E.E.

Les experts de la Rue de Rivoli révisent en baisse les comptes de la nation

Les experts ne cessent de faire leurs comptes à rebours : à Paris, au ministère de l'économie et des finances, ainsi qu'à l'O.C.D.E. à Bruxelles, au siège des Communautés européennes, la croissance française s'effrite dans les tableaux au fil des jours. Il serait facile d'ironiser si ces révisions permanentes

ne traduisaient la profondeur d'une récession dont les économistes et les hommes politiques ont — involontairement ou non — sous-estimé la gravité et la durée. Il en est ainsi des spécialistes français dont les travaux ont été examinés ce vendredi 13 juin par les quarante-cinq membres de la commission des comptes

de la Nation. En neuf mois, de septembre à juin, ils ont réduit de moitié leurs estimations concernant la croissance tombée de 4,2 % à 2,1 %. On peut se demander si une nouvelle révision en baisse n'interviendra pas une fois que la nouvelle révision en baisse n'interviendra pas ultérieurement.

Le présent ajustement concerne les différents paramètres de l'activité économique, mais surtout les investissements. La progression de ceux-ci en 1975 est maintenant évaluée à 1,7 % seulement contre 4 % en septembre dernier. Les entreprises n'augmenteraient plus leurs investissements que de

sees en baisse. En 1974, la production intérieure brute n'a finalement augmenté que de 3,5 %, contre 4,7 % indiqués en septembre 1974 et 5,5 % prévus en septembre 1974. En fait, le chiffre de 2,1 % maintenant mentionné pour 1975 (voir le tableau ci-dessous) peut

de la First National City Bank. Pour d'autres, il ne faut pas s'attendre à un redressement avant six mois, mais en dix-huit mois seront nécessaires pour que la production retrouve le niveau de la fin de 1972. La présentation des chiffres officiels suscite d'ailleurs une certaine méfiance. Ainsi, dans un document publié à l'occasion de la réunion de la Commission des comptes de la nation, et qui a été distribué aux commissaires à l'entrée de la séance, la C.F.P.D.

	1973			1974			1975		
	En millions	VARIATION EN VOLUME (%)	HAUSSES DES PRIX (%)	En millions	VARIATION EN VOLUME (%)	HAUSSES DES PRIX (%)	En millions	VARIATION EN VOLUME (%)	HAUSSES DES PRIX (%)
RESSOURCES DE LA NATION :									
Produit intérieur brut...	1 014 492	+ 3,5	+ 4,7	+ 3,5	+ 4,7	+ 3,5	1 168 233	+ 4,2	+ 2,1
Importations...	187 227	+ 12,5	+ 7,7	+ 4,9	+ 2,4	+ 46,4	257 136	+ 6	+ 3,7
dont : Étranger	156 905		+ 7,8	+ 5,1		+ 45,3	237 783	+ 5,1	+ 3,1
P.O.M.	10 352		+ 5,1			+ 52,5	17 723	+ 4	+ 10,6
TOTAL	1 151 744	+ 6,4	+ 5,1	+ 3,7	+ 6,1	+ 14,7	1 422 974	+ 4,5	+ 1,1
EMPLOI DE CES RESSOURCES :									
Consommation...	686 631	+ 3,5	+ 4,4	+ 4	+ 7,1	+ 14	811 729	+ 3,4	+ 2,6
dont : Ménages	648 929	+ 3,6	+ 4,5	+ 4,2	+ 7,2	+ 14	767 443	+ 3,5	+ 2,6
Administrations	37 702	+ 2,4	+ 2,7	+ 2,2	+ 6,4	+ 14,4	44 286	+ 1,9	+ 10,1
Institutions financ.	3 945	+ 2,7	+ 2,7	+ 2,2	+ 6,2	+ 11,8	347 622	+ 4	+ 2,1
Formet. brute de cap. fixe	292 233	+ 4,7	+ 4,6	+ 3,1	+ 6,2	+ 11,8	347 622	+ 4	+ 2,1
dont : Entreprises	193 833	+ 4,5	+ 4,7	+ 2,7	+ 6,2	+ 11,8	228 888	+ 4,5	+ 2,2
Ménages	98 400	+ 4,5	+ 4,5	+ 2,7	+ 6,2	+ 11,8	73 323	+ 4,5	+ 2,2
Administrations	28 439	+ 7,9	+ 5,5	+ 2,7	+ 5,4	+ 10,9	41 564	+ 2,7	+ 6,4
Institutions financ.	2 819	+ 7,9	+ 5,5	+ 2,7	+ 5,4	+ 10,9	3 249	+ 2,7	+ 6,4
Augmentation des stocks	27 287						27 287		
Exportations	158 823	+ 12	+ 12,7	+ 8,8	+ 2,4	+ 22,1	226 573	+ 10,1	+ 1,1
dont : Étranger	150 635		+ 12,2	+ 8,8		+ 22,1	209 715	+ 4,5	+ 5,9
P.O.M.	14 438		+ 12,6	+ 9	+ 2,6	+ 19,6	11 878	+ 1,1	+ 4,4
Solde des stocks de serv.	10 553	+ 8,3	+ 6,8	+ 9		+ 7,9	8 375	+ 5,1	+ 9
dont : Étranger	7 754		+ 7,4	+ 1		+ 5,9	3 208	+ 1,1	+ 9,5
P.O.M.	2 829		+ 4,2	+ 2,7		+ 29	2 167		
TOTAL	1 151 744	+ 6,4	+ 5,1	+ 3,7	+ 6,1	+ 14,7	1 422 974	+ 4,5	+ 1,1

2 % au lieu de 4,5 %. Pour les ménages, il s'agit même d'une baisse de 1,3 % des dépenses d'équipement (pour l'essentiel l'achat d'un logement) au lieu d'un progrès de 3,3 % prévu en septembre. Les exportations n'augmenteraient que de 1,1 % (au lieu de 10,1 % envisagés à l'automne), tandis que les importations diminueraient de 3,7 % au lieu de progresser de 6 %.

difficilement masquer sa nature politique, surtout si on le rapproche des calculs effectués par d'autres organismes. Pour la chambre de commerce de Paris, la croissance de la P.I.B. ne dépasserait pas 1,8 %. Les experts de l'O.C.D.E. et de Bruxelles sont encore plus pessimistes : ils envisagent des taux de croissance du produit national brut (P.N.B.) et de 1,5 % et 1 % respectivement, ce qui correspond à des taux légèrement inférieurs pour la production intérieure brute française. Encore au château de

maine des prix et de la balance des comptes extérieurs. Maintien, il cherche à faire accepter la dégradation de la situation en annonçant la fin de la crise pour 1976 x. — M. B.

Durant les cinq premiers mois

Les excédents des caisses d'épargne ont dépassé de 71 % ceux de l'an dernier

L'excédent des dépôts sur les retraits dans les caisses d'épargne a atteint 11,8 milliards de francs pour les cinq premiers mois de 1975, soit une progression de 71 % par rapport à la même période de l'an dernier, a annoncé jeudi 12 juin M. Maurice Ferrous, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, qui présentait à la presse le rapport d'activité de son établissement pour 1974.

Cette progression est encore plus brillante que celle enregistrée à la même époque l'an dernier, car rapport à 1973 : + 61,9 %, ce qui laisse présager un niveau tout à fait exceptionnel de collecte de l'épargne pour l'ensemble de l'année 1975, et permettra à la Caisse des dépôts d'accroître ses concours à l'équipement en collectif.

En 1974, l'ensemble des concours s'est élevé à 16,9 milliards de francs (+ 16,7 %) dont 12 milliards de francs (+ 26 %) au titre de l'équipement local, 1,04 milliard de francs contre 1,2 milliard de francs au titre des prêts fonciers, et 3,3 milliard de francs (inchangés) attribués à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.). Les concours à la construction

de logements se sont élevés à 18,0 milliards de francs (+ 28 %), soit le cinquième de la formation brute de capital fixe de ce secteur d'activité ; les prêts spéciaux aux H.L.M. ont progressé de 16 % à 9,88 milliard de francs, et ceux accordés aux particuliers par les caisses d'épargne ont augmenté de 28 % à 3,58 milliard de francs.

Sur le marché financier, les achats nets d'obligations et d'actions sont restés stables à 10,5 milliards de francs, la Caisse ayant souscrit 23 % des émissions nouvelles d'obligations, et le portefeuille d'actions s'étant gonflé de 0,78 milliard de francs contre 0,87 milliard de francs. Enfin, la Caisse des dépôts est restée en 1974, après la Banque de France, le principal apporteur de capitaux sur le marché monétaire (22,9 milliards de francs au 31 décembre).

BOUEN : REPRISE DU TRAVAIL A LA C.F.E.M. (Compagnie française métallurgique), où les ouvriers, en conflit depuis cinq mois avec occupation depuis le 24 avril, avaient dû évacuer les locaux le 9 juin après l'intervention des forces de l'ordre. Les grévistes ont obtenu, notamment, une prime de 200 francs.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS

SOUS-DIRECTION DES CHEMINS DE FER

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ALGÉRIENS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un Appel d'Offres International ouvert a été lancé pour la réalisation (clés en main) des travaux suivants :

- Equipement de 46 passages à niveau gardés au son gardés en signaux automatiques avec signalisations automatiques lumineuses et demi-barrières.

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

La date limite de réception des offres concernant les travaux précités, prévue initialement pour le 10 juin 1975, est reportée au 10 juillet 1975 à 16 heures, délai de rigueur.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche Marks	Francs suisses
6 heures	4 3/4	5 3/4	3 1/2
1 mois	3 1/4	5 3/4	4 1/2
3 mois	3 1/4	4 7/8	4 1/2
6 mois	3 1/4	4 7/8	4 1/2

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Direction de la Planification et de l'Orientation Universitaires.

Sous-Direction des Constructions et des Equipements

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé pour équiper en mobilier les bureaux des enseignants et des locaux à usage administratif dans les Instituts de Biologie, Chimie et Physique et dans le bloc de liaison correspondant.

Les dossiers de soumission peuvent être retirés à compter de la parution du présent avis d'Appel d'Offres International au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Direction des Constructions et des Equipements, 1, rue Attar Bachir place du 1^{er} Mai, Alger.

Les offres doivent parvenir au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la date de parution du présent avis d'Appel d'Offres.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « NE PAS OUVRIR A.O.L. USTA LOT 1-10 ».

Les mots croisés de la loterie nationale

conçus par Guy Brouty

TRANCHE DU VENDREDI 13

Horizontalement. - 1/ Certains voient en ces numéros premier un facteur de chance supplémentaire. - 2/ Revient périodiquement ; Ses sourires sont plus ou moins généreux. - 3/ Sur le Nilmen. - 4/ Bien fourni ; Crier comme un cerveid. - 5/ Lettre grecque ; Soustrait ; Désigne un corps noir. - 6/ Bois noirs et peaux ; Dans la main d'un travailleur manuel. - 7/ Préfixe dupliant ; Prive d'un viscère. - 8/ Peut qualifier la chance de certains ; Terme musical. - 9/ Possessif ; Epanouit, chez une personne qui vient de gagner un lot important. - 10/ Gros ; Il réjouit, petit ; Il console ; Pronom personnel ; Lettres de « noblesse ». - 11/ Délicatement parfumée ; On dit qu'il n'a pas de patrie. - 12/ Attend bien souvent le vendredi 13 pour adresser à certains son plus agréable sourire.

Verticalement. - 1/ Treize, c'est une occasion supplémentaire de tenter sa chance à la Loterie ; inspire Larmar. - 2/ Il ne nous a jamais été précisé. - 3/ Comme un joueur qui ne se décourage jamais ; Naturel. - 4/ Le poète a tendance à le trouver amère ; Sur la rose des vents. - 5/ Fait du bruit ; Un endroit où les plongeurs peuvent exercer leurs talents. - 6/ Fausse inscription ; Orientation ; Sort parfois à peine de l'eau. - 7/ État de l'Afrique Equatoriale ; Ajoutent au pittoresque de certains paysages. - 8/ Greffe ; Peut, lui aussi, croire au caractère bénéfique du vendredi 13. - 9/ Le créateur de la Loterie Nationale ; Administrateur pour le compte d'autrui. - 10/ Façon d'attendre - chez les Français de la Loterie - et plus particulièrement celui du vendredi 13.

Solution demain dans ce journal

MC 4

entrepôt 800 M²

dans Gare S.N.C.F. PARIS

RAIL ET ROUTE CHAUFFÉ - CLASSE

LOCATION OU GESTION DE STOCKS

CIDE PARIS (12e) - 362-22-23 107, avenue Daumesnil

"Ce qu'il vous faut savoir" sur les comités d'entreprises et délégués du personnel

En librairie ou aux Editions J. Delmas et Cie 13, rue de l'Odéon 75006 Paris Tel. 329.06.32 C.O.P. 5831-24

DIMINUTION DU TAUX DES RÉSERVES OBLIGATOIRES DES BANQUES ET DE CELUI DES OBLIGATIONS CAUTIONNÉES

Le taux des réserves obligatoires non rémunérées constituées par les banques sur leurs dépôts à vue est ramené de 15 % à 11 %. Cette réduction correspond à 8 milliards de francs et procure aux banques une économie de 800 millions de francs, compensée par l'absence de 8,50 % de leurs tarifs. Le taux d'intérêt des obligations cautionnées, admises au paiement des droits et taxes indirectes est ramené de 10,50 % à 10,20 %.

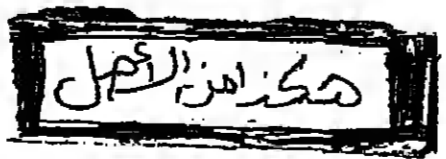
FORTE DIMINUTION DE LA MARGE BÉNÉFICIAIRE DE RHONE-POULENC

Depuis le début de l'année, l'activité a diminué de 23 % par rapport à la période correspondante, les ventes, il est vrai, de 1974. Du fait de ce ralentissement, mais aussi du fléchissement des prix et de l'augmentation des charges, la marge bénéficiaire brute après impôts du premier trimestre, n'a atteint que 300 millions de francs (-66,6 %). Aucune amélioration ne s'est encore fait sentir, sauf dans le secteur des fibres acryliques, et le chiffre d'affaires mensuel du groupe se maintient aux alentours de 1,5 milliard de francs (-15 %). Le président Renaud Gillet se refuse dans ces conditions à formuler le moindre pronostic. Mais il est d'ores et déjà acquis que les résultats de l'année seront mauvais. Les politiques consistes donc à ajuster les dépenses sur les recettes. Pour financer une partie des investissements, dont le montant a été ramené de 2,4 à 1,9 milliard de francs, Rhône-Poulenc lancera en cours de l'été un emprunt de 500 millions de francs.

A terme, M. R. Gillet estime que le groupe est bien placé pour participer à la reprise.

LA GREVE AUX P.T.T. A ETE FAIBLEMENT SUIVIE

Jeudi 12 juin, selon le secrétariat d'Etat, qui évalue à 18 % au lieu de 14 % mercredi le nombre des postiers qui ont suivi les consignes des syndicats C.G.T. et C.F.P.D.T.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

L'assemblée générale annuelle, présidée par M. Jacques Masson, s'est tenue le 6 juin 1975. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1974 ainsi que la répartition des bénéfices proposée par le conseil d'administration.

L'année 1974 a été caractérisée par :
- L'augmentation des coûts d'exploitation due à la hausse des salaires et des charges sociales ;
- L'accroissement des prix des matières premières telles que les aciers et les produits pétroliers ;
- L'augmentation du prix des frets maritimes, particulièrement vers les pays du Moyen-Orient ;
- L'arrêt presque total des investissements dans les industries pétrolières et pétrochimiques en France et dans la communauté européenne.

Par contre, la demande de biens d'équipement a été importante, en particulier des pays producteurs de pétrole. C'est ainsi que, sur un chiffre d'affaires total de 452 millions de francs, 52 % ont été réalisés à l'exportation.

Les différents postes ont connu une activité soutenue pendant l'ensemble de l'exercice en raison :

BILAN RESUMÉ AU 31 DÉCEMBRE 1974 (en millions de F)

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	46,8	Capital	39
Valeurs mobilières	111,6	Réserves	38,8
Valeurs d'exploitation	310,7	Provisions pour impôts et charges	30,8
Valeurs réalisables à court terme	223,5	Dettes à long terme	216,2
Autres réalisables	692,6	Dettes à court terme	377,6
Engagements reçus	83,2	Bénéfices de l'exercice	8,2
		Engagements donnés	143,3

De Dietrich

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mardi 17 juin 1975 à 15 heures, au château de Belchamps, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :
1) Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société durant l'exercice 1974 ;
2) Rapports des commissaires sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1965 ;
3) Approbation des comptes et du bilan de cet exercice et décharge aux administrateurs ;
4) Affectation et répartition des bénéfices ; fixation du dividende ;
5) Nomination d'un administrateur ;
6) Renouvellement partiel du conseil d'administration ;
7) Approbation des conventions

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire le mercredi 11 juin 1975 sous la présidence de M. Ambroise Roux, ont approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Les résultats des opérations d'exploitation d'énergie, après prise en charge d'une somme de 3 100 000 F au titre de la contribution exceptionnelle, à 100 000 000 F. L'ensemble de ce résultat est constitué par les revenus du portefeuille, qui interviennent pour 94 200 000 F contre 83 700 000 F en 1973.

Après contribution exceptionnelle, le total du résultat net des opérations d'exploitation et de la provision pour investissements s'établit à 103 500 000 F, contre 92 000 000 F pour l'exercice précédent.

Le bénéfice net de l'exercice s'établit ainsi à 101 493 000 F. Il a été décidé, après affectation aux réserves d'une somme de 1 500 000 F de répartir aux actions une somme de 57 200 000 F contre 50 700 000 F au titre de l'exercice précédent.

Le revenu global par action s'établit ainsi à 28,95 F, soit 17,30 F à titre de dividende et 11,65 F à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal).

(PUBLICITÉ)

PRISES D'INSCRIPTION EN VUE DU PROCHAIN CONCOURS D'ENTRÉE À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PUBLICITÉ et de Marketing
L'École Supérieure de Publicité et de Marketing, établissement privé d'enseignement technique fondé par la profession en 1927, sous la présidence de M. Pierre Mouton, directeur, au siège de l'École : 8, rue Léo-Delibes (avenue Kléber, Paris 11^e), tél. 127-77-43.
La date du concours d'entrée est fixée au jeudi 26 juin 1975.
Le concours d'entrée est ouvert aux candidats de l'enseignement technique complet ou partiel, des lycées et des collèges (Publicité, Marketing, Promotion des Ventes, Relations Publiques).
Études sur deux ans, préparant à un diplôme d'État : le B.T.S. de Publicité.

COFIMER

Compagnie Financière pour l'Outremer

Exercice 1974

Les comptes de l'exercice 1974 ont été approuvés par l'assemblée générale du 9 juin 1975, présidée par M. Pierre Mouton.

Le résultat d'exploitation s'établit à 12 809 000 F, en augmentation de près de 45 % sur celui de l'exercice précédent de 8 823 000 F.

Le résultat net ressort à 22 533 000 francs contre 14 923 000 F en 1973.

Cette augmentation résulte non seulement de la sensible progression des revenus d'exploitation, mais aussi du redressement de l'impôt qui a permis à la compagnie de reprendre d'importantes provisions constituées à ce titre.

L'assemblée a décidé :

1° de distribuer à partir du lundi 7 juillet, à chacune des actions composant le capital, un dividende net de 6 F (contre 5 F en 1973) auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 3 F ;

2° de reporter à nouveau une somme de 30 058 000 F.

Le total des investissements et disponibilités de Cofimer s'élevait, au 31 avril 1975, à 222 millions de francs. La valeur comptable de ses participations s'élevait, au 31 décembre 1974, à plus de 182 millions de francs, en augmentation de près de 45 millions de francs par rapport à l'année précédente.

Le total des actifs de la compagnie et de sa filiale, la Compagnie de gestion d'investissements internationaux COGIE, s'élevait à 334 millions de francs, contre 294 millions de francs, à la fin 1974.

L'assemblée, tenue le 11 juin 1975, sous la présidence de M. Daniel Buisson, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Le chiffre d'affaires hors taxes a été élevé à 279,2 millions de francs, en augmentation de 13 % sur celui de l'exercice 1973.

Le résultat d'exploitation consolidé avec celui de la Société auxiliaire de matériel est ressorti, après déduction des charges d'amortissements, à un bénéfice de 17,1 millions de francs, contre un déficit de 2,5 millions de francs en 1973.

Mais, compte tenu de diverses opérations concernant principalement des participations diverses et dépréciations de titres en portefeuille, le compte de pertes et profits se solda par un bénéfice de 7,7 millions de francs, que l'assemblée a décidé de reporter à l'exercice 1975, en déduction de la réserve légale et à la réserve de plus-value à long terme.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Cochemy s'élevait à 842 millions de francs, contre 742 millions de francs (T.C.E.) en 1973. Le bénéfice net consolidé s'élevait à 17,3 millions de francs après déduction de 2,5 millions de francs de charges d'amortissements, ce qui donne une marge brute d'investissement de 43,3 millions de francs. Les filiales, à l'exception d'une seule, ont dégagé des résultats bénéficiaires.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administration confié à M. Guy Brocard et ratifié la nomination comme administrateur de M. Philippe Rompin.

En outre, l'assemblée a nommé pour six années MM. Robert Mazars et Albert Pavie, commissaires aux comptes de l'exercice 1975.

MM. Xavier de Galzain et Jacques Courcier, dont les mandats arrivent à expiration le 31 décembre 1974, ont été reconduits pour six années.

M. Yves Delord, commissaire aux comptes suppléant, a été nommé par l'assemblée.

À l'issue de l'assemblée, le président a signalé les difficultés de réalisation du projet de commandes pour l'exercice en cours et la détermination correspondante du niveau des prix à un moment où les obligations sont en forte augmentation.

SOCIÉTÉ ANONYME DES USINES CHAUSSON

Dans une lettre adressée à ses actionnaires, le R.A. des Usines Chausson les informe que l'assemblée générale annuelle, prévue à cette date, sera tenue le mardi 17 juin 1975, à 15 heures, au siège social de la société, 11, rue de Valenciennes à Paris 11^e, à l'heure indiquée sur les convocations.

En effet, la désorganisation administrative due à l'occupation du siège social de la société, n'a pas permis de tenir en place les différents éléments nécessaires à la tenue régulière de l'assemblée ; la formation des actionnaires, rapport de l'exercice, compte du comité central d'entreprise, etc.

Par ailleurs, la société a également été dans l'impossibilité de répondre à des demandes d'informations formulées sur les comptes et les résolutions à soumettre à cette assemblée.

Dans ces conditions, une requête a été adressée au président du tribunal de commerce en vue de reporter l'assemblée à une date ultérieure, date qui sera précisée en temps opportun aux actionnaires de la société.

CREDIT AGRICOLE

La revue mensuelle « Économie et Finances agricoles » et « P.A.A. », éditée par le département Information-Études de la Caisse nationale du crédit agricole, a fait peau neuve à l'occasion de son numéro de mai 1975.

P.A.A. s'est maintenant plus de dix ans, et a rejoint, désormais plus attractif.

Intéressamment, les rubriques mensuelles ou financières sont désormais plus largement traitées.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire est tenue le mercredi 11 juin 1975 au siège social à Marseille, sous la présidence de M. Jacques Muller, président de la C.F.A.O. 74 889 actions sur 1 200 000 étaient représentées. Le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 1974 ressort au bilan à 43 910 566,01 F. Cet exercice avait une durée exceptionnelle de vingt mois. Le bénéfice ramené à une période de douze mois marque une progression de 14,8 % sur celui de l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 22 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 11 F, soit un total de 33 F par action. Un acompte sur dividende de 12,20 F assorti d'un avoir fiscal de 6,10 F ayant été mis en paiement le 4 novembre 1974, il reste à verser un solde sur dividende de 20,80 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 10,40 F. Le complément de dividende sera mis en paiement à partir du 30 juin 1975.

Le rapport du conseil d'administration indique le chiffre de production consolidé du groupe pour les douze mois de l'année 1974 s'est élevé à 3,1 milliards de francs, en augmentation de 38 % sur celui de l'exercice précédent de 2,25 milliards de francs. Ce chiffre d'affaires se réalise pour 64 % en Afrique et 36 % en Europe.

L'ensemble de la modification de structure amorcée en 1973 par la transformation des succursales africaines en sociétés filiales de droit local est achevée. Elle donne désormais à la compagnie le caractère d'une société d'investissement.

Le président, M. Jacques Muller, a indiqué dans son allocution que l'ensemble des affaires du groupe était satisfaisante et permettait d'envisager des résultats favorables pour l'exercice 1975 en cours.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

BANQUE DE LA HÉNIN

L'assemblée ordinaire du 26 mai 1975 a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1974 qui font apparaître un profit net de 12 516 147,02 F, après amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net de 3 847 564,21 F.

Après affectation d'une somme de 649 230,73 F à la Réserve pour plus-value à long terme, le solde disponible majoré du report à nouveau s'élevait à 1 146 828,33 F. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 18 F par action, donnant droit à un avoir fiscal de 9,50 F et représentant un revenu global de 27,50 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 30 juin 1975.

Cette distribution s'applique sur 227 058 actions en formation et le capital social de 23 293 750 F à la suite de l'absorption de la société CRÉDIBAIL, LA HÉNIN par la Banque de La Hénin, au date du 30 décembre 1974.

À la suite de cette opération, les fonds propres de la banque se sont élevés à 11 146 828,33 F et le total du bilan qui s'élevait à 41 146 828,33 F, au 31 décembre 1974, est passé, de fait, à 13 882 303 F au 31 décembre 1974.

L'encours global des crédits distribués par la banque s'élevait à 3 774 000 000 F un an auparavant.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.

Les actions nouvelles, ainsi que le droit d'acquisition, seront cotés à la Bourse de Paris, à partir du 6 septembre 1975.

Le conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de lier au 6 septembre 1975 le commencement des opérations de distribution de dividendes à la date du 30 septembre 1975, soit un délai de 240 000 actions gratuites correspondant à l'augmentation de capital décidée le 3 avril 1975.

Il est rappelé que la distribution se fera sur la base d'une action pour deux actions anciennes.



Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine

Allocution du Président Guillaumat à l'Assemblée générale du 6 juin 1975

Messieurs, Mesdames, Le rapport de votre conseil d'administration vous a présenté les résultats d'exercice qui ont été obtenus. Pour les premiers mois de 1975, les différents domaines dans lesquels se déploie l'activité de votre société connaissent des situations très contrastées.

L'exploitation des gisements d'hydrocarbures et la découverte de nouvelles réserves élargissent l'activité essentielle de notre entreprise.

Nos champs de gaz naturel en France et au Canada procurent la majeure partie des revenus de notre société. Les hausses des prix de vente en France en 1974 et 1975 ont porté le prix de notre gaz à un niveau supérieur d'environ 130 % à celui de fin 1973, mais le prix des combustibles concurrents sans soufre le dépasse encore de 40 % environ. Cette différence, propre à la taxation des prix français, rend difficile l'achat par notre pays des gaz du pétrole de l'étranger où votre société détient d'importantes participations. Toutefois, nos parts ne représentent que 10 % du total des ventes de gaz commercialisées en France, notamment par votre filiale la Compagnie Française du Méthane.

Sortant de la phase de démarrage, le développement de nos investissements de dernière année. Une révision de la politique fiscale canadienne restitue à notre filiale une partie de ses avantages fiscaux.

Les hausses de prix et l'accroissement de nos marchés nous permettent, pour peu que le réajustement annoncé de la fiscalité pétrolière soit obtenu, de maintenir les encouragements qu'elle comporte, de penser plus avant notre effort de recherche et de développement en valeur nominale de 1974 sur 1973. Nous en attendons le renouvellement, votre encouragement, de nos investissements.

Cette politique rencontre aussi les besoins du pays, à nouveau confirmés récemment par les pouvoirs publics. Certes les décisions de dernière année ont été prises dans une situation économique de dernière année. Une révision de la politique fiscale canadienne restitue à notre filiale une partie de ses avantages fiscaux.

Les hausses de prix et l'accroissement de nos marchés nous permettent, pour peu que le réajustement annoncé de la fiscalité pétrolière soit obtenu, de maintenir les encouragements qu'elle comporte, de penser plus avant notre effort de recherche et de développement en valeur nominale de 1974 sur 1973. Nous en attendons le renouvellement, votre encouragement, de nos investissements.

Cette politique rencontre aussi les besoins du pays, à nouveau confirmés récemment par les pouvoirs publics. Certes les décisions de dernière année ont été prises dans une situation économique de dernière année. Une révision de la politique fiscale canadienne restitue à notre filiale une partie de ses avantages fiscaux.

Les ha

LA VIE ÉCONOMIQUE

SELON L'O.C.D.E.

La Yougoslavie doit lutter davantage contre l'inflation et le déficit extérieur

M. François-Xavier Ortolé, président de la Commission de la C.E.E., fait du 12 au 15 juin une visite officielle en Yougoslavie, sur invitation du gouvernement de

Belgrade. Il doit notamment s'entretenir avec MM. Bijedic et Minic, respectivement président et vice-président du conseil exécutif fédéral.

Ces conversations permettront de faire le point des relations entre la Communauté européenne et la Yougoslavie, en particulier d'examiner les moyens d'élar-

gir la coopération entre les deux parties. Le comité mixte C.E.E.-Yougoslavie se réunira au niveau ministériel, en juillet, pour étudier ces perspectives.

Pays encore peu développé, la Yougoslavie doit donner la priorité à la croissance, tout en veillant à limiter le déficit de sa balance des paiements courants et à freiner l'inflation. C'est ce qui ressort de l'étude annuelle consacrée à ce pays que vient de publier l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.). Pour 1975, la politique économique yougoslave « reste fondamentalement tournée vers l'expansion », soulignent les experts de l'O.C.D.E., la stabilisation des prix étant considérée « comme un objectif à long terme qui ne peut être atteint que grâce à une progression substantielle et régulière tant de la production que de la productivité ».

Les importations devraient progresser en volume de 4 % et les exportations de 5 %. Or, même s'il est obtenu un assouplissement des restrictions appliquées aux achats de viande par la C.E.E., « il sera peut-être difficile, estime l'O.C.D.E., d'éviter que le déficit de la balance courante ne soit au

moins aussi important qu'en 1974 », où il dépassait le milliard de dollars. Un tel déficit « ne saurait sans doute être supporté pendant longtemps encore. Il conviendrait donc de consacrer une plus grande partie de la production intérieure à l'exportation ou à la substitution à des importations, ou encore à l'une et l'autre ».

Un danger public

Les experts de l'Organisation estiment en outre que les autorités yougoslaves se sont « un peu trop facilement accommodées de la dégradation de la situation en matière de prix ces dernières années ». Une inflation de l'ordre de 26 % par an, « outre qu'elle constitue un danger public », ne peut pas ne pas avoir d'importantes répercussions sur la distribution des revenus et tend à fausser le mécanisme de répartition des ressources financières et réelles ».

Malgré d'assez bons atouts en 1975 (bonnes récoltes, importantes réserves de produits alimen-

taires), il semble, étant donné le rythme de progression des salaires (+ 30 % en 1974) « que le mécanisme des contrats sociaux devrait être utilisé plus efficacement pour réduire simultanément le rythme de progression des prix et celui des salaires ».

Enfin, compte tenu de l'importance de la population actuellement sans travail et de l'accroissement du retour des travailleurs émigrés, « il conviendrait peut-être, note l'O.C.D.E., d'examiner la possibilité de mettre en œuvre des mesures propres à accélérer la progression de l'emploi ». A moyen terme, il serait sans doute souhaitable d'encourager l'investissement sous forme de logements urbains, d'autant que l'amélioration de l'habitat représente l'une des contributions les plus importantes à l'élevation du niveau de vie.

En 1974 la Yougoslavie a établi le record de croissance des pays membres de l'O.C.D.E. : le produit social a augmenté (en volume) de 8 % (4,5 % en 1973),

ce qui a permis d'accroître de 5 % (contre 2 %) les résultats « fort satisfaisants » tiennent à la vigueur de la demande intérieure et à l'orientation expansionniste, notamment en faveur des investissements, de la politique économique. Cependant, l'inflation, déjà élevée en 1973, a encore augmenté, alors que le chômage reconstruit atteignait 4 % de la population active, ce qui s'explique par le retour au pays de plus de 30 000 travailleurs yougoslaves (en 1973 il y avait eu 80 000 départs nets).

En outre, à la suite du renchérissement du pétrole, dont les importations représentent environ 30 % des besoins en énergie, de la faiblesse de la demande extérieure (plus de la moitié des exportations yougoslaves sont dirigées vers la zone C.E.E.) et de l'accroissement de la demande intérieure, la balance des paiements courants, après deux années d'excédent modéré, s'est soldée par un déficit de 1,1 milliard de dollars, soit 4,5 % du

produit social. Le seul déficit commercial a atteint 3,7 milliards. L'interdiction des importations de bœuf dans les pays de la C.E.E. a sans doute entraîné une perte de recettes en devises de quelque 100 millions de dollars ; le nombre de touristes a diminué de 11 % ; les envois de fonds des travailleurs émigrés n'ont augmenté que de 20 % (au lieu de 45 % en 1973).

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC BIANCÉ		LÉGÈREMENT TEINTÉ		NOMBRE
	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué	
PURETÉ					10 ^e de %
1 carat : 8 à 20	14.500 F	9.500 F	8.000 F	4.500 F	88/10
2 carats, le carat	18.500	11.500	8.500	4.800	84/10
3 carats, le carat	22.800	14.800	9.500	5.000	80/10
4 carats, le carat	27.500	17.000	10.500	5.500	104/10
5 carats, le carat	32.800	20.500	12.000	6.500	114/10

Ce barème étant forcément incomplet, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur le cas que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET

24, AVENUE RAYMOND-FOINCARRÉ
PARIS, 14^e

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - PARTAGES
PARFUMS FOGY MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

On ne peut pas prendre l'avion avec un ticket de métro. Mais on peut prendre le train, le métro, le bus, le car avec la Carte Orange.

La Carte Orange, c'est un titre de transport unique qui permet de se déplacer en région parisienne, indifféremment, en train, en métro, en bus, en car, avec le même ticket.

La Carte Orange, c'est une carte nominative permanente qui vous sera donnée sur demande. Mais la Carte Orange, c'est aussi un coupon mensuel que vous achèterez chaque mois.

La Carte Orange, c'est simple, c'est pratique. Renseignez-vous. Des dépliant sont à votre disposition dès maintenant à la RATP, à la SNCF et à l'APTR partout où vous verrez le signal Carte Orange.

La Carte Orange*

Pour se déplacer en train, métro, bus, car.

Pendant un mois.

Autant qu'on veut.

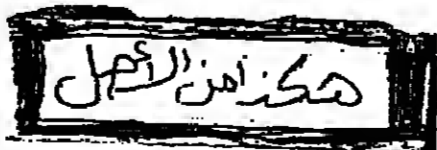
Dans les zones choisies en région parisienne.



Voici le signal Carte Orange. Il symbolise le découpage de la région parisienne en zones. Du nombre de zones que vous choisissez, dépend le prix de votre Carte Orange : 40, 60, 80 ou 100 F (en 2^e classe).

RATP/SNCF. Nous simplifions vos déplacements.

* Valable également sur les lignes agréées de l'APTR.



سكس ان الرتل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 12 JUIN

Alourdissement

La décision des pays producteurs de pétrole de relever le prix du brut à compter du 1er octobre...

Le léger mouvement de reprise qui s'était amorcé mercredi en cours de séance n'a pas eu de suite...

Sur le marché de For. l'effacement des cours s'est poursuivi...

Taux du marché monétaire effets prêts 7 1/8 %

LONDRES

D'abord en légère reprise à l'ouverture, le marché vit de nouveau à la baisse...

Table with columns: VALEURS, CLOTURE 12/6, COTATIONS 13/6

INDICES QUOTIDIENS

INDICE Base 100 le 31 déc. 1974

Indice général 73,9

NEW YORK

Nouveau recul

Wall Street a vu décliner un mauvais coté...

Le marché ne s'est manifestement pas à quel point se vover...

Les valeurs étrangères ont été touchées...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Main table of financial data with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc.

BOURSE DE PARIS - 12 JUIN - COMPTANT

Table of stock market data for Paris, including various indices and company shares.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market data, including various contracts and their prices.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

COMPTANT

Table of spot market data for various commodities and currencies.

